

UNIVERSITE DU QUEBEC A MONTREAL

LE RÔLE DES ORGANISATIONS PANAFRICAINES DANS LA GESTION DES  
RESSOURCES NATURELLES EN AFRIQUE SUBSHARIENNE

MEMOIRE  
PRESENTE  
COMME EXIGENCE PARTIELLE  
DE LA MAITRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR  
EKRA MARJORIE

JANVIER 2017

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL  
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

## REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier convenablement toutes les personnes qui ont participés de près ou de loin à la rédaction de ce mémoire. Je tiens à m'adresser plus spécifiquement à mon père qui a donné beaucoup de son temps à m'aider dans mes recherches ainsi qu'à la rédaction. Je remercie aussi la Banque africaine de développement, notamment MR Sibry Tapsoba, qui m'a donné l'opportunité d'accéder à toute la documentation nécessaire lors de mon stage au sein du département des Etats fragiles. Mon professeur Issiaka Mandé pour sa patience, sa disponibilité et son encadrement. Pour finir, une pensée particulière à mon copain Russell qui a su m'apporter le soutien et la motivation tout au long de ce travail.

Merci infiniment !

## TABLES DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	i
ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES .....	v
RESUME .....	vi
INTRODUCTION .....	1
Cadre théorique.....	6
Méthodologie .....	10
CHAPITRE I .....	14
L'EXPLOITATION ILLICITE DES RESSOURCES NATURELLES : CONSEQUENCE DE L'ABSENCE D'UN REGIME FONCIER APPROPRIE.	14
1.1. Les ressources naturelles en Afrique de l'Ouest.....	14
1.1.1. Une mauvaise répartition : conséquence de l'époque coloniale .....	14
1.1.1.1 La répartition coloniale du territoire ouest-africain .....	14
1.1.1.2. Les migrations coloniales de travail .....	18
1.1.2. L'abondance des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest .....	20
1.1.2.1 Le caractère paradoxal de l'abondance des ressources .....	20
1.1.2.2. La malédiction des ressources naturelles .....	24
1.2 Les régimes fonciers en Afrique de l'Ouest et l'absence de notion de propriété.....	34
1.2.1 : définition des régimes fonciers en Afrique de l'Ouest. ....	34
1.2.2 L'absence de régime foncier approprié en tant que cause et conséquence de la guerre : le principe de bonne gouvernance. ....	37
1.2.2.3 La décentralisation ou la privatisation : un nouveau mode de gouvernance envisagé .....	42
CHAPITRE I .....	44
CONCLUSION.....	44
CHAPITRE II : .....	46
LE RÔLE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DANS LA RÉSOLUTION DES CONFLITS LIES AUX RESSOURCES NATURELLES .	46
2.1. La responsabilité des institutions dans la résolution des conflits armés.....	46



2.1.1. Les différents acteurs et leur rôle dans l'apparition des conflits armés.	46
2.1.1.1. L'implication de la communauté internationale dans le redressement de l'économie africaine	46
2.1.1.2. Le principe de souveraineté permanente sur les ressources naturelles reconnues par l'ONU	47
2.1.2. La mission de résolution de la paix : des résultats peu concluants dans le domaine des ressources naturelles.	50
2.1.2.1 Une mission compromise par les conflits	50
2.1.2.2. L'aggravation des conflits et de la pauvreté par l'aide internationale	53
2.1.3. Le cas de la Banque Africaine de Développement.	56
2.1.3.1. La Banque	56
2.1.3.2. Le Centre Africain des Ressources Naturelles (CARN)	58
2.1.3.3. Le département des États fragiles et la lutte pour la paix et la résilience	60
2.2. Les différents plans mis en place par les OI et les sanctions nécessaires au respect des réformes.	63
2.2.1. Les différents plans réformateurs envisagés par la communauté internationale : les processus de Praia et de Kimberley	63
2.2.1.1 Le processus de Praia	64
2.2.1.2 Le processus de Kimberley	66
2.2.1.3. Les autres acteurs influents pour la résolution des conflits	67
2.2.2 La nécessité de réformes législatives et de sanctions reconnues pour faire respecter ces plans	73
2.2.3. La décentralisation : solution reconnue et retenue par le système international pour résoudre la mauvaise gestion des ressources naturelles.	75
CHAPITRE II	78
CONCLUSION	78
CHAPITRE III	80
ETUDE DU CAS DE LA CÔTE D'IVOIRE : LA CRISE D'IVOIRITE ET LE SYSTEME FONCIER	80
3.1. La crise foncière ivoirienne de 2010 et son impact sur la paix en Côte	

d'Ivoire .	81
3.1.1. Le concept d'ivoirité et la crise identitaire	81
3.1.2. Coexistence des droits fonciers administratifs et coutumiers	88
1.2.1. Les plans fonciers ruraux (PFR)	90
1.2.2. La loi foncière de 1998	91
3.2. La situation post-conflit en Côte d'Ivoire : une ère de progression	97
3.1.1. Le renforcement des capacités de gestion des différends fonciers et des ressources renouvelables au plan interne	97
3.1.2. Le renforcement des capacités institutionnelles de gestion des ressources au plan international	100
CONCLUSION	103
CONCLUSION GENERALE	105
ANNEXES	109
Annexe 1	110
Annexe 2	111
Annexe 3	112
Annexe 4	113
BIBLIOGRAPHIE	114

## ABREVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

- BAD ou AFDB : Banque Africaine de Développement
- BM : Banque Mondiale
- CARN : Centre Africain des Ressources Naturelles
- CEDEAO : Communauté Economique des Etats d’Afrique de l’Ouest
- DSP : Document Stratégie Pays
- FAO : Organisation des Nations-Unies pour l’alimentation et l’agriculture
- FNCI : Forces Nouvelles de Côte d’Ivoire
- NEPAD : Nouveau partenariat pour le développement de l’Afrique
- OI : Organisations Internationales
- ONU : Organisation des Nations- Unies
- ORTS : Département des Etats fragiles de la BAD
- PFR : Plans Fonciers ruraux
- PMR : Pays Membres Régionaux de la BAD
- PNUD : Programme des Nations- Unies pour le Développement
- PNUE : Programme de Nations Unies pour l’Environnement
- RN : Ressources Naturelles
- SD : Stratégie Décennale de la BAD
- UA : Union Africaine
- UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine



## RESUME

Ce mémoire a pour objet d'analyser le rôle des institutions panafricaines dans la gestion des ressources naturelles en Afrique subsaharienne.

L'Afrique de l'Ouest est considérée comme « maudite » au regard de l'abondance de ses ressources naturelles. Cette abondance est la cause de son frein alors qu'elle devrait être la raison de son essor. L'exploitation illicite des ressources naturelles en territoire de conflit armé représente un phénomène inquiétant pour la communauté internationale, et certainement un enjeu incontournable dans l'analyse de certains conflits actuels.

La recherche s'interroge aussi sur les principaux facteurs d'évolution de la question foncière en Afrique de l'Ouest : c'est à dire de l'impact des exploitations agricoles et de l'exploitation des ressources naturelles sur le foncier.

Les objectifs centraux du mémoire sont d'une part, d'établir un lien de cause à effet entre mal gouvernance des ressources/des terres et conflits armés notamment en prenant l'exemple de la Côte d'Ivoire et de la crise identitaire liée aux questions foncières. Et d'autre part, de voir comment la communauté internationale s'implique dans la résolution de la paix et quelles solutions propose-t-elle.

De plus en plus de mécanismes sont mis en place par les organisations panafricaines, lesquelles déboursent des sommes astronomiques pour mettre fin aux conflits et faire évoluer le développement ; cependant, aucun mécanisme de contrôle des États membres ne s'est montré efficace, ni même durable. La présente recherche tentera de démontrer la pertinence de ces approches, tout en essayant de trouver des solutions.

**MOTS-CLÉS :** Organisations Internationales, ressources naturelles, droits fonciers, conflits.



## INTRODUCTION

L'Afrique subsaharienne en général renferme des ressources précieuses faisant la fierté du continent. Les ressources naturelles se définissent de manière générale comme un ensemble formé par la nature et les modes préindustriels d'exploitation de celle-ci. Il existe différents types de ressources naturelles et le groupe d'experts des Nations-Unies les divise par catégories. Il existe premièrement des ressources non renouvelables, comme les minéraux, le pétrole, le gaz, la terre, la foresterie et les ressources marine, qui sont aussi des ressources extractives et deuxièmement, les ressources renouvelables comme les produits agricoles.<sup>1</sup> En Afrique occidentale en particulier, les ressources naturelles constituent un élément central pour la survie des populations rurales.<sup>2</sup> L'utilisation de ces ressources est encadrée par les normes et les coutumes locales. Celles-ci orientent totalement la manière dont les ressources sont gérées. Cependant, cette gestion qui a tendance, à être mauvaise, peut être nuisible lorsque dans le cas présent elle est combinée à la pauvreté. Ainsi, face à cette pauvreté et à la difficulté à trouver d'autres formes de revenus, des groupes armés sont incités à s'emparer de ces ressources en prenant le contrôle des territoires ou en expropriant violemment les populations.<sup>3</sup>

Les ressources naturelles ont un rôle important dans l'émergence des conflits armés en Afrique de l'Ouest. Cette question de conflits causés par les ressources naturelles sera le cœur de cette recherche. L'Afrique de l'Ouest est considérée comme « maudite » au regard de l'abondance de ses ressources naturelles. Nombre de pays

---

<sup>1</sup> Hellendorff, B. (2012). *Ressources naturelles, conflits et construction de la paix*

<sup>2</sup> Roe et Dilys. (2009). *Gestion communautaire des ressources naturelles en Afrique : impacts, expériences et orientations futures*. Institut international pour l'Environnement et le Développement (IIED)

<sup>3</sup> PNUE. (2009). *Du conflit à la consolidation de la paix : le rôle des ressources naturelles et de l'environnement*. Rapport du programme des Nations-Unies pour l'environnement. Février

connaissent actuellement des problèmes de développement liés à l'utilisation non durable des ressources naturelles et à la répartition du produit de l'exploitation de ces richesses naturelles. La malédiction des ressources est une théorie selon laquelle la présence de grandes quantités de ressources naturelles dans un pays, par rapport aux autres sources de revenus, conduit à des effets sociaux, politiques et économiques négatifs plutôt qu'à des effets positifs. A la fin des années 1990, l'étude de Jeffrey Sachs et Andrew Warner sur « l'abondance des ressources naturelles et la croissance économique » a examiné quatre-vingt-dix-sept pays sur une période de dix-huit ans de 1971 à 1989 et fait le constat que les États qui exportaient beaucoup de ressources naturelles connaissaient une croissance économique anormalement faible par rapport à d'autres pays<sup>4</sup>. Néanmoins, cette théorie est à discuter puisque ce n'est pas le trop plein de ressources naturelles qui est problématique mais plutôt l'usage que l'homme en fait. Tout au long du vingtième siècle se sont succédées des guerres civiles, toutes en rapport avec les ressources naturelles et la gestion des terres. Qu'il existe ou non une relation de cause à effet entre le déclenchement des conflits et les ressources naturelles, celles-ci peuvent contribuer à entretenir et à alimenter la violence. Ainsi, la relation entre ressources naturelles et conflits peut être illustrée par les guerres civiles de la Sierra Leone, du Liberia ou encore de la Côte d'Ivoire. En Sierra Leone, par exemple, la guerre fut en partie déclenchée par un groupe armé cherchant à s'approprier l'exploitation de diamants. Ainsi, les ressources de grande valeur comme le pétrole ou les diamants peuvent notamment être utilisées pour générer des revenus servant à financer les forces armées et à acquérir des armes. La Sierra Leone a été purement et simplement une extension de la guerre civile du Liberia. Les incitations économiques liées à la présence de ressources précieuses dans ces deux pays ont longtemps empêché la résolution des conflits et ont nui à la paix. C'est dans les années 2000 que le Conseil de sécurité a pu mettre en place un embargo visant à contrôler le commerce illicite des diamants de guerre.<sup>5</sup> Dans le cas de ces pays, plus la perspective

---

<sup>4</sup> Christophe, V. (2012). *La malédiction des ressources naturelles : une question de dépendance ou de dispersion ?* Mémoire. Université du Québec à Montréal

<sup>5</sup> Hellendorff, B. (2012). *Ressources naturelles, conflits et construction de la paix en Afrique de l'Ouest*. Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité



d'un accord de paix semble proche, plus les personnes ou les groupes susceptibles de perdre l'accès aux revenus tirés de l'exploitation des ressources risquent d'agir pour empêcher la restauration de la paix. Ainsi, en Afrique de l'Ouest, le conflit n'est pas statique, il évolue en fonction du contexte environnemental, mais aussi politique.

Parallèlement au lien de cause à effet entre conflits et exploitation des ressources naturelles, il existe les conflits liés à l'appropriation des terres, c'est-à-dire la question foncière. Le foncier peut être considéré comme un rapport social, car il renvoie aux relations qui s'établissent entre les hommes à propos de l'accès à la terre et aux ressources naturelles. La gestion des terres et des ressources naturelles est bien un problème majeur en Afrique de l'Ouest. La plupart des pays de la région ouest-africaine ont du mal à gérer leurs terres et à les exploiter, ce qui est souvent à l'origine des conflits. En Sierra Leone, tout comme en Côte d'Ivoire, la question de l'appropriation des terres est primordiale. La question foncière constitue un enjeu économique, social et politique majeur parce qu'elle définit les droits sur la terre, la façon de les gérer, et les règles de répartition des terres entre les acteurs. La question foncière est le préalable à la gestion des ressources naturelles d'un pays, précisément en Afrique, continent sur lequel le droit de propriété est presque inexistant. Le régime foncier est presque toujours à l'origine de la mauvaise répartition des ressources et aussi des conflits armés liés à la répartition des terres. Selon Belloncle (1982), les droits fonciers et l'appropriation ne sont pas une pratique dans le système juridique africain.<sup>6</sup> En effet, on peut même appuyer ce propos en citant Lund (2001) qui affirme que « la propriété est non africaine par nature »<sup>7</sup>. La notion de propriété au sens occidental n'existe pas en Afrique de l'Ouest selon ces auteurs. Les terres appartiennent à une communauté et sont inaliénables. Ainsi, la question de l'accapement des terres est tout en lien avec les ressources naturelles causant des

---

<sup>6</sup> Belloncle, G. (1982). *La question paysanne en Afrique noire*. Paris, Karthala.

<sup>7</sup> Lund, C. (2001). *Régimes fonciers en Afrique : remise en cause des hypothèses de base*. IIED. Consulté sur <http://pubs.iied.org/pdfs/9019IIED.pdf>

conflits, puisque du fait des coutumes locales, la gestion des terres n'est aucunement régulée par le droit et la loi. Seules les pratiques ancestrales et ethniques sont prises en compte, ce qui entraîne souvent des conflits entre les populations rurales. La répartition ethnique ou plutôt communautaire du territoire et de ces ressources définit la gestion de la terre. Cependant, à la lecture des rapports de différentes institutions internationales, il semblerait que le principal problème de la gestion des terres et des ressources naturelles se trouverait dans la bonne gouvernance. La transparence et la bonne gouvernance sont perçues en Afrique par le système international comme deux exigences fondamentales à une gestion durable des terres et des ressources naturelles.<sup>8</sup> En effet, les organisations internationales tentent de participer à la résolution de la paix dans cette région en mettant en place différentes mesures dont les programmes d'ajustements structurels. Ainsi, les programmes d'ajustements structurels ont été mis en place par le Fond Monétaire International en collaboration avec la Banque Mondiale afin de soumettre la plupart des pays d'Afrique subsaharienne à une meilleure gouvernance et à une plus forte implication des acteurs non étatiques dans la gestion des affaires publiques.<sup>9</sup>

Les organisations internationales sont alors devenues des acteurs très importants dans la résolution des conflits en Afrique de l'Ouest. Dans cette région, l'institution omniprésente est la Banque Africaine de Développement (BAD). La BAD en collaboration avec l'ONU et ses institutions spécialisées, la Banque Mondiale ou encore l'Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) mettent en place des programmes d'actions afin de faire régner la paix dans les pays en difficulté. En effet, la BAD (ou la Banque) a même créé à cet effet un département

---

<sup>8</sup> AFDB. (2014). *De la fragilité à la résilience : gestion des ressources naturelles dans les Etats fragiles africains*. Rapport sommaire. Groupe de la Banque Africaine de Développement.

Voir aussi Idelman, E, Marie, J. (2010). La décentralisation en Afrique de l'Ouest : une révolution dans les gouvernances locales ? Juin/Aout 2010. *Revue EchoGeo*. Consulté sur <https://echogeo.revues.org/12001>

<sup>9</sup> Roe, et Dilys. (2009). *Gestion communautaire des ressources naturelles en Afrique : impacts, expériences et orientations futures*. Institut international pour l'Environnement et le Développement (FIIED)



spécialisé pour les États fragiles en situation de guerre ou sortant de conflit afin de les aider à consolider la paix<sup>10</sup>. Ce mémoire est alors une occasion pour étudier le rôle prédominant de la Banque et vérifier si les résultats sont concluants ou non. Il convient de constater que la question des ressources naturelles est tout de même prédominante dans l'étude de la Banque et du système international en général ; cependant, les mécanismes mis en place et les méthodes ne sont pas toujours très productifs.

La question de recherche est de savoir quel est le rôle des organisations internationales dans la résolution des conflits civils causés par la mauvaise gouvernance des ressources naturelles ? Au regard de cette problématique sera défini le rôle des ressources naturelles dans la naissance et l'amplification des conflits, mais, aussi celui des organisations internationales dans la résolution des conflits. Suite au caractère descriptif de la situation, il conviendra tout de même d'élaborer des pistes de solution. La principale solution qui ressort de l'étude est le phénomène de décentralisation. Nous aborderons ainsi ce sujet en évoquant différentes hypothèses. La première est l'élaboration d'un lien de cause à effet entre l'exploitation illicite des ressources naturelles et les conflits violents. Ainsi, nous soulignons la mauvaise gouvernance des ressources naturelles comme cause des conflits engendrés par les ressources naturelles. La BAD et les institutions connexes soulignent la nécessité d'une bonne gestion et d'une bonne gouvernance des terres et des politiques foncières pour envisager une paix de façon continue. Nous relèverons ainsi que le continent africain est submergé de ressources naturelles qui devraient en faire sa richesse et mener au développement. Cependant, cette abondance de ressources naturelles est exploitée difficilement et chaotiquement par les populations, mais aussi par les responsables politiques. Nous pourrions ainsi voir que « développement » et « propriété privée » ne font pas bon ménage sur le continent, ce qui mène directement aux conflits sanglants. L'absence de propriété privée dans la région ouest-africaine et donc l'absence de droit et de loi

---

<sup>10</sup> AFDB. (2014). *Stratégie du groupe de la Banque africaine de développement pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience*. Département d'appui à la transition

foncière respectable est clairement la cause et la raison de la discordance au sein des politiques africaines. Nous verrons le cas de la Côte d'Ivoire et de sa politique foncière plus ou moins bancal<sup>11</sup>. Cette hypothèse permet alors d'aller directement à la seconde hypothèse qui consiste à l'élaboration de pistes de solutions telles que le phénomène de décentralisation. La décentralisation s'explique comme un moyen permettant de faire participer la population civile locale à la gestion des terres et à la régulation des titres fonciers<sup>12</sup>. La communauté internationale considère la décentralisation comme la seule et unique solution pour une meilleure gestion des terres. Elle permettra de légitimer les possessions et surtout d'encadrer et régulariser l'exploitation des terres et des ressources. La troisième et dernière hypothèse est l'idée selon laquelle, dans un certain sens, les différentes aides internationales alimentent les conflits liés aux ressources naturelles. Cela pourrait s'expliquer par leur intervention indirecte dans la résolution des conflits. Parfois les fonds débloqués ne sont pas utilisés à bon escient. Il s'agirait de démontrer si le contrôle par ces OI donne vraiment des résultats, s'il y a un suivi régulier dans leur mission de développement et surtout de démontrer les résultats actuels.

### Cadre théorique

Les causes et les conséquences du phénomène de mauvaise gestion des terres et des ressources naturelles sont multiples et touchent à plusieurs objets qu'on peut aborder grâce à la science politique, dont : l'État, la population, les gains de puissance, le développement, la coopération et les organisations internationales, etc. La compréhension des conflits liés aux ressources naturelles passe par l'analyse de la

---

<sup>11</sup> Chauveau, J-P. (2000). Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire. *Politique Africaine*. Vol 2 n°78

<sup>12</sup> Delville, P-L. (2012). Condition pour une gestion décentralisée des ressources naturelles. En ligne sur [HAL. Archives-ouvertes.fr](http://HAL.Archives-ouvertes.fr)

Voir aussi : Ribot, J. (2002). *La décentralisation démocratique des ressources naturelles. Institutionnaliser la participation populaire*. P-24 Institut des ressources mondiales. WRI



propriété de la terre en tant qu'élément de pouvoir. Posséder et exploiter de façon exclusive les terres sont pour les puissances étatiques et les groupes armés source de pouvoir. En effet, en Afrique, contrôler la terre et ses éléments revient à contrôler les moyens d'existence d'une grande majorité de la population. Les cultures et leurs communautés sont alors touchées. Ce contrôle et cette puissance excessive incitent la communauté internationale à encadrer les États dans la régulation de la terre et des droits qui s'y rapportent. Les théories du néolibéralisme et du néoréalisme permettront de comprendre le sujet.

Le néo-libéralisme est un concept qui apparaît après la Seconde Guerre mondiale. C'est dans ce contexte-là que naît une croissance des compétences des organisations intergouvernementales. La théorie du néo-libéralisme s'oppose à celle des néo-réalistes et se base sur deux postulats : premièrement, le rôle des institutions internationales est très important, par opposition au néo-réalisme qui ne considère que les États comme acteurs principaux dans un système anarchique.<sup>13</sup> Pour les néo-libéraux comme Gilpin c'est l'asymétrie des puissances qui garantit l'ordre.<sup>14</sup> Ainsi, cette théorie nous permettra de comprendre et répondre aux questions que l'on se pose sur le rôle et le comportement des institutions panafricaines dans la gestion et la préservation des ressources naturelles comme arme de paix. Deuxièmement, les États agissent en fonction de leurs intérêts. Le soft Power est une notion selon laquelle :

*« La puissance d'un État ne se définit pas que par la capacité matérielle, mais aussi, et surtout par la capacité d'atteindre ses buts par attrait, c'est-à-dire par la culture, ou encore les idéaux politiques. Cette capacité prend en compte les compréhensions subjectives des Êtres humains<sup>15</sup>. »*

---

<sup>13</sup> Desrosiers, Marie-Eve. (2010). Le néolibéralisme. Dans *Théories des relations internationales, contestations et résistances*, 2<sup>e</sup> Edition revue et augmentée, CEPES, Athéna Editions : 154-175

<sup>14</sup> *Ibid.*

<sup>15</sup> Macleod, A. (2010). Le constructivisme. Dans *Théories des relations internationales, contestations et résistances*, 2<sup>e</sup> Edition revue et augmentée, CEPES, Athéna Editions : 244-267

Ce concept est important ici, car c'est la société civile qui est la plus touchée par les guerres. Les guerres ethniques sont les résultats d'une mauvaise exploitation des ressources exploitables du pays menant à la pauvreté extrême. Ces ressources sont le « soft Power » de l'État et donc un élément de discorde pour les Gouvernements. Seule la coopération permettra de régulariser leurs rapports. La coopération se définit selon Marie- Eve Desrosiers comme « un processus d'ajustement des politiques des acteurs en fonction des préférences réelles des autres afin de profiter des bénéfices mutuels pour chacune des parties ». La coopération représente donc une stratégie pour promouvoir les intérêts communs ou convergents des États.<sup>16</sup> En d'autres termes, les Institutions Internationales sont un moyen de rationaliser les rapports entre les États, mais aussi les rapports internes des États. En effet, selon cette théorie la politique interne est tout aussi importante que les rapports internationaux. Le seul rôle des institutions est de fournir des informations, et surtout de faciliter la réalisation de différents domaines d'activité.

Les institutions internationales consistent en :

*« Des règles et pratiques persistantes qui prescrivent des rôles, contraignent l'activité et façonnent les attentes des acteurs. Les institutions constituent des régimes. Elles sont basées sur les principes de transparence et de réciprocité<sup>17</sup>. »*

Ce sont des lieux possibles de fabrication de l'international, des creusets dans lesquels se constitue une élite internationale qui serait capable de développer des valeurs et savoir les faire partager. Elles peuvent faire émerger des normes politiques, sociales et économiques susceptibles d'universalisation.<sup>18</sup> Les néo-réalistes s'interrogent tout de même sur la capacité des organisations à réguler les relations internationales et, notamment, à éviter les guerres, mais aussi sur leur capacité à diffuser des normes

---

<sup>16</sup> Ibid.

<sup>17</sup> Ibid.

<sup>18</sup> Kott, S. (2011). *Les organisations internationales, terrain d'étude de la globalisation. Jalon pour une approche socio-historique*. Edition Presse de Science Po, Vol.3 n°52 <http://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2011-3-page-9.htm>



internationales qui dépasseraient celle des États qui les composent<sup>19</sup>. Cette interrogation est précisément le cœur de notre sujet en ce qui concerne les organisations panafricaines agissant dans un objectif de paix en Afrique occidentale. Le plus grand problème dans l'idée de coopération est la volonté des États à maximiser leur gain. L'utilité de l'institution internationale pourra être critiquée par le biais de cette théorie puisque par définition l'organisation internationale n'est que l'alliance de plusieurs États afin d'atteindre certains buts par le biais de traités communs. Malheureusement, la plupart des États surtout en Afrique craignent le comportement de leurs rivaux et par conséquent compromettent l'objectif de développement commun. Ainsi, les ressources naturelles sont clairement un gain absolu pour lequel les États s'affronteraient volontiers. La remise en cause du rôle des organisations internationales était déjà évoquée dans les années 90 par Smouts<sup>20</sup> au sujet de la Banque Mondiale et de ses institutions connexes notamment en ce qui concerne leurs actions défavorisant d'avantages les populations souffrantes. Elle rappelle l'inquiétude des politiciens africains qui s'interrogent sur l'intérêt de l'action internationale. Selon la communauté africaine, l'action internationale est importante, mais en contrepartie elle enfermerait l'Afrique dans une logique de « cas social » parce qu'elle s'occupe des symptômes et non des maux. Elle s'occupe plus du plan politique et bureaucrate que des réels problèmes. Cependant, depuis les années 90, ont été créés des programmes d'aide sociale touchant directement les populations et tentant de freiner les guerres civiles. Malgré cela, les aides internationales sont toujours remises en question du fait de leur financement qui, plutôt que de limiter les guerres, les alimente dans un certain sens par la corruption.<sup>21</sup>

---

<sup>19</sup> *Ibid.*

<sup>20</sup> Smouts, M-C. (1991). L'Afrique dans la diplomatie multilatérale. *Etudes internationales*, vol. 22, n° 2, 1991, p. 267-278. Consulté sur <http://id.erudit.org/iderudit/702838ar>.

<sup>21</sup> *Ibid.*

## Méthodologie

Nous aborderons ce travail à la fois comme une analyse générale, mais aussi comme une étude de cas puisque nous étudierons la question foncière en Côte d'Ivoire et l'effet de celle-ci sur les conflits liés aux terres. Cette orientation nous permettra de cibler notre corpus en explorant les rapports d'organisations internationales et les différentes études faites au sein de ces organisations. L'approche méthodologique sera corrélative puisque nous argumenterons principalement qu'il existe une relation entre mauvaise exploitation des ressources naturelles ainsi que des terres, et conflits civils.

Les objectifs de la présente recherche sont en premier lieu de démontrer le lien de cause à effet entre l'exploitation des terres et des ressources naturelles et les conflits violents de la région ouest-africaine ; et en second lieu, de cerner comment les organisations internationales et le droit international abordent la question de la résolution des conflits liés aux ressources naturelles et quels mécanismes mettent-ils en place pour lutter contre la mauvaise gestion des terres ? La méthode utilisée dans ce travail sera l'analyse et la recension des études, des rapports et des productions cartographiques réalisées par les institutions du droit international, les groupes d'experts qui ont œuvré sur le terrain ou encore les organisations de la société civile. Mon analyse sera centrée sur la documentation originale à laquelle j'ai eu accès à l'occasion d'un stage à la BAD, au sein du département des États fragiles (ORTS). Le département des États fragiles de la BAD a pour mission d'aider les pays en conflits ou ayant connu de fortes guerres à se redresser. Il intervient dans tous les domaines et particulièrement dans toutes les activités touchant à la reconstruction, comme les infrastructures, mais aussi la bonne gouvernance des ressources naturelles. La Banque est très active dans beaucoup de domaines directement liés à la croissance et à la sécurité des pays. Il convient de constater que la question des ressources naturelles et de leur rôle dans les conflits ethniques et politiques est un sujet important pour ce type d'institution. La plupart des institutions panafricaines de développement se donnent pour mission de consolider la paix dans les pays en guerre afin d'assurer un certain niveau de développement. Les études et rapports de la Banque et des institutions



connexes sont donc très pertinents pour envisager de répondre aux questions ou alors pour tenter de trouver des solutions. Pour la Banque la répartition des ressources naturelles et leur mauvaise gestion ont une répercussion sur la société. Le droit international tente alors de réguler et de sanctionner les entraves à cette gestion. Ainsi, l'étude du rôle des institutions panafricaines dans la résolution des conflits liés aux ressources naturelles encadrera les trois quarts de notre argumentaire.

Pour approfondir les rapports, il faut chercher dans un large éventail de sources traitant de la question de l'accaparement des terres, de l'exploitation illicite des ressources naturelles et de la théorie dite de « la malédiction des ressources naturelles. » Pour cela, nous nous intéressons d'abord aux chercheurs géographes des années 1900, comme Pélissier, qui permettra de nous informer sur la situation foncière et la gestion des terres à l'époque coloniale<sup>22</sup>. Une étude anthropologique sera nécessaire pour comprendre l'origine des droits fonciers actuels et l'absence de droit de propriété dans le vocabulaire juridique africain depuis l'époque coloniale. Pour cela l'approche d'Etienne Le Roy selon laquelle le principe juridique du monopole foncier de l'État sur son territoire vient du droit français.<sup>23</sup> Le droit français a totalement influencé le système de gestion en Afrique. C'est la domination coloniale foncière qui instaurera des règles sur le territoire ouest-africain. Ces règles seront ainsi perpétuées après les décolonisations. C'est la quête de pouvoir à travers ces droits qui sera appliquée de manière violente. Les séquelles du passé empiètent encore sur l'évolution sociale, politique et économique de l'Afrique de l'Ouest actuelle<sup>24</sup>. Pour aller plus loin, nous

---

<sup>22</sup> Mercier P. (1954). *Cartes ethno-démographiques de l'Afrique occidentale*. Feuille 5.

Dakar : IFAN, 27 p

<sup>23</sup> Le Roy, E. (1987). *La réforme du droit de la terre dans certains pays d'Afrique francophone*. Etude Législative, Service de législation bureau juridique, FAO, Rome, 1987, P 1-27, En Ligne, <http://lc.cx/Sp5>, Page consultée le 16 Juin 2016.

<sup>24</sup> Coquery-Vidrovitch, C. (2009). Le régime foncier rural en Afrique noir. Dans « *Enjeux fonciers en Afrique Noire* », Chapitre 4. ORSTOM, Karthala, Montpellier, p. 75, PDF en Ligne, <http://lc.cx/SDD>,

nous intéresserons à des chercheurs tels que Victor Piché<sup>25</sup>, qui a étudié avec beaucoup d'intérêt la question des conflits liés aux terres en Afrique de l'Ouest notamment la question foncière en Côte d'Ivoire, mais aussi Jean Pierre Chauveau<sup>26</sup> qui rappelle l'importance d'avoir un système foncier juste et légal et qui nous informe ainsi de la situation foncière et des réformes plutôt chaotiques en Côte d'Ivoire.

Le premier chapitre abordera l'exploitation illicite des ressources naturelles en tant que conséquences des conflits armés. Ce chapitre expliquera la spécialisation coloniale des territoires. En somme, la répartition territoriale faite par les colons en fonction des gains et de l'exploitation des ressources naturelles, expliquent les différences et les communautés ethniques d'aujourd'hui. Ces communautés faites au hasard et en fonction des gains que cela pouvait rapporter ont pour conséquence les guerres civiles et les mauvais systèmes de gestion des terres héritées de l'administration coloniale. Au regard de la répartition territoriale seront justifiées les migrations de travail du vingtième siècle notamment celle des Burkinabés vers la Côte d'Ivoire et les conflits entre peuples du fait de l'appropriation des terres. Toute cette partie historique a uniquement pour effet de comprendre les conflits civils liés aux terres.

Le deuxième chapitre sera consacré au rôle des institutions panafricaines de développement dans la résolution des conflits liés aux ressources naturelles et répondra au questionnement sur le rôle des communautés et les mécanismes endogènes de prévention et de résolution des conflits. La mission de consolidation de la paix et les mécanismes mis en place pour y arriver seront le cœur de l'argumentation notamment au regard des différents plans tels que la conférence de Praia ou encore le processus de Kimberley qui ont tous deux pour objectifs de réguler et contrôler l'exploitation de ressources naturelles. Les solutions du phénomène de

---

<sup>25</sup> Piché, V. (2015). *Entre le mil et le franc : un siècle de migrations circulaires en Afrique de l'Ouest : le cas du Burkina Faso*. Presse de l'Université du Québec P-86

<sup>26</sup> Chauveau, J-P, (2000). Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire. *Politique Africaine*. Vol 2 n°78



décentralisation et de bonne gouvernance seront aussi ajoutées en tant que solutions principales et à long terme du problème.

Finalement dans le troisième et dernier chapitre, nous aborderons principalement la guerre civile et identitaire en Côte d'Ivoire. Il sera rappelé le contexte politique et l'origine de la crise foncière. La question de l'appropriation des terres sera traitée de manière plus approfondie dans ce cas d'espèce. Le but sera de resituer les faits, mais aussi d'analyser les progrès et les nouveaux systèmes mis en place pour maintenir la paix dans ce pays.

## CHAPITRE I

### L'EXPLOITATION ILLICITE DES RESSOURCES NATURELLES : CONSEQUENCE DE L'ABSENCE D'UN REGIME FONCIER APPROPRIE.

Ce premier chapitre évoquera l'exploitation illicite des ressources naturelles en tant que conséquence de l'absence d'un régime foncier appropriée. L'histoire coloniale et la répartition géographique du territoire africain faite par les colons sont essentielles pour comprendre les différends fonciers d'aujourd'hui (I). En effet, cette répartition faite en fonction des ressources naturelles et des bénéfices que l'on peut en tirer est un modèle de gestion adopté par les Etats indépendants et qui est certainement la cause des différends fonciers et ethniques connus aujourd'hui. De plus, l'abondance des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest et son caractère paradoxal menant à l'échec justifie et vérifie la théorie de la malédiction des ressources naturelles (II).

#### 1.1. Les ressources naturelles en Afrique de l'Ouest

##### 1.1.1. Une mauvaise répartition : conséquence de l'époque coloniale

##### 1.1.1.1 La répartition coloniale du territoire ouest-africain

Les ressources naturelles ont toujours été le pilier de l'économie du continent africain tout entier. Le pétrole, le café, cacao, le coton, les diamants sont les principales ressources du continent. En effet, les occupations coloniales ont toujours été motivées par les différentes ressources que peuvent offrir les terres africaines et précisément l'Afrique de l'Ouest. C'est donc en fonction des territoires coloniaux qu'a été répartie la population africaine. Cette répartition est certainement le reflet et la conséquence des divergences ethniques et civiles que rencontre la région depuis des décennies.

C'est dès le début des indépendances, de 1930 jusqu'aux années 1960, que l'Institut Français d'Afrique Noire publie des cartes ethno-démographiques représentant l'Afrique occidentale et sa diversité. Cette volonté de délimiter les différents territoires a pour effet aujourd'hui d'aider à comprendre la répartition des différentes ethnies. Les cartes de la période coloniale servaient à délimiter les territoires entre les Français, les Portugais et les Anglais, mais aussi à s'intéresser aux différents brassages des peuples à l'intérieur d'autres peuples. La répartition territoriale de l'époque n'avait pas pour but de représenter les communautés, mais plutôt d'illustrer la répartition des richesses et des territoires, ce qui permet d'expliquer les mélanges actuels. Cependant, en 1934, les cartographes tentent de s'intéresser davantage aux populations en cherchant à les identifier et à en délimiter les contours. C'est ainsi que commencent à être représentés sur les cartes les différents peuples. Les cartographes remarquent alors par exemple la présence de groupes parmi un autre comme les Peuls du Fouta Jalon parmi le groupe sénégal-guinéen<sup>27</sup>.

Au fil du temps, les ethnographes constatent un mouvement des peuples qui se définit par un changement des frontières coloniales<sup>28</sup>.

À partir de ce moment-là, les ethnologues de l'époque ont cherché à organiser la carte ethnologique en fonction des différentes ethnies sur le territoire. C'est Paul Pélissier (1952), géographe de l'institut français qui décide alors de délimiter les peuples en fonction de la couleur, du genre de vie et de la langue. Pour représenter les Akans, par exemple, il se fonde sur des critères linguistiques sans s'intéresser à l'inscription des hommes dans des territoires locaux.<sup>29</sup>

---

<sup>27</sup> Suremain M-A. (2009). *Les cartes ethno-démographiques de l'Afrique occidentale : enjeux d'une construction 1952-1963*. SEDET, UMR 7135 Université Paris 7 Denis Diderot

<sup>28</sup> MERCIER P. (1954). *Cartes ethno-démographiques de l'Afrique occidentale*. Feuille 5. Dakar : IFAN, 27 p

<sup>29</sup> Richard-Molard J, Pélissier P. (1952). *Cartes ethno-démographiques de l'Ouest africain*. Feuilles n° 1. Dakar : IFAN, coll. « *Cartes ethno-démographiques de l'Afrique occidentale* », 4 p.



Néanmoins, il est important de s'interroger sur les motivations de ces chercheurs de l'époque. En effet, il semblerait que ces atlas linguistiques et ethnographiques représentent plus la distribution « d'objets », qu'une répartition d'une population identifiée à telle ou telle société.

Suite à ces explications et ces cartes, l'on peut constater que les États d'Afrique occidentale sont nés du territoire délimité par le partage colonial, espace d'exercice de la souveraineté. La répartition était faite en fonction des gains obtenus par les métropoles. L'association entre démographie et données ethnologiques renvoie à des enjeux politiques bien coloniaux de domination de populations colonisées. L'attachement aux frontières du territoire est accru si des ressources minières ou pétrolières y sont exploitées ou en réserve. En effet, la répartition territoriale des puissances coloniales plaque sur l'espace régional un tracé d'espaces hétérogènes aux atouts inégaux. Selon les experts de l'OCDE, les tracés s'ancrent généralement sur des piliers ethnoculturels, mais le plus souvent, scindent des peuples ou traversent et séparent des sociétés à peuplement solidaires. La naissance des États indépendants reposera sur cette fragmentation et l'amplifiera<sup>30</sup>.

En outre, il semblerait que la notion d'ethnie<sup>31</sup> de l'époque employée par les chercheurs se référait davantage aux ressources cultivées par un même groupe, aux conséquences identitaires partagées, qu'à des pratiques coloniales politiques, économiques et culturelles communes et parfois à des genres de vie. Cela nous permet de mentionner que le terme d'ethnie en réalité n'existe pas vraiment. Il convient plutôt selon Etienne Le Roy de parler de société. Le terme d'ethnie tel qu'employé aujourd'hui est tout simplement plusieurs groupes associés autour d'un civilisateur et

---

<sup>30</sup> OCDE. (2007). *L'Afrique de l'Ouest : une région en mouvement ; une région en mutation ; une région en voie d'intégration*. Février 2007. Club du Sahel et de l'Afrique de l'ouest/OCDE

<sup>31</sup> Suremain M-A. (2009). Les cartes ethno-démographiques de l'Afrique occidentale : enjeux d'une construction 1952-1963. SEDET, UMR 7135 Université Paris 7 Denis Didier

unis par une langue métisse et une culture commune.<sup>32</sup> Les Wolofs au Sénégal ou encore les Dioula en Côte d'Ivoire en sont les exemples. Suite, aux premières cartes, s'intéresser aux genres de vie semble être un moyen pour les géographes de rester loin du politique, en l'occurrence de la prise en compte de la spécificité de la situation coloniale et des tensions politiques et géopolitiques liées à la décolonisation et à la fixation des frontières nationales<sup>33</sup>.

La décolonisation a donc marqué presque toute la manière de vivre des peuples d'Afrique occidentale. C'est Samir Amin, dans son ouvrage (1971)<sup>34</sup> « L'Afrique de l'ouest bloquée : L'économie politique de la colonisation », qui étudie les effets de la colonisation.<sup>35</sup> La thèse principale de l'auteur est que l'Afrique noire était en voie d'occidentalisation lorsqu'elle a été partagée. Par conséquent son propos résume clairement et simplement le détail des cartes ethno-démographique faites ci-dessus. L'Afrique de l'Ouest est victime des effets de la colonisation et a été complètement transformée et imprégnée d'une autre culture. Son évolution vers l'occidentalisation a été rompue et a causé un recul dans son développement suite à la décolonisation. Ainsi, la mise en valeur des territoires par les colons français reflète la précarité de la région ouest-africaine. Cette répartition faite finalement presque au « hasard », en fonction des conquêtes et des rapports de force, illustre le fonctionnement politique et économique des pays nouvellement indépendants. Les rapports de force et de corruption ne sont que l'imitation et le reflet de l'ancien fonctionnement administratif que la puissance coloniale française instaurait sur ces territoires. Pour Samir Amin,<sup>36</sup> la colonisation est presque la seule responsable du sous-développement et du ralentissement des accroissements de production. Seule la Côte d'Ivoire, qui a longtemps été considérée comme une exception, fut comme « un miracle » pendant

---

<sup>32</sup> Le Roy, E. (2011). A quoi sert la propriété foncière dans les pays du Sud. *Dans la ruée vers la terre. Revue Transcontinentales* 2010/2011 en ligne : <http://transcontinentales.revues.org/1138>

<sup>33</sup> *Ibid.*

<sup>34</sup> Amin, S. (1971). *L'Afrique de l'ouest bloquée : l'économie politique de la colonisation*. 1980. Edition Minuit

<sup>36</sup> *Ibid.*



près d'une quarantaine d'années.<sup>37</sup> Lors des indépendances des pays comme la Côte d'Ivoire ou encore du Ghana (appelée la Gold Coast) ont su se démarquer et ont purement et simplement appliqué les valeurs et principes coloniaux pour se développer. En effet, dans ces pays, seules les procédures du Code civil français sont connues. Pour exemple, les pays appliquent l'organisation des procédures d'hypothèques mises en place par les colons.<sup>38</sup> Mais seul le concept de privatisation est profitable aux Européens. La population africaine reste ignorante au regard de ce principe. La jurisprudence coloniale reconnaît un monopole foncier à l'État à des fins d'intérêt général. L'usage des terres et des ressources que fait l'État africain occidental a longtemps été justifié par des finalités de développement et de croissance<sup>39</sup>. Cependant, le résultat aujourd'hui est médiocre. La Côte d'Ivoire en est l'exemple vivant, aujourd'hui déchirée par les différences ethniques et la quête des ressources naturelles. En conclusion, le morcellement de l'espace économique dont a été victime l'Afrique de l'Ouest la contraint inéluctablement au maintien de certaines structures et des politiques en valeur coloniale lesquelles engendrent la domination extérieure et le sous-développement<sup>40</sup>.

#### 1.1.1.2. Les migrations coloniales de travail

Pour illustrer l'argument cartographique, il convient de prendre l'exemple de la Côte d'Ivoire et du Burkina, deux pays limitrophes et victimes d'une répartition spatiale incorrecte. La répartition territoriale et ethnique du Burkina et de la Côte d'Ivoire est le plus souvent expliquée par les migrations agricoles<sup>41</sup>. Ces migrations sont le résultat de l'instabilité démographique qu'a créée la colonisation puisque le

---

<sup>37</sup> *Ibid.*

<sup>38</sup> Le Roy, E. (1987). *La réforme du droit de la terre dans certains pays d'Afrique francophone*. Etude Législative, Service de législation bureau juridique, FAO, Rome, 1987, P-1 -27, En Ligne, <http://lc.cx/Sp5>, Page consultée le 16 Juin 2016.

<sup>39</sup> *Ibid.*

<sup>40</sup> *Op.cit.*

<sup>41</sup> Piché, V. (2015). *Entre le mil et le franc : un siècle de migrations circulaires en Afrique de l'Ouest : le cas du Burkina Faso*. Presse de l'Université du Québec P-86



Burkina a hérité d'une division ethnique de l'espace. L'exemple des Mossi du Burkina est le plus simple et le plus clair pour expliquer ces divergences ethniques<sup>42</sup>. En effet, la colonisation agricole intérieure au Burkina se présente comme un lent glissement de population mossi vers le sud-ouest du pays à la recherche d'espace disponible pour s'établir. Ce fort courant migratoire a pour première conséquence de modifier une répartition ethnique héritée de l'époque précoloniale ; les colons, en effet, s'installent à l'extérieur du pays mossi. En d'autres termes, le pays mossi déverse son trop-plein d'habitants sur les régions voisines contrôlées par d'autres groupes ethniques. Selon Tallet (2001) la répartition actuelle des différents groupes ethniques à l'intérieur du Burkina est largement héritée des divisions spatiales antérieures à l'époque coloniale<sup>43</sup>. Il corrige certains termes et ajoute qu'à la notion de frontière, inexacte, car trop précise, conviendrait mieux celle de marche, séparant des ensembles ethniques. Cette fluidité des divisions spatiales a été interrompue par la colonisation : la paix coloniale a figé des espaces auparavant mobiles en fonction des rapports de force interethniques du moment. En effet, du fait de la colonisation, pendant un demi-siècle les limites ethniques n'ont pas évolué ; les migrations mossi se sont alors dirigées vers le Ghana, la Côte-d'Ivoire ou, dans le cadre des migrations forcées, vers l'Office du Niger. À l'indépendance, la Haute-Volta, aujourd'hui le Burkina, a hérité de cette division ethnique de l'espace, qui ne correspond pas aux charges démographiques respectives des régions, c'est pourquoi, suite à la décolonisation, la plupart du peuple burkinabé aujourd'hui continue à migrer vers les pays limitrophes notamment la Côte d'Ivoire. Cette migration toujours dite agricole repose sur le système des prêts de terres<sup>44</sup>. Les étrangers désireux de s'installer et de travailler la terre adressent leur demande au chef de terres du village s'il y a encore des terres vacantes, ou aux chefs de lignage pour obtenir un droit de culture sur des terres en jachère<sup>45</sup>.

---

<sup>42</sup> *Ibid.* P 93

<sup>43</sup> Tallet, B. (2001). Espace ethnique et migratoire : comment gérer le mouvement ? » *Politique Africaine* n°20 tirés de <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/020065.pdf>

<sup>44</sup> Charriere, F, et Frésia, M. (2008). *L'Afrique de l'Ouest comme espace migratoire et espace de protection*. Haut-commissariat des Nations-Unies aux Réfugiés (UNHCR). Novembre 2008

<sup>45</sup> *Ibid.*

La répartition démographique changeante du fait de la colonisation explique les divergences ethniques présentes en Afrique de l'Ouest. La répartition des peuples est hasardeuse et incorrecte, par conséquent lorsqu'il s'agit de la propriété des terres, il y a conflit.

### 1.1.2. L'abondance des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest

#### 1.1.2.1 Le caractère paradoxal de l'abondance des ressources

Les ressources naturelles sont en même temps la richesse et la faiblesse de l'Afrique de l'Ouest. Depuis l'existence du principe de souveraineté des ressources naturelles, la région connaît un taux élevé de pauvreté puisque l'exploitation de ces ressources ne profite pas aux populations. En effet, d'après le principe de souveraineté permanente, les États sont appelés à coopérer, et, non, intervenir au nom du respect du droit des peuples de disposer librement de leurs richesses et leurs ressources naturelles. Il semble qu'il y ait ici une obligation de l'État par la communauté internationale de contrôler les ressources naturelles en respectant davantage les droits et le bien-être de son peuple, ce qui, en pratique, n'est pas constaté.<sup>46</sup>

L'Afrique est généreusement pourvue en ressources, terres productives et richesses naturelles précieuses renouvelables (eau, forêts et poissons, notamment) ou non renouvelables (charbon, gaz, pétrole et autres minéraux). Une ressource naturelle n'est « ressource » que pour autant qu'elle fasse l'objet d'un usage. Les ressources naturelles se caractérisent par le fait qu'elles sont prélevées, mais non produites. Dès lors, l'homme n'a que peu de moyens de peser sur les volumes disponibles, qui

---

<sup>46</sup> Le Roy, E. (1987). *La réforme du droit de la terre dans certains pays d'Afrique francophone*. Etude Législative, Service de législation bureau juridique, FAO, Rome, 1987, P-1 -27, En Ligne, <http://lc.cx/Sp5>, Page consultée le 16 Juin 2016.



découlent essentiellement de la productivité de l'écosystème en question<sup>47</sup>.

Les ressources naturelles comprennent les ressources extractives (forêts, pêche et élevage), la terre et l'eau. Elles génèrent des emplois, des recettes d'exportation et une base de développement du secteur privé, tout en favorisant la sécurité alimentaire. Ces ressources sont primordiales pour les services de base, car nombre d'entre elles constituent le pilier qui soutient les systèmes de subsistance locaux<sup>48</sup>.

Les ressources naturelles sont susceptibles de contribuer au changement en profondeur de l'Afrique. Pour l'auteur Delville (2001)<sup>49</sup> :

« Une exploitation durable passe essentiellement par le contrôle des prélèvements, qui doivent rester inférieurs à la productivité de l'écosystème. D'où les débats sur la façon de contrôler ce taux de prélèvement, d'autant que, le « stock » étant limité, les ressources sont de type « soustractif » : tout ce qui est prélevé par un individu ne pourra pas l'être par un autre, d'où une concurrence entre usagers potentiels »<sup>50</sup>.

Cette concurrence est le cœur et la raison des guerres liés à l'accaparement des terres. Le fait de ne pas avoir de contrôle total sur la terre, et de dépendre de la nature accroît le risque conflictuel entre les agriculteurs. Le peu de ressources extraites fait l'objet de contrebandes et d'actes illicites qui permettent aux groupes de pouvoirs d'en tirer le plus de gains possible.

Les ressources naturelles dominent l'économie de nombreux pays de ce continent et représentent le plus important moyen de subsistance pour des habitants majoritairement pauvres et vivant en zone rurale. Elles constituent ainsi le fondement du revenu et de la subsistance de larges pans de la population et l'une des principales

---

<sup>47</sup> AFDB. (2014). *Stratégie du groupe de la Banque Africaine de Développement pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience*. Département d'appui à la transition

<sup>48</sup> *Ibid.*

<sup>49</sup> Delville, P-L. (2001). *Quelle gouvernance pour les ressources renouvelables ? La gestion des ressources renouvelables dans le contexte de la décentralisation en Afrique de l'Ouest*. GRET/ AFD

<sup>50</sup> *Ibid.*



sources de recettes publiques et de richesse nationale<sup>51</sup>.

Il est démontré par les recherches, par la communauté internationale et en particulier par la BAD<sup>52</sup>, que pour que les pays d'Afrique aux revenus les plus bas sortent du piège de la pauvreté, l'une des solutions consiste à donner une vive impulsion à la demande, afin de susciter suffisamment de complémentarités pour élargir les marchés et récupérer les coûts fixes de l'industrialisation. Les ressources naturelles pourraient former l'un de ces vecteurs ; malheureusement, dans bien des pays africains, les cycles d'expansion de ce secteur n'ont guère déclenché de processus de croissance dynamique. Cette situation tient, dans une large mesure, à l'incapacité à mettre en œuvre les bonnes politiques de croissance et à instaurer des institutions solides, ce qui témoigne des difficultés à opérer le grand bond requis vers la diversification et le développement des activités manufacturières dans les régions d'Afrique riches en ressources.<sup>53</sup>

L'Afrique de l'Ouest est une région généralement bien dotée en ressources naturelles, notamment en ressources agricoles. Selon la FAO et la Banque Mondiale (2001), environ 234 millions d'hectares sont cultivés soit approximativement un quart des terres cultivables et dans l'ensemble de la région, les zones agro écologiques aride et semi-aride représentent jusqu'à 43 pour cent du territoire<sup>54</sup>. En Afrique occidentale, 70% de la population totale vit dans les zones subhumides mouillées et humides, alors qu'en Afrique orientale et australe c'est environ la moitié de la population seulement qui vit dans ces zones<sup>55</sup>. Parmi les 49 pays les plus pauvres du monde, 34 se trouvent

---

<sup>51</sup> FAO. (2008). Cartographie de la pauvreté, de l'eau et de l'agriculture en Afrique subsaharienne. Dans *Eau et pauvreté rurale. Interventions pour améliorer les moyens d'existence des populations d'Afrique subsaharienne*. Rapport FAO

<sup>52</sup> AFDB. (2014). *De la fragilité à la résilience : gestion des ressources naturelles dans les Etats fragiles africains. Rapport sommaire*. Groupe de la Banque Africaine de Développement

<sup>53</sup> *Ibid.*

<sup>54</sup> Banque mondiale. (2007). *L'agriculture pour le développement. Rapport sur le développement dans le monde 2008*. Washington, DC, Banque mondiale.

<sup>55</sup> *Ibid.*

en Afrique subsaharienne et les revenus y sont très inégalement répartis.<sup>56</sup> Dans l'ensemble de la région, plus de 40 % de la population totale se situe en dessous des seuils nationaux de pauvreté (PNUD, 2006). L'agriculture représente 20% du PIB de la région, emploie 67% de la main-d'œuvre totale et reste la principale source d'exportation internationale<sup>57</sup>.

Les rapports de la FAO (2008)<sup>58</sup> insistent sur le fait que l'agriculture est le secteur exportateur dominant pour l'Afrique occidentale et constitue une importante source d'exportation dans les autres zones de la région.<sup>59</sup> Les principales denrées agricoles d'exportation de la région sont le cacao, le café et le coton. Dans l'ensemble de la région, les exportations agricoles comptent pour 16 % des exportations, alors que les importations agricoles (essentiellement des céréales) représentent environ 11 à 15 % du total des importations. Au cours des trois dernières décennies, la région a connu des pertes massives en raison de l'érosion de sa part du commerce mondial, aggravée par l'évolution défavorable des termes d'échange<sup>60</sup>.

Il est donc important et intéressant d'accorder une importance particulière à la question agricole qui est vitale pour les populations. La question de l'agriculture et de son exploitation correcte permettra à la région de réduire son taux de pauvreté et d'assurer un rythme de croissance continue<sup>61</sup>.

Les ressources naturelles et leur mauvaise gestion sont un phénomène de pauvreté en Afrique de l'Ouest. Ces ressources sont certes un élément de richesse, mais dans le cas de cette région, elles sont plutôt sources de conflits armés en tant qu'élément de corruption et de pouvoir, c'est ce que la littérature appelle une « malédiction ».

---

<sup>56</sup> *Ibid.*

<sup>57</sup> *Ibid.*

<sup>58</sup> FAO. (2008). Cartographie de la pauvreté, de l'eau et de l'agriculture en Afrique subsaharienne. Dans *Eau et pauvreté rurale. Interventions pour améliorer les moyens d'existence des populations d'Afrique subsaharienne*. Rapport FAO

<sup>59</sup> *Ibid.* 14 % des exportations en Afrique australe et 10 % en Afrique occidentale.

<sup>60</sup> *Ibid.*

<sup>61</sup> Berry, A. (2013). *Les investissements agricoles étrangers, opportunités ou menace à la sécurité alimentaire des pays en voie de développement*. Mémoire. Université du Québec à Montréal



### 1.1.2.2. La malédiction des ressources naturelles

La malédiction des ressources naturelles est un sujet traité par la littérature. La malédiction des ressources naturelles est définie par les chercheurs comme un phénomène selon lequel le trop-plein de ressources naturelles nuit au développement du continent africain.<sup>62</sup> Cependant, cette définition n'est pas tout à fait vraie. Ce qui nuit au développement, c'est la gestion et l'usage des ressources naturelles faits par les dirigeants du continent. En effet, au regard de l'abondance de ces ressources naturelles vitales, des pays qui normalement pourraient subvenir à leur besoin avaient atteint le niveau le plus bas.

Les conflits violents du fait des ressources naturelles sont perçus depuis les années 2000 comme l'instrumentalisation de la violence par des acteurs rationnels en quête de bénéfices particuliers. Pour Lund (2001) l'extrême violence engendrée par les ressources naturelles permet de comprendre pourquoi des pays riches en ressources naturelles restaient sous-développés<sup>63</sup>. En outre, cette malédiction peut s'expliquer principalement par le rôle de l'État et par les effets socio-culturels et politiques. En ce qui concerne le rôle de l'État, dans leur majorité, les pays qui disposent de beaucoup de ressources naturelles gèrent habituellement de manière peu transparente les recettes qui en découlent. C'est pourquoi malgré l'abondance des recettes, ces pays sont souvent en déficit budgétaire. C'est cette volatilité dans la gestion de ressources qui nuit à la croissance et au développement.<sup>64</sup> Cette exploitation opaque par l'État et ses institutions empêche l'investissement et accentue la pauvreté. Dans la plupart des pays concernés par ces déficits, l'État est propriétaire des ressources ; et puisque c'est à lui que reviennent les recettes générées par les ressources, cela le pousse à en dépenser une partie d'une manière ou d'une autre. Le scénario le plus fréquent est

---

<sup>62</sup> Christophe, V. (2012). *La malédiction des ressources naturelles : une question de dépendance ou de dispersion ? Mémoire*. Université du Québec à Montréal

<sup>63</sup> Lund, C. (2001). *Régimes fonciers en Afrique : remise en cause des hypothèses de base*. IIED. Tirer de <http://pubs.iied.org/pdfs/9019IIED.pdf>

<sup>64</sup> AFDB. (2007). L'Afrique et ses ressources naturelles : le paradoxe de l'abondance. Dans *rapport sur le développement en Afrique 2007. Chapitre 4*

l'investissement excessif et imprudent qui illustre la corruption. L'État use de manière incorrecte des recettes tirées des ressources naturelles au détriment du bien-être du peuple.

Pour finir, concernant les effets socio-culturels et politiques, ces pays riches en ressources naturelles ont tendance à mettre en œuvre de mauvaises politiques et une gouvernance médiocre. Cette mauvaise gestion des ressources naturelles favorise la faiblesse des institutions et leur volonté de « profiter » de façon excessive des gains obtenus.

Par conséquent, pour éviter la malédiction et exploiter les ressources à bon escient en vue d'une croissance favorable, la BAD suggère que l'État et ses institutions soient transparents. La gouvernance est un élément essentiel au progrès. Seule une gouvernance médiocre entraîne une situation catastrophique<sup>65</sup>.

En plus de la gouvernance africaine, il faut souligner le rôle du système mondial. La malédiction des ressources naturelles est non seulement un phénomène dû à la mauvaise gestion des États africains, mais aussi, et surtout, à la gestion du système mondial de ces ressources africaines. Samir Amin rappelle que l'Afrique est la partie la plus vulnérable du système mondial et qu'elle est principalement surexploitée par ce système<sup>66</sup>. La surexploitation c'est principalement le pillage des ressources naturelles du continent, certes par les différentes puissances africaines, mais surtout par les puissances mondiales. Raymond Begin dans son mémoire<sup>67</sup>, prend l'exemple de l'accompagnement du Mali par les institutions internationales et affirme que le FMI et la Banque Mondiale dans les années 80 ont imposé un agenda politico-économique permettant d'augmenter l'attractivité du Mali aux investissements étrangers notamment dans l'agro-industriel. Selon ces organismes l'investissement étranger est le remède au développement. Par conséquent le pays s'endette davantage et se rend

---

<sup>65</sup> *Ibid.*

<sup>66</sup> Amin, S. (1971). *L'Afrique de l'ouest bloquée : l'économie politique de la colonisation*. 1980. Edition Minuit

<sup>67</sup> Begin, R. (2014). *De l'accaparement des terres à la marginalisation des populations : le cas de l'office du Niger au Mali. Mémoire juin 2014*. Université du Québec à Montréal. En ligne <http://www.archipel.uqam.ca/6507/1/M13461.pdf>



victime d'aliénation. L'État africain dépend alors de ces investisseurs, qui disposent librement des ressources produites<sup>68</sup>.

Face à ces actions occidentales en Afrique, il semble évident que les ressources naturelles deviennent sources de conflits à l'intérieur même des territoires.

### 1.1.3 Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés : élément de corruption et de pouvoir.

L'Afrique de l'Ouest est extrêmement riche en ressources naturelles ; c'est aussi une région qui a concentré quelques conflits internes parmi les plus sanglants du vingtième siècle. Entre le début de l'année 2011 et les premiers mois de 2012, la quasi-totalité des États régionaux a été touchée par des épisodes de violence ou d'instabilité politique.

D'après Cissé (2009), les ressources naturelles peuvent être un facteur important dans le déclenchement, le financement et le maintien des conflits, ainsi que dans la fragilisation du processus de rétablissement de la paix<sup>69</sup>.

Les ressources naturelles peuvent contribuer à l'explosion de violences ainsi qu'à leur prolongation. Il apparaît aujourd'hui que la spirale des violences ne se manifeste plus par des conflits entre États, mais par l'intensité des crises internes liées à la lutte pour le pouvoir politique et le contrôle des ressources économiques<sup>70</sup>.

---

<sup>68</sup> *Ibid.*

Voir aussi Oakland Institute et CNOP. (2011). Comprendre les investissements fonciers en Afrique. Dans « *Rapport : Mali* », Oakland, p.11.

<sup>69</sup> Cissé, L. (2009). *La problématique de l'Etat de droit en Afrique de l'Ouest : étude comparée de la situation de la Côte d'Ivoire, de la Mauritanie, du Libéria et de la Sierra Léone*. Droit, Université paris-Est. Récupéré de <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00677274>

<sup>70</sup> OCDE. (2007). *L'Afrique de l'Ouest : une région en mouvement ; une région en mutation ; une région en voie d'intégration*. Février 2007. Club du Sahel et de l'Afrique de l'ouest/OCDE

En Afrique de l'Ouest, la relation entre ressources et conflits a longtemps été illustrée par les guerres civiles du Libéria, de la Sierra Leone et de la Côte d'Ivoire. Depuis les années 90, les conflits du Liberia et de Sierra Leone ont mobilisé la communauté internationale ainsi que régionale dans leur volonté et capacité d'intervention.<sup>71</sup>

Les pays riches en ressources naturelles peuvent connaître un contexte politique et économique aggravant les difficultés de gestion saine et équitable des ressources :

« Une croissance économique faible et vulnérable aux fluctuations des exportations, la corruption au sein des institutions gouvernementales, une faible gouvernance ou encore l'autoritarisme, un niveau élevé des inégalités sociales et de pauvreté ainsi qu'une expérience présente ou passée de guerre civile.<sup>72</sup> »

L'abondance de ressources naturelles sur le territoire d'un État pourrait dans ce contexte accroître le risque d'un conflit armé sur ce territoire, ou encore celui d'instaurer un climat d'instabilité. Les guerres civiles du Libéria et de Sierra Leone ont constitué l'exemple le plus concret pour illustrer le lien de cause à effet entre ressources naturelles et conflits, bien que ce lien soit très complexe. Au Liberia, tout comme en Sierra Leone et en Côte d'Ivoire, la guerre était motivée par le culte de la personnalité ainsi que l'utilisation des ressources naturelles à la fois pour s'enrichir, financer des achats d'armes, et accaparer le pouvoir politique.<sup>73</sup>

Ainsi, selon Hellendorf (2012), en Afrique de l'Ouest, les guerres civiles sont souvent motivées par l'avidité des acteurs, leur soif de pouvoir et de richesse. Ces acteurs sont

---

<sup>71</sup> Forum social africain. (2015). *Crises et conflits en Afrique de l'Ouest. Quelle politique sécuritaire face aux menaces ?* Fondation Friedrich Ebert/Forum social africain.

<sup>72</sup> Cisse, L. (2009). *La problématique de l'Etat de droit en Afrique de l'Ouest : étude comparée de la situation de la Côte d'Ivoire, de la Mauritanie, du Libéria et de la Sierra Leone*. Droit, Université paris-Est. Récupéré de <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00677274>

<sup>73</sup> *Ibid.*



presque toujours politiques, les chefs d'État tentant coûte que coûte de se maintenir au pouvoir<sup>74</sup>.

Les violences civiles africaines liées aux ressources naturelles ont poussé la communauté internationale à prendre des mesures. C'est pourquoi dans les années 2000, le Conseil de sécurité a mis en place deux embargos sur les diamants en Sierra Leone et au Liberia. Il s'en est suivi d'autres guerres liées au bois et au charbon au Liberia. Le Conseil de Sécurité continua d'appliquer ses sanctions, notamment sur le commerce de diamant en Côte d'Ivoire<sup>75</sup>. Hellendorf spécifie que le but de l'ONU est qu'en cas de guerres liées aux ressources naturelles, la meilleure solution est de restreindre les opportunités de financement des groupes armés. Par conséquent, il faut limiter le commerce des ressources naturelles sur lequel ces guerres reposent<sup>76</sup>.

Durant les années 90, les luttes internes complexes et fluides, opposant les gouvernements à des groupes rebelles, ou des groupes armés entre eux, devinrent la forme prédominante de conflits. La plupart des guerres civiles en Afrique ont des causes et motivations multiples, mais toutes plongent une partie de leurs racines dans les politiques de gestion des ressources naturelles. Cela a été le cas pour la Sierra Leone et le Liberia dans la gestion et l'exploitation des diamants, ou encore pour la Côte d'Ivoire avec le café-cacao.

Comment peut-on expliquer le fait que les ressources naturelles engendrent des conflits d'extrême violence ?

Selon l'étude de l'ONU (2012)<sup>77</sup>, les conflits en matière de ressources naturelles surviennent lorsque des parties sont en désaccord au sujet de la gestion, de la distribution et de la protection des ressources naturelles. Ces conflits peuvent se transformer en relations destructrices et faire place à la violence lorsque les parties

---

<sup>74</sup> Hellendorff, B. (2012). *Ressources naturelles, conflits et construction de la paix en Afrique de l'Ouest*. Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

<sup>75</sup> *Ibid.*

<sup>76</sup> *Ibid.*

<sup>77</sup> Groupe interagences des Nations-Unies pour les actions préventives. (2012). *Guide pratique pour la prévention et la gestion des conflits liés à la terre et aux ressources naturelles*. PNUD/UE

sont incapables ou qu'elles ne sont pas prêtes à participer à un processus constructif de dialogue et de résolution des conflits. Les conflits liés aux ressources naturelles prennent une tournure dangereuse du fait de l'absence ou de la présence de mauvaises institutions nécessaires au maintien de la paix<sup>78</sup>.

L'ONU en partenariat avec l'Union Européenne met à disposition différents guides ayant pour but d'aider les pays fragiles à sortir des conflits engendrés par les ressources naturelles, ou dans d'autres cas à les éviter.<sup>79</sup> Ainsi, selon l'Organisation, dans les pays en voie de développement, tout ou partie de la communauté, du peuple, dépend de l'accès aux terres ; c'est leur seul moyen de subsistance. L'utilisation durable des ressources nécessite une attention particulière et tout un programme d'adaptation que ce soit institutionnel ou communautaire.<sup>80</sup> Cependant, le ralentissement que connaissent ces pays est dû non seulement à l'importance des conflits, mais surtout à un manque de capacité et d'information de l'État. En effet, concernant les pays fragiles sortant d'un conflit, le développement du pays est d'autant plus difficile lorsque le conflit est dû aux ressources. Ainsi, une nation qui émerge d'un conflit est susceptible de dépendre de ses ressources naturelles pour sa croissance et sa prospérité économiques. Mais, lorsque l'une des ressources se fait de plus en plus rare ou se détériore, l'objectif de paix disparaît et d'autres tensions au sein de la société sont susceptibles d'être exacerbées.<sup>81</sup>

Tout le problème réside alors dans le contrôle des ressources naturelles et leur exploitation légitime. L'exploitation des ressources naturelles peut impliquer certaines formes de violence, telles que les déplacements forcés des populations, le recours au travail forcé, ou à la militarisation des sites d'exploitation. L'exploitation illicite des ressources naturelles a clairement un impact sur l'intensité et la durée des conflits violents. La problématique relative à l'exploitation illicite des ressources naturelles en

---

<sup>78</sup> *Ibid.*

<sup>79</sup> PNUE. (2009). *Du conflit à la consolidation de la paix : le rôle des ressources naturelles et de l'environnement*. Rapport du programme des Nations-Unies pour l'environnement. Février 2009

<sup>80</sup> *Ibid.*

<sup>81</sup> *Op.cit.*



territoire de conflit armé concerne bien leur gouvernance, la détermination des acteurs qui en détiennent l'accès et les objectifs que visent ces derniers.<sup>82</sup>

Ainsi, on peut trouver dans la gouvernance la variable clé de l'équation ressource naturelles-conflits. Depuis les années 1950, les nouvelles nations africaines ont hérité de structures politiques dérivées du colonialisme et basées sur le contrôle et l'exploitation centralisés. Kandine (2008)<sup>83</sup> explique qu'à la suite de l'apparition du principe de souveraineté des États et de leur contrôle sur les ressources naturelles, le concept de centralisation, apporté par les anciennes colonies, a pris une ampleur démesurée dans une culture politique pas encore maîtrisée. Depuis l'époque coloniale, jusqu'aux indépendances, la propriété foncière est détenue par l'État afin de permettre aux autorités coloniales d'exploiter les terres, la main-d'œuvre et les ressources africaines.<sup>84</sup> L'État européen avait le plein pouvoir sur les domaines fonciers de l'État colonisé. En fin de compte, cette évolution du régime foncier est devenue un des principaux moteurs des mouvements indépendantistes africains qui cherchaient à recouvrer leurs droits sur les terres et les ressources<sup>85</sup>.

Les ressources (comme la faune) ont été progressivement placées sous un régime de réglementation centrale et les droits des populations locales à faire usage des ressources ont peu à peu été aliénés<sup>86</sup>. L'auteur s'explique en précisant que c'est cette aliénation qui est à l'origine des conflits actuels. En effet, il continue en citant

---

<sup>82</sup> Goyette, A. (2012). *Conflit armé et ressources naturelles en Droit International : Le cas de la République démocratique du Congo*. Mémoire. Université du Québec à Montréal

<sup>83</sup> Kandine, A. (2008). *Gouvernance foncière et des ressources naturelles : état des lieux en Afrique de l'Ouest*. Rapport FAO

<sup>84</sup> Dareste, P. (1908). *Le régime de la propriété foncière en Afrique occidentale française*. Recueil de législation, de doctrine et de jurisprudence coloniales, Tome XI, 1908, p. 13

<sup>85</sup> *Ibid.*

<sup>86</sup> *Ibid.*

Delville<sup>87</sup> et affirme qu'un Etat qui aurait une ressource centralisée et accessible serait sujet plus facilement à connaître un coup d'État qu'une rébellion de masse<sup>88</sup>. Avec l'évolution des droits et la naissance des concepts de liberté, et de démocratie en Afrique en général, les peuples commencent peu à peu à se soulever pour leur droit et à évincer les acteurs politiques « trop gourmands ».

Cependant, les ressources naturelles jouent aussi un rôle crucial dans les processus de paix.

Elles peuvent les retarder comme elles peuvent les consolider. L'expert Hellendorff (2012) souligne que depuis la fin de la Guerre froide, la place qu'occupent les ressources naturelles, et l'environnement plus globalement, dans l'étude des menaces à la paix et la sécurité internationale a pris une importance prépondérante;<sup>89</sup> ainsi, depuis cette époque, l'accès aux ressources naturelles n'apparaît plus uniquement comme un enjeu politique opposant de grandes puissances, mais plutôt comme un enjeu socio-politique local générateur de tensions et conflits entre groupes et communautés. Pour expliquer l'importance du rôle des ressources naturelles dans les processus de paix, il est important d'évoquer la nécessité d'un nouveau système de gestion nationale comme régionale<sup>90</sup>. Lorsque l'on parle de processus, cela sous-entend la négociation, le dialogue et la pratique. Pour envisager une bonne gestion des ressources naturelles, un renforcement des capacités des institutions publiques et de la société civile est nécessaire. Les institutions civiques tout comme la société civile sont affaiblies et perdent leur légitimité suite aux conflits<sup>91</sup>; c'est pourquoi dans certains cas elles ne

---

<sup>87</sup> Delville, P-L. (2001). *Quelle gouvernance pour les ressources renouvelables ? La gestion des ressources renouvelables dans le contexte de la décentralisation en Afrique de l'Ouest*. GRET/ AFDB

<sup>88</sup> *Ibid.*

<sup>89</sup> Hellendorff, B. (2012). *Ressources naturelles, conflits et construction de la paix en Afrique de l'Ouest*. Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

<sup>90</sup> FAO. (2007). *Bonne gouvernance des régimes fonciers et de l'administration des terres*. Etudes sur les régimes fonciers. N°9. Rome

<sup>91</sup> Goislard, C et Djiré, M. (2007). *Accès à l'information juridique aux institutions et procédures légales : quelle sécurisation foncière pour les ruraux pauvres au Mali ? Etude de cas dans le sud du Mali*. FAO, LSP



peuvent pas toujours jouer un rôle constructif dans la résolution des litiges. Par conséquent, le renforcement des capacités pour la gestion des ressources naturelles tant au niveau de l'État que de la population est indispensable au succès de la prévention des conflits, du rétablissement et des efforts de consolidation de la paix. Pour accéder à une gestion efficace des ressources naturelles menant à la consolidation de la paix, les parties en négociation devraient disposer d'un même accès à l'information, notamment en ce qui concerne les causes et origines des conflits.<sup>92</sup> Si les États concernés sont clairement et réellement éclairés sur l'importance des ressources en jeu, et les moyens de préserver ces ressources, il sera plus qu'accessible et évident de parvenir à un accord de paix au long terme<sup>93</sup>.

Pour accéder à la consolidation de la paix, il faut non seulement un changement au niveau du système étatique national, mais aussi au niveau de l'aide internationale. Ainsi, d'après l'ONU et ses institutions connexes, pour remédier à la paix la solution serait un renforcement des capacités.<sup>94</sup> Le défi particulier en ce qui concerne ce renforcement est la situation vulnérable dans laquelle se trouve le pays post-conflit<sup>95</sup>. D'après le guide pratique de l'ONU, pour envisager un renforcement des capacités menant à une bonne gestion des ressources naturelles, la notion de leadership doit être revue ainsi qu'une redéfinition du rôle des institutions<sup>96</sup>. Il est important d'instituer un rôle primordial de la communauté internationale, notamment en ce qui concerne la technique. Le système étatique des gouvernements d'Afrique de l'Ouest est affaibli non seulement par les séquelles de la décolonisation, mais aussi et surtout par le dernier conflit vécu<sup>97</sup>. Par conséquent, les systèmes international et régional doivent être en mesure d'informer les États sur les méthodes à suivre, les techniques les plus appropriées. Il faut que les États soient en mesure de comprendre en quoi les ressources naturelles causent des conflits et de revoir leur système de gestion afin de

---

<sup>92</sup> *Ibid.*

<sup>93</sup> *Ibid.*

<sup>94</sup> *Ibid.*

<sup>95</sup> *Ibid.*

<sup>96</sup> Groupe interagences des Nations-Unies pour les actions préventives. (2012) *Guide pratique pour la prévention et la gestion des conflits liés à la terre et aux ressources naturelles*. PNUD/UE

<sup>97</sup> *Ibid.*

maintenir la paix. Il faudrait analyser avec précision quel type de ressources provoque le plus de divergence et comment limiter les risques de conflits.<sup>98</sup> Suite aux nouveaux modes d'informations et d'analyse, les États fragiles devraient être en mesure de résoudre les conflits liés aux ressources et de prévenir la violence. Ils pourront identifier les questions prioritaires et construire un système de gestion des ressources naturelles qui fonctionnera au long terme. Cependant, comme nous avons pu le préciser tout au long de ce mémoire, il est plus qu'essentiel que les rapports entre le Gouvernement et la société civile changent<sup>99</sup>. L'État fragile doit comprendre l'importance du rôle de la société civile dans la résolution et le maintien de la paix. Pour rétablir les relations et redistribuer les rôles, le cadre juridique doit être révisé, c'est-à-dire essayer de redéfinir le rôle du gouvernement, de modifier les lois et d'autonomiser les programmes de gestion communautaire<sup>100</sup>. Les activités de gestion des ressources doivent être encadrées tout en impliquant la population par la transparence et la diffusion d'informations, mais aussi en établissant des mesures de contrôle. Cela veut dire qu'il faut prévoir des moyens de recours pour la population en cas de litige foncier.<sup>101</sup>

Les ressources naturelles sont en même temps la force et la faiblesse de l'Afrique de l'Ouest. C'est la gestion et la bonne gouvernance des ressources qui semblent être la source des problèmes. Pour atteindre un système de gestion des ressources naturelles approprié, le renforcement des capacités, mais aussi le renforcement de gestion des différends fonciers est à envisager. L'Afrique est un continent dans lequel la notion de régime foncier est très peu employée voir totalement absente. C'est à travers la notion et la pratique « du droit de propriété » que la région de l'Afrique occidentale croule sous les conflits, mais peut aussi espérer de rétablir la paix et de réduire la pauvreté.

---

<sup>98</sup> *Ibid.* P.17

<sup>99</sup> *Ibid.* P.18

<sup>100</sup> *Ibid.*

<sup>101</sup> *Ibid.*P19



## 1.2 Les régimes fonciers en Afrique de l'Ouest et l'absence de notion de propriété

### 1.2.1 : définition des régimes fonciers en Afrique de l'Ouest.

Les régimes fonciers en Afrique de l'Ouest sont souvent décrits comme une confrontation et une interaction entre droit coutumier et droit foncier moderne ou officiel. D'après Lund (2001)<sup>102</sup>, le foncier en Afrique se résume en deux hypothèses : premièrement, il est souvent mis en avant que la propriété privée soit non africaine par nature. Deuxièmement, la propriété privée est souvent considérée comme une condition préalable à l'investissement et au développement<sup>103</sup>. Ces deux affirmations prétendent expliquer « l'absence » de développement par le manque de droits de propriété clairement définis. On peut simplifier cette réflexion de la manière suivante : l'une des raisons pour lesquelles le développement agricole s'est révélé médiocre en Afrique subsaharienne en matière de productivité et de durabilité réside dans l'absence d'investissement ; et cela est dû au manque de sécurité foncière, qui découle elle-même de l'absence de propriété privée.<sup>104</sup> L'absence de propriété privée n'est pas un phénomène nouveau, bien au contraire, dans les années 1904, le droit colonial prévoit des décrets régulant la gestion de la propriété foncière des domaines de l'Afrique occidentale français. Ces décrets nieront l'existence de droit de propriété en Afrique, en même temps que le droit de souveraineté.<sup>105</sup>

---

<sup>102</sup> Lund, C. (2001). *Régimes fonciers en Afrique : remise en cause des hypothèses de base*. IIED. Tirer de <http://pubs.iied.org/pdfs/9019IIED.pdf>

<sup>103</sup> *Ibid.*

<sup>104</sup> *Ibid.*

<sup>105</sup> Begin, R. (2014). *De l'accaparement des terres à la marginalisation des populations : le cas de l'office du Niger au Mali*. Mémoire juin 2014. Université du Québec à Montréal. En ligne <http://www.archipel.uqam.ca/6507/1/M13461.pdf>  
Voir aussi Le Roy, E. (1987). *La réforme du droit de la terre dans certains pays d'Afrique francophone*. Etude Législative, Service de législation bureau juridique, FAO, Rome, 1987, p.1 -27, En Ligne, <http://lc.cx/Sp5>, Page consultée le 16 Juin 2016.

Pour expliquer ces hypothèses, Lund rappelle que généralement en Afrique subsaharienne, la terre est distribuée selon un système de caste, d'âge et de sexe. Historiquement, l'accès des populations aux terres et autres ressources naturelles dépendait de leur appartenance et de leur statut au sein d'un groupe particulier exerçant le contrôle politique sur les terres. Ni l'État ni le marché ne canalisait la distribution des terres : au contraire, la parenté et l'appartenance ethnique ainsi que le statut, le sexe et l'âge déterminaient l'accès et les droits d'exploitation<sup>106</sup>. Ainsi, la terre par exemple ne peut être attribuée de façon permanente à une personne étrangère et respecte certaines clauses de transmission. Par conséquent, le système foncier fonctionne par « village » ou encore par « clan ». Ce système de village rend les terres ineffables à leur propriétaire et presque inaliénables. Le système d'exploitation de la terre utilisé est davantage la gestion collective plutôt qu'individuelle. En d'autres termes, le concept de propriété est difficilement reconnu.<sup>107</sup>

Dans la même logique que le rétablissement de la paix par le biais des ressources naturelles, l'intégration ou la réintégration d'un système foncier en Afrique de l'Ouest est plus que nécessaire, considérant que celui-ci est presque inexistant. Par conséquent, le système international devrait mettre tout en œuvre pour inciter les pays fragiles d'Afrique de l'Ouest souffrant d'un système foncier léger à apprendre à établir des droits sur les terres<sup>108</sup>. Vu l'importance économique, sociale et culturelle des terres, les différends qui s'y rapportent sont courants. Ainsi, il est nécessaire tout d'abord pour l'État d'élaborer un système de protection des droits fonciers, surtout dans le contexte de conflits. Pour mener à bien cette élaboration, l'ONU et ses institutions connexes,

---

<sup>106</sup> *Ibid.*

<sup>107</sup> *Ibid.*

<sup>108</sup> Groupe interagences des Nations-Unies pour les actions préventives. (2012). *Guide pratique pour la prévention et la gestion des conflits liés à la terre et aux ressources naturelles*. PNUD/UE P.23



mais aussi la communauté régionale ouest-africaine comme la BAD, L'UA, la CEDEAO devrait chercher à faire régner le principe de transparence. Pour cela, il faut aider les pays fragiles à comprendre le contexte foncier et l'origine du conflit, à redéfinir les droits fonciers notamment en ce qui concerne les lois existantes afin que les parties prenantes, en particulier les minorités, puissent en bénéficier. Pour atteindre cet objectif, il faudrait envisager des négociations et établir une responsabilité administrative au niveau de la population.<sup>109</sup>

En résumé, la propriété foncière individuelle n'est pas un droit « officiel » en Afrique de l'Ouest. Cependant, il convient de noter que depuis quelques années, cette question de la propriété foncière devient sujette à conflit. En effet, depuis la colonisation, le système dit de centralisation des terres gouverne en Afrique de l'Ouest. Ce concept consiste pour l'État à avoir la main mise sur les terres et ses ressources naturelles afin d'en récolter les fruits. C'est par l'idée de centralisation que naît l'insécurité foncière.

Pour remédier à l'insécurité foncière, il est maintenant évident pour toute la communauté internationale que la solution est le principe de bonne gouvernance, c'est-à-dire un tout nouveau système de gestion des ressources naturelles impliquant toute une réforme juridique, mais aussi, et surtout la société civile.

---

<sup>109</sup> *Ibid.* P.23

### 1.2.2 L'absence de régime foncier approprié en tant que cause et conséquence de la guerre : le principe de bonne gouvernance.

#### 1.2.2.1 La centralisation :

La gestion des ressources naturelles est régie par le principe de centralisation. Le terme de centralisation a pour objectif de désigner les régimes dans lesquels l'État a le contrôle sur les productions et la gestion des ressources naturelles. Les politiques de gestion des ressources naturelles durant l'époque coloniale constituaient un élément central du projet d'extension du contrôle politique européen sur les paysages ruraux africains<sup>110</sup>. La colonisation par les puissances européennes aux 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles, ainsi que les pratiques de conservation, ne sont pas accompagnées de ce respect des droits traditionnels. Ce système de dépendance a été hérité des dérives du colonialisme, régime pendant lequel les colons français et anglais ont basé leur contrôle sur l'exploitation centralisée des ressources naturelles<sup>111</sup>. Les États africains ont souvent maintenu des institutions économiques et politiques extrêmement centralisées, dans la logique des idéologies privilégiant l'État comme entité dirigeant l'économie et propriétaire des ressources précieuses et au désir des élites de nombreuses nations nouvellement indépendantes, de mettre en place les réseaux de pouvoir essentiels pour le maintien de leur propre autorité et de leur stabilité politique<sup>112</sup>. Par conséquent, les institutions coloniales chargées des régimes fonciers, par exemple, ont été conservées et, dans de nombreux cas, l'autorité centrale de gestion des terres et des ressources a été étendue et les droits locaux encore plus aliénés. De plus, cette idée de gestion centralisée se justifie non seulement par les règles coutumières et ethniques, mais surtout par l'absence d'État de droit. En effet, la plupart des États d'Afrique de l'Ouest qui ont connu de forts conflits liés aux

---

<sup>110</sup> Roe et Dilys. (2009). *Gestion communautaire des ressources naturelles en Afrique : impacts<sup>110</sup>, expériences et orientations futures*. Institut international pour l'Environnement et le Développement (IIED)

<sup>111</sup> *Ibid.* P.6

<sup>112</sup> *Ibid.* P.7



ressources naturelles ne sont pas en pratique des États de droits<sup>113</sup>.

Les régimes fonciers africains se caractérisent par l'existence de modes de possession multiples. Par exemple, il se peut que plusieurs utilisateurs aient accès à des ressources différentes sur une même parcelle. Cette méthode crée de fortes inégalités et est à l'origine de la pauvreté. Il faut noter qu'à l'origine, le mode de gestion des ressources naturelles était communautaire. En effet, la gestion communautaire locale semble être idéalisée et être la solution aux faiblesses liées à l'exploitation des terres. Au sein d'un espace donné, l'accès à la terre et aux ressources relève des identités locales, en fonction des alliances entre lignages, des positions sociales au sein des groupes familiaux, des rapports clientélistes avec les pouvoirs contrôlant l'accès aux ressources. Par conséquent, le terme « communautaire, ou de propriété commune » est ambigu dans le cas de l'Afrique de l'Ouest. Ce terme suppose en principe que la terre appartient à tous et est exploitée librement par tous. Delville explique que le terme renvoie à une société soudée et égale.<sup>114</sup> Cependant, au sens strict, il n'existe pas d'appropriation commune des terres. Il existe qu'un contrôle de la ressource exercé par une autorité sur l'espace donné et un droit d'accès et de prélèvement, collectivement détenu par une entité sociale donnée<sup>115</sup>.

Malheureusement, la corruption et la soif de pouvoir poussent l'État colonial puis indépendant à s'approprier les ressources naturelles pensant en garantir une gestion « rationnelle ». L'auteur ajoute que :

*« Les ressources sont exploitées par des groupes sociaux professionnels distincts liés par des alliances au sein d'une même ethnie ou entre ethnies spécialisées »<sup>116</sup>.*

---

<sup>113</sup> *Ibid.* P.8

<sup>114</sup> *Ibid.* P.8

<sup>115</sup> Delville, P-L. (2001). *Quelle gouvernance pour les ressources renouvelables ? La gestion des ressources renouvelables dans le contexte de la décentralisation en Afrique de l'Ouest*. GRET/ AFDB

<sup>116</sup> *Ibid.*

Les règles étatiques sont entrées en contradiction avec les règles existantes et les principes coutumiers. Cette omniprésence de l'État dans la gestion communautaire des ressources naturelles crée une insécurité foncière menant aux conflits. L'intervention gouvernementale accentue l'insécurité foncière, l'incertitude et les conflits, en raison de généralisations aberrantes et abusives en matière de régime foncier. Cette nationalisation des ressources a créé des incertitudes sur les droits et d'autres effets comme une mainmise continue sur les terres par les élites, une dépossession des sociétés rurales et la maîtrise de leur espace, une fragilisation des systèmes de contrôle de l'accès aux ressources ou encore une aggravation de la sécurité foncière.<sup>117</sup>

#### 1.2.2.2 La sécurité foncière

La sécurité foncière d'après Lund<sup>118</sup> est définie par le degré de contrôle qu'un individu ou une entité exerce sur les ressources. En d'autres termes, la sécurité est la mesure dans laquelle l'individu ou l'entité peut disposer et transmettre les ressources. Cependant, bien que le contrôle total existe, l'appropriation définitive et sûre de la terre n'est pas garantie. Cette propriété évolue avec les mouvements sociétaux et sur les crises. Une personne peut bénéficier d'une parcelle de terre à long terme sans pour autant disposer du droit de propriété absolue. Cette incertitude dans le droit de propriété est une règle « de droit » en Afrique de l'Ouest du fait de l'absence de réglementation et de normes, ce qui permet à la population et aux autorités locales de s'approprier comme bon leur semble les terres. La sécurité foncière fait surtout allusion aux systèmes d'assistanat longtemps opérés du fait des migrations agricoles<sup>119</sup>. Pour ne citer qu'un exemple, la Côte d'Ivoire, où les ressortissants burkinabés ont été pris à partie durant la crise de 2002 à 2012. Les ressortissants burkinabés exploitant depuis des décennies les terres ivoiriennes se les sont vus retirés par les membres de

---

<sup>117</sup> *Ibid.*

<sup>118</sup> Lund, C. (2001). Régimes fonciers en Afrique : remise en cause des hypothèses de base. IIED. Tirer de <http://pubs.iied.org/pdfs/9019IIED.pdf>

<sup>119</sup> Ley, A. (1972). *Le régime domaniale et foncier et le développement économique de la Côte d'Ivoire*. Paris, LGDF, Bibliothèque africaine et malgache, Tome 18



groupes au pouvoir à ce moment<sup>120</sup>. La crise foncière a pris une part importante dans la crise politique, opposant plusieurs ethnies différentes pour le gain de terres et de ressources longtemps exploitées par des « étrangers ». La privatisation remise au goût du jour pendant la crise avait simplement pour but d'éliminer définitivement et officiellement les droits délégués aux autres utilisateurs.<sup>121</sup>

Il ne fait pas de doute que la propriété est importante. Depuis les indépendances, les populations locales des pays subsahariens francophones tentent d'affirmer leurs droits de propriété et leur contrôle sur les terres. C'est ce qui s'est produit en Côte d'Ivoire et a conduit à un conflit identitaire. La quantité de temps, d'énergie, ainsi que de ressources sociales, politiques et économiques que les populations emploient afin d'obtenir, de délimiter et d'étendre leurs droits sur les terres indique que la propriété privée constitue une préoccupation de taille pour les populations rurales d'Afrique subsaharienne. La communauté internationale a même tendance à souvent mesurer les modèles fonciers africains par leur « ignorance » de la propriété privée absolue, impliquant que cela représente le régime dominant dans le monde développé. Le principe de propriété et ce qu'on appelle « terre privée » en Europe sont soumis à des restrictions en Afrique de l'Ouest. Le concept de propriété privée est très peu maîtrisé, voire accepté. C'est cette absence de propriété, et cette dominance du plus fort qui cause les guerres. Les acteurs politiques s'approprient les terres et leur fruit à l'image des colons européens et favorisent une exploitation illicite des terres.

L'exploitation des ressources naturelles est le fait pour les gouvernements de solliciter plusieurs entités privées pour exploiter les ressources naturelles présentes sur leur territoire, et ce, dans le cadre de balises légales pour en assurer la transparence.<sup>122</sup>

Cependant dans cette partie du continent, c'est l'absence de respect de balises législatives qui est à discuter. C'est le non-respect des droits et des lois qui traduit le caractère illicite de l'exploitation. Par ces balises légales et le système de transparence, l'exploitation des ressources devrait générer des revenus profitables à la population et

---

<sup>120</sup> Babo, A. (2011). La politique publique de l'étranger et la crise sociopolitique en Côte d'Ivoire. Dans F. Akindes (dir), « Côte d'Ivoire, la réinvention de soi dans la violence », P41-56. Sénégal : Editions de CODESRIA

<sup>121</sup> *Ibid.*

<sup>122</sup> *Ibid.*

attribuer des droits clairs et délimités aux propriétaires fonciers.<sup>123</sup>

Dans le cas de notre mémoire, les acteurs de l'exploitation illicite sont clairement et simplement les gouvernements et les groupes armés. Dans le cas des pays qui ont connu de fortes crises comme la Côte d'Ivoire, ce sont les groupes armés rebelles et les combattants œuvrant au sein d'armées nationales qui ont joué les plus gros rôles. En effet en Côte d'Ivoire la crise foncière a pris une part importante au conflit identitaire et a fait de nombreuses victimes. Le groupe armé FNCI et le gouvernement de l'ancien président Laurent Gbagbo ont utilisé des ressources agricoles du café-cacao et des taxations du commerce de ces produits pour financer leurs activités militaires<sup>124</sup>. Le développement de la « capacité extractive » des FNCI au sein des communautés locales a également fourni aux cadres de ce mouvement armé des opportunités de gains personnels considérables. Du côté des forces gouvernementales, d'importantes contributions des exportateurs de cacao ont été utilisées pour renforcer l'appareil sécuritaire étatique, ce qui a permis d'entretenir un système opaque de gestion de la rente, propice à la corruption et la déresponsabilisation.<sup>125</sup>

La sécurité foncière est donc importante au niveau national comme régional. Tout comme pour la résolution des conflits liés aux ressources naturelles, il est primordial pour l'État en situation post-conflictuelle d'élaborer un système de protection de droit et surtout de reconnaître et d'autoriser de nouveaux systèmes de gestion tels que la décentralisation ou la privatisation.

---

<sup>123</sup> SAH. (2006). *Les réformes foncières en Afrique de l'Ouest*. Secrétariat du Club sahel et de l'Afrique de l'Ouest/ OCDE. Rapport Aout 2006

<sup>124</sup> Global Witness, *Chocolat Chaud : Comment le Cacao a Alimenté le Conflit en Côte d'Ivoire*. Washington D.C. : rapport, 2007

<sup>125</sup> Akindes, F. (2004). *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*. Edition CODESRIA



### 1.2.2.3 La décentralisation ou la privatisation : un nouveau mode de gouvernance envisagé

Depuis les années 2000, un vent d'appropriation, de démocratisation et surtout de réforme souffle sur la région. En Afrique de l'Ouest la pression démographique croissante, conjuguée à la commercialisation de l'agriculture, crée un besoin d'investissement en matière d'agriculture et de développement foncier, ce qui pousse à modifier les régimes fonciers<sup>126</sup>. Cette approche estime que l'absence de titres fonciers légaux diminue la valeur des terres en tant que nantissement, rendant ainsi l'emprunt plus difficile en vue d'investissements fonciers. Le besoin d'investissement croissant implique donc de modifier le régime foncier en faveur d'un système garantissant une sécurité foncière accrue<sup>127</sup>. Pour remédier à ce ralentissement et à cette insécurité, la plupart des pays du continent envisagent la décentralisation afin de privilégier l'appropriation dans le sens européen du terme. En effet, Lund insiste en rappelant que :

*« L'appropriation n'est pas une chose isolée, mais un contrat social qui détermine la façon dont les droits d'utiliser une ressource spécifique sont distribués parmi la population »<sup>128</sup>.*

En d'autres termes, « privé » devrait signifier « la certitude ». Le consensus social, institutionnel et juridique semble être le « remède » pour remédier au sous-

---

<sup>126</sup> *Ibid.*

<sup>127</sup> Delville, P-L. (2012). *Condition pour une gestion décentralisée des ressources naturelles*. En ligne sur [HAL.Archives-ouvertes.fr](http://HAL.Archives-ouvertes.fr)

Voir aussi Delville, L. (2002a). Le foncier et la gestion des ressources naturelles. Dans

CIRAD-GRET, *Mémento de l'Agronome*, Paris, CIRAD-GRET-MAE, pp. 201-221

<sup>128</sup> Lund, C. (1999). *Proving the pudding. Negotiating property institutions*. Document présenté lors du Séminaire de formation de chercheurs intitulé *Negotiating Property – Processes of Vindication of Land Rights in Developing Countries* (Négociation de la propriété : processus de défense des droits fonciers dans les pays en développement). Faculté du développement international de l'Université de Roskilde. Danemark.

développement lié aux ressources naturelles.<sup>129</sup>

Si la gestion publique n'est pas à même d'assurer une gestion durable et saine des ressources naturelles, la seule solution serait la privatisation d'après Philippe Lavigne<sup>130</sup>.

La privatisation impliquerait donc un contrôle plus avisé des populations rurales plutôt qu'un contrôle total de l'État. Pour cela, il faut mettre en œuvre plusieurs réformes juridiques impliquant une révision des réglementations. Les régimes privés doivent être acceptés et légitimés aux yeux de la société pour pouvoir éviter les conflits identitaires et profiter de façon légitime des fruits de l'exploitation des ressources. Pour ajouter aux réformes administratives, l'appropriation permettra aussi certainement de favoriser l'investissement privé, qui est certainement une solution contre la pauvreté.<sup>131</sup> Une remise en cause du pouvoir et du contrôle de l'État sur la population ainsi que des avantages directs et indirects tirés de l'exploitation illicite des ressources naturelles permettraient une exploitation et une gestion locale des ressources et par conséquent une stabilité politique et sociale dans la région.

---

<sup>129</sup> Lund, C. (2001). *Régimes fonciers en Afrique : remise en cause des hypothèses de base*. IIED. Tirer de <http://pubs.iied.org/pdfs/9019IIED.pdf> P.5

<sup>130</sup> Delville, P-L. (2001). *Quelle gouvernance pour les ressources renouvelables ? La gestion des ressources renouvelables dans le contexte de la décentralisation en Afrique de l'Ouest*. GRET/ AFDB

<sup>131</sup> *Ibid.*



## CHAPITRE I

### CONCLUSION

En somme, la répartition actuelle des ressources naturelles en Afrique de l'Ouest, n'est que la résultante d'un passé colonial tumultueux et imposant.

La région riche en ressources naturelles pétrolières comme agricoles connaît un ralentissement du fait d'une mauvaise gestion et exploitation de ses ressources. Ce ralentissement appelé « malédiction des ressources naturelles » est un phénomène faisant l'objet de nombreuses recherches. Au regard de ces recherches, il est clair et presque évident que les vestiges du passé jouent un grand rôle sur les situations foncières actuelles des pays ouest-africains. Le système de gestion dirigé et organisé autour de l'appartenance ethnique et de l'appropriation du pouvoir encadre les conflits violents déjà connus. L'exemple de la Côte d'Ivoire déjà cité ci-dessus ne peut être plus clair pour expliquer le rôle des ressources naturelles dans la consolidation de la paix. Ces ressources et les terres qui les abritent ne sont qu'objets et armes de pouvoir pour la nation et ses dirigeants. Étant donné que les droits sont intrinsèquement négociables et que les litiges font partie intégrante du mode d'évolution des régimes fonciers, il convient d'étudier de plus près des manières de renforcer les mécanismes de négociation et de résolution des conflits.

Dans le chapitre ci-dessus nous avons pu voir l'origine des conflits violents liés aux ressources naturelles, leur mode de gestion et surtout les conséquences que cela engendre. Mais nous avons pu aussi découvrir les nouvelles méthodes de gestions envisagées aujourd'hui telles que la décentralisation ou la privatisation. Ces deux termes, qui ont pour même objectif une gestion locale et directe par les populations rurales des ressources naturelles ne sont pour l'instant que des projets. En effet, ces modes de gestion ne font pas encore l'objet de résultats concluants, mais ils sont certainement une méthode de résolution et de maintien de la paix que la communauté internationale envisage de répandre, aussi bien que d'en veiller à l'application. Le système de bonne gouvernance est le mot d'ordre pour la communauté internationale.

Par conséquent, dans le prochain chapitre, il convient d'étudier le rôle de la communauté internationale dans la résolution des conflits liés à la mauvaise gestion des ressources naturelles. Nous nous intéresserons alors aux rôles des organisations internationales et panafricaines de développement, dont la Banque Africaine de Développement. Une étude particulière doit lui être consacrée puisque c'est l'institution la plus impliquée dans l'économie africaine et dans le domaine politico-social de la région ouest- africaine.



## CHAPITRE II :

### LE RÔLE DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES DANS LA RÉSOLUTION DES CONFLITS LIES AUX RESSOURCES NATURELLES

Ce chapitre présente les organisations internationales et leur rôle dans la consolidation de la paix, mais aussi dans le maintien des conflits notamment par l'aide au développement. La Banque africaine de développement en collaboration avec l'ONU et les institutions spécialisées est l'institution omniprésente dans la résolution des conflits en Afrique de l'Ouest (I). Plusieurs plans d'action et processus ont été mis en place notamment la conférence de Praia qui rappelle les règles et principes à respecter pour atteindre et maintenir une bonne gouvernance, mais aussi le processus de Kimberley qui régule le commerce de ressources illicites. Ainsi, la solution de décentralisation est à détailler et à comprendre afin de pouvoir l'intégrer à long terme dans les systèmes politiques africains (II).

#### 2.1. La responsabilité des institutions dans la résolution des conflits armés

##### 2.1.1. Les différents acteurs et leur rôle dans l'apparition des conflits armés.

###### 2.1.1.1. L'implication de la communauté internationale dans le redressement de l'économie africaine

Les conflits régionaux liés aux ressources naturelles impliquent non seulement les États et leurs gouvernements respectifs, mais aussi la communauté internationale, précisément les organisations internationales.

Depuis les indépendances, les États d'Afrique sous la tutelle de l'ONU tentent de

résoudre leurs problèmes en groupe. C'est avec la création de la CEDEAO au milieu des années 70 que l'Afrique de l'Ouest décide de créer un marché commun afin d'exploiter correctement ses ressources naturelles. De plus, depuis les années 90, les conflits du Liberia et de la Sierra Leone liés aux ressources naturelles ont mobilisé l'effort de la communauté internationale ainsi que celui de la médiation régionale et ses capacités d'intervention<sup>132</sup>. Ainsi, la CEDEAO s'est développée sur sa capacité à s'impliquer dans la gestion et la résolution des crises politiques, afin de mettre à nu les pratiques de corruption et de promouvoir des mécanismes de prévention de conflits. La CEDEAO met en évidence par des textes fondateurs des enjeux de gouvernance équitable et la promotion de la paix et du développement.

Les institutions onusiennes et régionales s'intéressent particulièrement aux gros conflits et aux trafics des ressources, mais aussi à l'instrumentalisation des identités ethniques de la région ouest-africaine qui relève principalement de l'iniquité sociale et de la mal gouvernance.

La communauté internationale reconnaît qu'aujourd'hui les violences ne se manifestent plus vraiment par des litiges entre États, mais plutôt par des crises internes liées à la lutte pour le pouvoir politique et le contrôle des ressources économiques. C'est pourquoi une étude approfondie des situations et des solutions pour remédier aux crises liées aux ressources naturelles est au cœur des agendas des organisations internationales. Le problème relatif à l'exploitation des ressources naturelles est reconnu par la communauté internationale depuis la création de l'ONU.

#### 2.1.1.2. Le principe de souveraineté permanente sur les ressources naturelles reconnues par l'ONU

La question du contrôle et de l'exploitation des ressources naturelles a toujours été sujette à débat à l'ONU. En effet, depuis la Seconde Guerre mondiale et le processus

---

<sup>132</sup> OCDE. (2007). *L'Afrique de l'Ouest : une région en mouvement ; une région en mutation ; une région en voie d'intégration*. Février 2007. Club du Sahel et de l'Afrique de l'ouest/OCDE



de décolonisation, les ressources naturelles ont toujours été un centre d'intérêt, que ce soit pour les populations locales africaines et surtout pour les colonies. C'est à partir de ces conflits qu'a été développé par les Nations-Unies le principe de souveraineté permanente des ressources naturelles<sup>133</sup>. C'est dans les années cinquante avec la naissance des États nouveaux et des pays en voie de développement que l'Organisation des Nations unies a consacré une série de travaux à ce principe. Le but était pour les États de tenter de mettre un terme aux contrats inégaux datant de la période coloniale.<sup>134</sup> L'objectif de l'organisation est de rendre responsables les États propriétaires des ressources et par là de remédier à la pauvreté en leur faisant jouir des bénéfices que procurent leurs terres.<sup>135</sup> Selon ce principe, chaque État détiendrait le droit d'utiliser, d'exploiter et de disposer des richesses et des ressources naturelles présentes dans son territoire, ainsi que celui de décider en dernière instance et en toute indépendance du sort de ses ressources naturelles et des activités économiques qui s'y exercent<sup>136</sup>. Le principe de souveraineté permanente des ressources naturelles devient ensuite une règle de droit international obligeant tout le monde, même les anciens colons à le respecter. Malheureusement en pratique l'application de ce principe reste discutable puisque ce contrôle absolu attribué aux États est utilisé de façon abusive par les gouvernements africains.<sup>137</sup> Néanmoins, il convient de souligner que le principe de souveraineté permanente est simplement le corollaire « du droit des peuples à disposer d'eux même ». Par conséquent lorsque l'on parle de souveraineté, il ne s'agit pas des gouvernements, mais bien de la nation, du peuple. Seul le peuple est souverain sur les terres et peut en disposer librement. Cette précision renvoie aux débats sur les régimes fonciers présents en Afrique de l'Ouest. Dès lors, l'État devrait être le titulaire du droit de souveraineté sur les ressources naturelles, à la condition toutefois qu'il exerce ce

---

<sup>133</sup> Sakai, L. (2013). *Le principe de la souveraineté permanente des ressources naturelles : sa création, sa dynamique et son actualité en droit international*. Thèse présentée à Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

<sup>134</sup> *Ibid.*

<sup>135</sup> *Ibid.*

<sup>136</sup> *Ibid.*

<sup>137</sup> *Ibid.*

droit dans l'intérêt du bien-être de sa population<sup>138</sup>.

Cette question de bien-être du peuple reste problématique pour la communauté internationale, car l'État africain exerce sur les ressources naturelles un pouvoir et un contrôle absolu au détriment de sa population. Le manque d'intérêt pour le peuple crée des conflits violents et ethniques au sein des nations. La création de ce principe a finalement eu pour but la tutelle du droit des peuples<sup>139</sup>.

La question de la résolution de la paix par l'ONU concerne ainsi en partie la combinaison entre les intérêts de l'État et les intérêts du peuple. Par exemple, dans le cas du conflit identitaire en Côte d'Ivoire, dans lequel les droits sur les terres étaient l'enjeu, l'État devrait simplement appliquer ce principe et chercher à respecter la souveraineté du peuple. Cependant, cela s'est passé autrement, il s'agissait pour le gouvernement d'alors, par le biais des ressources naturelles à s'attribuer et surtout à se maintenir au pouvoir, peu importe les dégâts que cela engendre. En d'autres termes, l'État a « l'obligation » de contrôler les ressources naturelles en respectant les droits et le bien-être du peuple<sup>140</sup>.

En somme, par ce principe, l'ONU a voulu imposer à la communauté politique africaine un devoir de coopération internationale. Ce devoir implique, par exemple, pour les États l'assistance technique et économique ou encore l'échange de données pour la gestion de ressources, ou encore la non-participation aux conflits ethniques et les différences identitaires.

L'ONU a voulu marquer avec ce principe le début du combat pour le respect des droits des peuples et surtout l'objectif de maintenir la paix et de remédier à la pauvreté dans les pays souffrant de l'abondance de leur richesse. Il semblerait que ces richesses soient à l'origine des conflits, de ce fait la création d'organisation régionale et de

---

<sup>138</sup> Akindes, F. (2004). *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*. Edition CODESRIA

<sup>139</sup> *Ibid.*

<sup>140</sup> *Ibid.*



missions précises de résolution de la paix. Cependant, à la vue du bilan actuel, les résultats semblent être peu concluants dans le domaine des ressources naturelles.<sup>141</sup>

### 2.1.2. La mission de résolution de la paix : des résultats peu concluants dans le domaine des ressources naturelles.

#### 2.1.2.1 Une mission compromise par les conflits

Au regard de toutes les organisations régionales créées comme l'Union Africaine, dont la BAD, il est évident que les pays africains veulent rétablir la paix et la stabilité durables. Le NEPAD et l'acte constitutif de l'UA font de la coopération pour la paix et la sécurité une priorité de leurs actions.<sup>142</sup> Les institutions régionales citées ont clairement déployé des efforts dans la gestion des conflits, notamment par leurs missions de désarmement et leurs actions de lutte contre la pauvreté<sup>143</sup>. Cependant, le contexte socio-culturel et politique ne permet pas aux institutions d'avoir des résultats satisfaisants. Les États mettent en place des modes de gestion et des politiques compromettantes empêchant ainsi les institutions de jouer leur rôle<sup>144</sup>. La corruption et la mauvaise gouvernance contraignent les actions des institutions. Le but de la communauté internationale notamment de l'ONU est d'avoir une responsabilité partagée entre les organisations et l'État.

---

<sup>141</sup> *Ibid.*

<sup>142</sup> Petauton. (2010). Le nouveau partenariat pour le Développement de l'Afrique. *Dans l'architecture institutionnelle de l'Union Africaine. Revue québécoise de droit international*

<sup>143</sup> NEPAD, 2013 « Les agricultures africaines : transformations et perspectives » Rapport 2013

<sup>144</sup> Rioux, A. (2002). *Les organisations intergouvernementales africaines et la paix et la sécurité en Afrique : option d'appui pour le Canada*. Chaire Raoul-Dandurand, Note de recherche – Numéro 11, groupe de recherche sur les interventions de paix dans les conflits inter-étatiques, GRIPCI

C'est par les conférences et la rédaction de rapports faisant état des situations que les organisations mettent en place leur plan d'action. L'ONU, mais aussi la Banque Mondiale et l'UA, privilégient la relance économique en tant que plan d'action principal. Selon ces organisations le développement socio-économique est le domaine le plus important<sup>145</sup>. En effet, depuis la création du NEPAD en 2001, la région subsaharienne de l'Afrique semble beaucoup plus impliquée dans le maintien de la paix et de la sécurité. Cependant, les actions se manifestent beaucoup plus par la réalisation d'infrastructures et la volonté d'investissements privés. La question des ressources naturelles semble être secondaire<sup>146</sup>. De plus, les Nations-Unies n'ont pas réellement intégré de considérations relatives à l'environnement et aux ressources naturelles dans leurs opérations de consolidation de la paix.

En général, les priorités sont la satisfaction des besoins humanitaires, le désarmement, la démobilisation et la réintégration, le soutien aux élections, le rétablissement de l'ordre et de l'État de droit, et l'ouverture de l'économie aux investissements étrangers. L'environnement et les ressources naturelles sont souvent considérés comme des questions à traiter à un stade ultérieur<sup>147</sup>. Il est nécessaire de préciser que malgré la bonne volonté des États d'agir à travers ces organisations, il leur revient la responsabilité et la volonté d'agir de façon concrète. Ainsi, comme on a pu le voir précédemment, la mauvaise gouvernance, le déficit démocratique ou encore le manque de transparence dans la gestion des affaires publiques qualifient la majeure partie des régimes politiques africains.<sup>148</sup> Par conséquent, si la politique ne devient pas moins corrompue, l'action des organisations n'aboutira pas<sup>149</sup>.

---

<sup>145</sup> *Ibid.*

<sup>146</sup> AFDB. (2014). *Mettre fin aux conflits et consolider la paix en Afrique : un appel à l'action*. Groupe de haut niveau sur les États fragiles.

<sup>147</sup> AFDB. (2014). *De la fragilité à la résilience : gestion des ressources naturelles dans les États fragiles africains. Rapport sommaire*. Groupe de la Banque Africaine de Développement.

<sup>148</sup> PNUE. (2009). *Du conflit à la consolidation de la paix : le rôle des ressources naturelles et de l'environnement*. Rapport du programme des Nations-Unies pour l'environnement. Février 2009

<sup>149</sup> Rioux, A. (2002). *Les organisations intergouvernementales africaines et la paix et la sécurité en Afrique : option d'appui pour le Canada*. Chaire Raoul-



Pour rejoindre le sujet critique des ressources naturelles, nous comprenons dès à présent que le but premier de ces organisations est le rétablissement économique. Il convient de comprendre que les incitations économiques liées à la présence des ressources naturelles peuvent empêcher la résolution des conflits et nuire aux efforts de paix. Lorsque les organisations mettent en place des programmes de paix et sont proches de les réaliser, il y a toujours un obstacle. Il semble évident que la paix modifie l'accès aux ressources et nuit aux intérêts de certains acteurs politiques<sup>150</sup>.

Les organisations internationales, et régionales doivent apprendre à intégrer les questions d'environnement et de ressources naturelles dans leurs programmes. Seule la question de la croissance verte est aujourd'hui abordée par la Banque Africaine de développement. Il a fallu plusieurs années avant que la communauté internationale n'intègre « le concept du vert » en Afrique et plus précisément en Afrique de l'Ouest. L'intérêt pour les ressources naturelles peut aider les banques et autres organisations à relever leur défi de consolidation de la paix. En effet, l'environnement et les ressources naturelles peuvent contribuer à la relance économique, à la coopération et au renforcement de la confiance entre les États membres et donc de ce fait de réduire la corruption.

---

Dandurand, Note de recherche – Numéro 11, groupe de recherche sur les interventions de paix dans les conflits inter-étatiques, GRIPCI

<sup>150</sup> AFDB. (2014). *De la fragilité à la résilience : gestion des ressources naturelles dans les Etats fragiles africains. Rapport sommaire*. Groupe de la Banque Africaine de Développement.

### 2.1.2.2. L'aggravation des conflits et de la pauvreté par l'aide internationale

L'admission des pays africains à l'ONU fut comme une révolution pour le continent. Depuis les indépendances, l'ONU confère au continent africain tous les attributs nécessaires pour une existence internationale. Pour l'Afrique subsaharienne, les relations diplomatiques s'entretiennent en fonction du volume des ressources et de la population. Les voix des pays africains au sein de l'ONU sont atténuées du fait de leur instabilité politique et des conflits civils existants. Ce qu'il faut comprendre c'est que l'aide internationale, bien qu'elle parte d'une bonne intention, a tendance à marginaliser les États africains.<sup>151</sup> Seuls les ressources des pays africains et les bénéfices que l'on peut en tirer sont nécessaires pour envisager un intérêt de la communauté internationale. Aujourd'hui du fait de la faiblesse de la région subsaharienne, l'aide internationale peut être perçue uniquement comme de la charité. Cependant, cette charité ne fait que renforcer l'image d'impuissance de la région. Pour Smouts la communauté internationale se manifeste finalement uniquement pour donner de l'aide, des leçons qui ne sont pas forcément adaptées aux systèmes des politiques africains et surtout à la mentalité<sup>152</sup>. Ces aides ne réduisent en rien la corruption, sinon ne font que l'augmenter.<sup>153</sup> Dr Moyo Dambisa, une économiste zambienne a constaté que l'aide donnée aux pays corrompus ne fait qu'aggraver la situation.<sup>154</sup> La plupart des organismes prêteurs mesurent leurs taux de réussite sur la base de l'abondance du portefeuille d'un donateur plutôt que de savoir si cette aide va effectivement là où elle est destinée. Par exemple, les ONG locales qui voient leurs capacités renforcées grâce à l'aide étrangère ne deviennent pas nécessairement autonomes. L'utilisation inappropriée ou le détournement de fonds versés aux partenaires locaux et l'insuffisance d'accompagnement et l'évaluation des projets de

---

<sup>151</sup> *Ibid.*

<sup>152</sup> *Op.cit.*

<sup>153</sup> Smouts, M-C. (1991). L'Afrique dans la diplomatie multilatérale. *Etudes internationales*, vol. 22, n° 2, 1991, p. 267-278.

<http://id.erudit.org/iderudit/702838ar>

<sup>154</sup> *Ibid.*



développement continuent à entraver l'efficacité de l'aide<sup>155</sup>.

Samir Amin <sup>156</sup>rejoint Smouts en précisant que l'aide internationale, bien qu'il n'aggrave pas forcément la pauvreté, ne la réduit pas pour autant. En effet, d'après l'auteur, les termes de pauvreté et de richesse sont des notions employés par le système international pour comparer la situation dans le monde. C'est simplement un terme employé auquel on ne remédie pas forcément. En évoquant ce terme, pour l'auteur, la coopération internationale ne fait qu'illustrer la définition même de la pauvreté, mais ne la combat pas forcément. La pauvreté tout comme la société civile et la gouvernance ne sont que des idéologies<sup>157</sup>. Par l'aide internationale, le système mondial tente de justifier ses actions. La nécessité d'avoir de l'aide pour se faire une place au sein de la coopération internationale n'est qu'un principe défini par les puissances de ce système. Par conséquent, les termes même de bonne ou de mauvaise gestion, de pauvreté, de système politique démocratique sont créés par le système et accentuent le sous-développement. La coopération internationale définit les différents processus, les différentes règles à suivre pour entrer dans la catégorie « développé ». Ce sont des processus écrits dans le but de ne pas s'intéresser à la vraie cause de ces phénomènes.<sup>158</sup> En somme, l'aide internationale a normalement pour but de remédier à la pauvreté, mais il faudrait peut-être s'interroger sur ce qu'est réellement la pauvreté. Qu'est-ce qui définit la pauvreté, si ce n'est pas l'analyse des résultats tirés des échanges commerciaux, ou encore ce qu'on appelle la bonne croissance et le développement ? Le taux de pauvreté et de bonne gouvernance est conduit et défini en fonction de ce que le système international veut bien accorder aux dits pays.

Les organisations régionales sont composées des Pays développés qui débloquent des fonds, mais surtout des pays en développement, censés s'entraider pour assurer une croissance commune. Malheureusement, la mauvaise gouvernance et l'exploitation

---

<sup>155</sup> *Ibid.*

<sup>156</sup> Filipe, B. (2012). La gestion impérialiste de l'Afrique postcoloniale. Partie II. *Thèse tiré de Samir Amin, 1971 « l'Afrique bloquée ».*

<sup>157</sup> *Ibid.*

<sup>158</sup> *Ibid.*

illicite des ressources naturelles ne sont pas toujours dues aux faits de l'État propriétaire, mais aussi à ceux des États voisins composant les institutions régionales. Ainsi, les acteurs régionaux participent désormais à l'exploitation des ressources naturelles d'un État voisin par le biais de processus interdépendant de prolifération d'économie de guerre et des conflits régionaux et par l'intervention militaire directe en soutien au gouvernement en place<sup>159</sup>.

En plus de ce manque de confiance entre les différents membres, les acteurs internationaux s'impliquent de manière très encombrante dans les conflits de la région ouest-africaine. D'après un rapport de la BAD de 2007, l'intervention étrangère se manifeste par un relent de la mondialisation économique qui induit un accroissement des gains tirés des investissements dans l'extraction des ressources naturelles, surtout dans les États fragiles où les opportunités de profits sont importantes.<sup>160</sup> Les entreprises profitent ainsi des situations conflictuelles pour bénéficier des ressources. Ce profit nous amène à mentionner l'autre type d'intervention extérieure dans les conflits africains, qui est celui des entreprises extractives multinationales, dont beaucoup tirent parti de situations conflictuelles pour maximiser leurs bénéfices. Ces entreprises agissent malgré les situations conflictuelles des pays et ont conscience de l'importance et de l'abondance des ressources naturelles dans la région ouest-africaine<sup>161</sup>. L'exemple le plus frappant est celui de la Côte d'Ivoire et des investissements étrangers très fréquents, notamment grâce aux accords entre la France et la Côte d'Ivoire et aux contrats coloniaux donnant aux compagnies la mainmise sur les bénéfices extraits de l'exploitation des ressources naturelles.<sup>162</sup> Les entreprises ne

---

<sup>159</sup> Smouts, M-C. (1991). L'Afrique dans la diplomatie multilatérale. *Etudes internationales*, vol. 22, n° 2, 1991, p. 267-278.  
<http://id.erudit.org/iderudit/702838ar>

<sup>160</sup> AFDB. (2007). L'Afrique et ses ressources naturelles : le paradoxe de l'abondance. Dans *rapport sur le développement en Afrique 2007. Chapitre 4*

<sup>161</sup> *Ibid.*

<sup>162</sup> PNUE. (2009). *Du conflit à la consolidation de la paix : le rôle des ressources naturelles et de l'environnement*. Rapport du programme des Nations-Unies pour l'environnement. Février 2009



se laissent pas décourager par les violences et leurs pratiques ont de diverses manières contribuées à alimenter le conflit.

### 2.1.3. Le cas de la Banque Africaine de Développement.

#### 2.1.3.1. La Banque

La Banque Africaine de Développement (désignée par l'acronyme BAD) est une banque internationale de développement dont le siège se trouve à Abidjan, en Côte d'Ivoire. Fondée en 1964 en Côte d'Ivoire par Vincent James, la Banque Africaine de Développement est chargée de promouvoir le développement économique et le progrès social dans les pays africains<sup>163</sup>.

Le Groupe de la Banque Africaine de Développement a pour objectif premier de faire reculer la pauvreté dans ses pays membres régionaux en contribuant à leur développement économique durable et à leur progrès social. À cet effet, la Banque mobilise des ressources pour promouvoir l'investissement dans ces pays et leur fournit une assistance technique ainsi que des conseils sur les politiques à mettre en œuvre<sup>164</sup>. Elle compte soixante-dix-sept membres divisés en pays membres régionaux et pays membres non régionaux d'Amérique du Nord et d'Amérique du Sud, d'Europe et d'Asie. La BAD est l'agence d'aide au développement la plus importante du continent africain. En tant qu'agence de développement appartenant aux Africains, les domaines d'action prioritaires de la BAD tiennent compte de la demande émergente sur le terrain.<sup>165</sup>

Selon la BAD, le défi primordial pour redresser l'Afrique est la réduction de la pauvreté, et pour vaincre cela, le développement agricole et rural est essentiel. Cette

---

<sup>163</sup> AFDB. (2014). *Stratégie du groupe de la Banque africaine de développement pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience*. Département d'appui à la transition

<sup>164</sup> *Ibid.*

<sup>165</sup> SAH. (2006). *Les réformes foncières en Afrique de l'Ouest*. Secrétariat du Club sahel et de l'Afrique de l'Ouest/ OCDE. P-16 Rapport Aout 2006

mission de réduction de la pauvreté représente 30% des interventions de la Banque.<sup>166</sup> Les questions foncières sont considérées comme cruciales. La Banque est soit directement ou indirectement impliquée dans les activités liées au foncier. En effet, la Banque a appuyé un très grand nombre d'initiatives liées aux ressources naturelles et au foncier, notamment des projets relatifs à la gestion conjointe des terres et au partage de l'eau, ou encore des projets liés à l'agriculture<sup>167</sup>. Elle finance des études sur les liens entre conflits et ressources ainsi que des projets d'irrigation ou de réinstallation et des méthodes de répartition. Elle fournit de l'assistance pour l'élaboration de plans régionaux et nationaux de mise en valeur des terres ou la mise en œuvre de l'enregistrement foncier. En 2002, pour renforcer la manière dont les questions foncières sont traitées dans le cadre de ses projets, la BAD a commandé une étude sur les méthodes de tenure dans un certain nombre de pays d'Afrique de l'Ouest et du Centre<sup>168</sup>.

La Banque a deux directives en matière foncière: la décentralisation des institutions régulant les ressources foncières et le renforcement des capacités des pays membres régionaux pour leur permettre de régler leurs problèmes fonciers prioritaires au niveau national.

La Banque cherche depuis 2004 à élaborer des plans dans lesquels son personnel intègre les questions foncières dans son travail afin de contribuer à l'amélioration de la compréhension des problèmes fonciers. Cet intérêt se manifeste notamment dans les travaux du département des États fragiles de l'institution. La BAD a mis en place un programme pour vaincre la fragilité à travers le département des États fragiles. Aucun département n'est consacré entièrement aux ressources naturelles. Ce département interagit avec celui relatif à l'agriculture et à l'environnement<sup>169</sup>.

---

<sup>166</sup> AFDB. (2014). *Mettre fin aux conflits et consolider la paix en Afrique : un appel à l'action*. Groupe de haut niveau sur les États fragiles.

<sup>167</sup> *Ibid.*

<sup>168</sup> SAH. (2006). *Les réformes foncières en Afrique de l'Ouest*. Secrétariat du Club sahel et de l'Afrique de l'Ouest/ OCDE. Rapport Aout 2006

<sup>169</sup> AFDB. (2014). *Stratégie du groupe de la Banque africaine de développement pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience*. Département d'appui à la transition



Cela dit, pour renforcer ses capacités, la BAD, en collaboration avec la commission économique pour l'Afrique des Nations-Unies (l'UNECA) et l'UA développent un cadre d'action sur le foncier, mais crée aussi le Centre Africain de Ressources naturelles (CARN) qui sera chargé de gérer les ressources naturelles disponibles dans une région donnée afin de concourir à l'élévation du niveau de vie des populations.

#### 2.1.3.2. Le Centre Africain des Ressources Naturelles (CARN)

Le CARN a été créé en 2013, à l'initiative des pays membres régionaux de la BAD, afin de mener des programmes de renforcement des capacités en gestion des ressources naturelles.

Ce centre a pour mission d'aider les pays membres régionaux (PMR) à atteindre d'importants résultats tirés des ressources naturelles. Le but est d'augmenter leur capacité à réaliser une croissance inclusive et soutenue impulsée par les ressources naturelles.<sup>170</sup>

Au sein de la Banque, le centre cherche à assurer une cohésion des initiatives de la Banque dans la gestion des ressources naturelles, à renforcer et à fournir le savoir des autres départements de la Banque à travers les documents de stratégie pays (DSP). Grâce à ce centre, la Banque met en place une stratégie de 2015 à 2020. Ce centre est une opportunité pour les États membres régionaux africains d'orienter toute une équipe sur la seule question des ressources naturelles et des conflits qu'elles engendrent. Pour assurer et réaliser les différents plans stratégiques, le centre tirera parti des ressources et des partenariats de la Banque. L'un des buts du centre finalement est d'élaborer des solutions pratiques que la Banque pourra mettre en œuvre.<sup>171</sup>

L'intérêt du centre est de renforcer les interventions de la Banque dans le domaine de la gestion des ressources naturelles. En effet, avant l'existence de ce centre, la Banque

---

<sup>170</sup> AFDB. (2014). *Centre Africain pour les ressources naturelles (CARN) : projet de stratégie 2015-2020*. Groupe de la Banque africaine de développement

<sup>171</sup> *Ibid.*

répartissait la gestion de la question foncière et des ressources naturelles à travers divers départements et n'était pas forcément efficace. La question des infrastructures prenant une place plus importante pour celle-ci, il était nécessaire de créer un centre spécial pour la question. L'objectif à long terme du centre est de mener des interventions qui augmentent l'efficacité des cadres de gouvernance et des dispositifs institutionnels des secteurs public et privé. L'investissement privé est encore une fois une solution primordiale pour la Banque et le centre. Seule une bonne gestion par le biais d'une ouverture appropriée à l'investissement international est la solution à la réduction de la pauvreté selon la Banque.<sup>172</sup>

La Banque privilégie l'idée de la bonne gouvernance comme une condition préalable à l'exploitation des ressources naturelles et la réalisation d'un développement durable.<sup>173</sup> Les ressources naturelles doivent être utilisées correctement pour pouvoir en tirer des bénéfices profitables. Ces ressources permettront aux pays de tirer des avantages qui résisteront au temps et inciteront alors les institutions à prôner la transparence<sup>174</sup>. C'est le manque d'information et de savoir-faire, selon la BAD, qui fait défaut aux États africains et les maintient au plus bas.<sup>175</sup>

Cependant, d'un point de vue critique, il semble que l'existence de ce centre soit plus intéressante en théorie qu'en pratique. Il ne sert qu'à élaborer des solutions provisoires sans forcément permettre à la Banque de se donner les moyens de les appliquer. Ce ne serait qu'un département de plus créé pour améliorer les réalisations déjà envisagées par la Banque au long terme. Ceci étant dit, en plus de ce centre, la Banque continue d'interagir à travers le département des États fragiles, mais sans pour autant traiter de manière exclusive la question des ressources naturelles.

---

<sup>172</sup> *Ibid.*

<sup>173</sup> *Ibid.*

<sup>174</sup> *Ibid.*

<sup>175</sup> *Ibid.*



### 2.1.3.3. Le département des États fragiles et la lutte pour la paix et la résilience

L'objectif du département des États fragiles est de répertorier les causes de fragilités dans les différentes régions et pays sur le continent. Il tente de formuler des recommandations aux États et de mettre en place des plans de développement économique et des plans de résolution des conflits<sup>176</sup>. Des pays comme la Sierra Leone, le Liberia, le Burkina et la Côte-d'Ivoire sont considérés comme des États fragiles. Au sein de ce département, a été mis en place un Groupe spécial de haut niveau des États fragiles chargé de passer en revue les actions du département et d'en relever les failles<sup>177</sup>. Ainsi, le Groupe soulève le fait que la Banque investit beaucoup plus de temps et d'argent dans le domaine des infrastructures que dans celui des ressources naturelles.<sup>178</sup> Pour le Groupe de haut niveau, les deux domaines sont certes complémentaires et les infrastructures sont l'un des piliers du développement et de l'investissement privé. Cependant, les bénéfices tirés des ressources naturelles, bien utilisées, contribueraient à la réduction de la pauvreté et permettraient aussi l'amélioration des infrastructures. Selon le Groupe, la Banque est déjà très active, mais elle pourrait l'être encore plus dans ce domaine<sup>179</sup>.

En outre, le principal problème de la Banque d'après le groupe est le manque d'encadrement au sein même de ses départements. Elle devrait revoir ses propres règles et procédures, de façon à améliorer la vitesse et la flexibilité de sa réponse aux pays sortant d'un conflit. L'efficacité de la Banque est donc à remettre en question, au regard de son fonctionnement interne.<sup>180</sup>

En effet, la Banque elle-même prône la question de la bonne gouvernance au sein des

---

<sup>176</sup> *Ibid.*

<sup>177</sup> AFDB. (2014). *Mettre fin aux conflits et consolider la paix en Afrique : un appel à l'action*. Groupe de haut niveau sur les États fragiles

<sup>178</sup> *Ibid.*

<sup>179</sup> *Ibid.*

<sup>180</sup> AFDB. (2014). *De la fragilité à la résilience : gestion des ressources naturelles dans les États fragiles africains*. Rapport sommaire. Groupe de la Banque Africaine de Développement.

Etats pour espérer avoir des résultats satisfaisants. C'est une solution qu'elle doit veiller à bien appliquer dans son organisation interne<sup>181</sup>.

Pour la Banque, pour espérer réduire la pauvreté, mieux exploiter les ressources naturelles et même réduire la corruption, il faut un État efficace. La majorité des États de l'Afrique de l'Ouest membres de la BAD ne peuvent être considérés comme des États efficaces.<sup>182</sup>

Lorsque la Banque parle de paix et de résilience, elle entend par là, l'édification d'un État efficace et de droit. Selon la BAD, le terme de « résilience » renvoie généralement à la capacité des institutions à gérer les conflits et les pressions externes. Par conséquent la résilience, renvoie à l'édification de l'État. C'est-à-dire que :

« L'édification est la mise en place d'institutions nationales dotées des capacités et des ressources investies de la légitimité nécessaire pour répondre aux besoins et aux attentes de la société »<sup>183</sup>.

Il faut alors que les États établissent une confiance entre les institutions et la population. L'établissement de fondements politiques solides est utile pour espérer créer des institutions résilientes. L'État doit être en mesure d'assurer la sécurité des citoyens et d'établir une relation de confiance.

En somme, la Banque met en place à travers ses plans prévisionnels de bonnes stratégies, cependant, la composition de cet organisme pose problème. La fragilité de ces États empêche l'institution de remplir ses missions et son action dans le domaine des ressources naturelles, notamment dans la gestion de l'eau et de l'agriculture par exemple. Le département est un organisme composé en majorité de pays fragiles, ayant des lacunes considérables en ce qui concerne l'utilisation des termes de « bonne gouvernance », « État de droit », « règlements et informations. »<sup>184</sup> Les États membres

---

<sup>181</sup> *Ibid.*

<sup>182</sup> *Ibid.*

<sup>183</sup> AFDB. (2014). *Stratégie du groupe de la Banque Africaine de Développement pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience*. Département d'appui à la transition

<sup>184</sup> *Ibid.*



régionaux consentent à des protocoles, des lois et règlements mis en place au sein de leurs conseils pour tenter d'agir dans le sens de la transparence, et de tirer profit à bon escient des ressources naturelles, mais ne les appliquent pas correctement en pratique.<sup>185</sup> C'est principalement sur le non-respect des protocoles mis en place par les PMR que la Banque devrait agir. Le manque d'un mécanisme de sanction en cas de non-respect des consentements entre les PMR serait certainement essentiel pour espérer avoir des résultats intéressants.<sup>186</sup>

Pour aider les institutions comme l'Union Africaine et la BAD, la mise en place par la communauté internationale, notamment l'ONU, de nouveaux plans réformateurs et de sanctions en cas non-respect des protocoles signés est recommandée.

---

<sup>185</sup> *Ibid.*

<sup>186</sup> AFDB. (2014). *Centre Africain pour les Ressources Naturelles (CARN) : projet de stratégie 2015-2020*. Groupe de la Banque africaine de développement

## 2.2. Les différents plans mis en place par les OI et les sanctions nécessaires au respect des réformes

### 2.2.1. Les différents plans réformateurs envisagés par la communauté internationale : les processus de Praia et de Kimberley

La communauté internationale tente tant bien que mal de mettre en place, à l'occasion de diverses conférences, des plans d'action en rapport avec la réduction de la pauvreté, le développement durable, l'objectif de démocratisation, de transparence et de décentralisation de la gestion des ressources naturelles en Afrique et en Afrique de l'Ouest en particulier.

Cela a commencé dans les années 80 avec les plans d'action de Lagos et de Monrovia, relatifs aux ressources naturelles de l'Afrique de l'Ouest.<sup>187</sup>

En dépit de la grande diversité et spécificité des problèmes et défis liés à la question foncière dans les différents pays, la majorité des réformes foncières africaines a été concentrée sur les thématiques de la sécurité, de la redistribution des terres, notamment en ce qui concerne la propriété privée, la décentralisation politique et administrative (qui a été réalisée en particulier en Afrique francophone) et les litiges et conflits fonciers.<sup>188</sup>

À travers les réformes, l'idée de démocratisation, notamment en permettant à la société civile de revendiquer ses droits afin d'élaborer de nouveaux régimes fonciers, est envisagée. Le processus de décentralisation et la démocratisation soulignent le fait que la question est tout ou en partie politique plutôt que technique. Les réformes consisteront à instaurer un dialogue entre la nation et les pouvoirs publics locaux en vue d'élaborer de nouvelles réformes.<sup>189</sup>

---

<sup>187</sup> Adedeji, A. (1983). L'évolution de la stratégie de Monrovia et du plan d'action de Lagos : une conception régionale de la décolonisation économique. Nations-Unies

<sup>188</sup> *Ibid.*

<sup>189</sup> Kandine, A. (2008). *Gouvernance foncière et des ressources naturelles : état des lieux en Afrique de l'Ouest*. Rapport FAO



Les conflits liés à la terre apparaissent comme une préoccupation commune pour la région de l'Afrique de l'Ouest. Les Etats ont créé une dynamique sous régionale en matière de définition d'orientation et de règles pour une gestion durable des ressources naturelles. Les plans de Monrovia et de Lagos en sont les premiers exemples<sup>190</sup>.

C'est pourquoi suite aux plans d'action de Lagos et de Monrovia, la communauté de l'Afrique de l'Ouest a mis en place une intervention regroupant tous les États de l'Afrique de l'Ouest sans exception. Le but est de définir des orientations en matière de bonne gouvernance foncière et des ressources naturelles. Les différents interventions et progrès s'illustrent par les processus de Praia et de Kimberley.

#### 2.2.1.1 Le processus de Praia

Le processus établi par le CILSS a eu lieu en 1994 au Cap Vert, et il a été suivi par Praia+9 en 2003 à Bamako, qui consistait à faire un bilan de la conférence de 1994.

Le Comité permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS) créé en 1973 regroupe neuf États : le Burkina Faso, le Cap Vert, la Gambie, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Sénégal et le Tchad.<sup>191</sup> Ce comité a pour objectif d'assurer la sécurité alimentaire et lutte contre la sécheresse et la désertification. C'est l'organisation régionale qui a le plus investi dans l'élaboration de politiques foncières. Bien que l'organisation concerne les pays du Sahel, les règles et recherches élaborées par celle-ci peuvent s'appliquer à l'ensemble du continent. La conférence de Praia organisée conjointement par la CILSS et le club Sahel concerne tous les pays d'Afrique Subsaharienne souffrant d'une mauvaise gestion des terres et des ressources naturelles<sup>192</sup>.

Tout d'abord à la conférence de 1994, il a été reconnu les principaux problèmes de la

---

<sup>190</sup> *Op.cit.*

<sup>191</sup> *Ibid.*

<sup>192</sup> SAH. (2006). *Les réformes foncières en Afrique de l'Ouest*. Secrétariat du Club sahel et de l'Afrique de l'Ouest/ OCDE. Rapport Aout 2006

région en matière de régime foncier et de gestion des ressources naturelles. La conférence a permis d'identifier :

« L'inaccessibilité des textes, l'absence de textes législatifs et la méconnaissance des pratiques et règles sur les questions foncières, une séparation entre les institutions chargées de gérer les ressources naturelles et celles chargées de régler les différends fonciers, la nécessité de définir des cadres contractuels clairs et durables permettant d'améliorer les conditions d'accès aux ressources naturelles des catégories marginalisées.<sup>193</sup> »

Le diagnostic de Praia a trouvé, comme solution principale à ces problèmes, la nécessité de promouvoir la gestion décentralisée du foncier et des ressources naturelles, notamment par une participation plus active des communautés de base dans la conception des projets de développement liés à la gestion des terres, ainsi qu'un besoin urgent d'établir des textes législatifs sur la question foncière et la gestion des ressources naturelles afin qu'il y ait une meilleure diffusion des textes relatifs aux ressources naturelles<sup>194</sup>.

Toutefois, les rapports de la FAO précisent que la conférence de Praia est une très bonne initiative, mais n'a aucune portée juridique. Elle reste une plateforme d'action consensuelle régionale afin d'atteindre les objectifs de sécurisation foncière et de gestion des ressources naturelles. C'est pourquoi Praia+9 a uniquement pour objectif de constater le progrès fait par les pays. La région a pu constater des progrès indéniables, notamment avec les nouveaux plans fonciers ruraux en Côte d'Ivoire et au Bénin qui mettent en avant l'élaboration de procédures techniques de recensement des droits fonciers locaux, ainsi que de nouvelles pratiques locales de transactions foncières qui sont initiées par les populations locales en milieu rural. Il a été constaté aussi l'existence de législation-cadre permettant une relecture des textes fonciers, l'adoption et la mise en œuvre de la politique de décentralisation, c'est-à-dire une participation plus active de la communauté<sup>195</sup>.

Tous les principes reconnus ont été rédigés au sens d'une charte, à laquelle les pays du

---

<sup>193</sup> Kandine, A. (2008). *Gouvernance foncière et des ressources naturelles : état des lieux en Afrique de l'Ouest*. Rapport FAO. P-8

<sup>194</sup> *Ibid.*

<sup>195</sup> *Ibid.* P 8



Sahel et d'Afrique de l'Ouest ne peuvent déroger. Cependant, il convient de souligner que cette charte ne prévoit pas l'obligation pour les États de l'intégrer à leur législation nationale. Par conséquent, l'absence de portée juridique et donc l'absence de sanctions en cas de non-respect des plans proposés peuvent être considérées comme une des raisons du ralentissement de la région dans ce domaine<sup>196</sup>.

#### 2.2.1.2. Le processus de Kimberley

Le processus de Kimberley est un document élaboré en 2000 à l'occasion de diverses réunions internationales et entré en vigueur en 2003. Le but de ce document est de réguler le commerce international de diamant en Afrique de l'Ouest. Le processus de Kimberley vise à mettre en place un système de certification des diamants bruts qui exclura les diamants de guerre du commerce légitime.<sup>197</sup> En d'autres termes, c'est un engagement pour les participants de certifier que leurs exportations de diamants sont légales et dépourvues de tous conflits. Le document a pour objectif d'instaurer un système de surveillance dans le commerce international. Ainsi, l'accord impose des vérifications, et des étiquetages qui permettent de vérifier le respect ou l'atteinte des normes. Par exemple, grâce à ce processus, les diamants peuvent faire l'objet d'une sérieuse protection par le biais d'instauration de différents codes gouvernementaux ou encore avec l'aide d'ONG qui met en place des programmes de surveillance visant à renforcer la vigilance des États.<sup>198</sup>

En outre ont lieu différentes réunions annuelles afin de rendre le plus transparent possible le commerce de diamant. Le processus de Kimberley est donc un mécanisme préventif de contrôle, mais aussi de sanctions puisqu'il contraint les États à respecter

---

<sup>196</sup> *Ibid.* P.7

<sup>197</sup> Debucquois, C. (2011). *Le processus de Kimberley de certification des diamants bruts : un modèle pour le commerce des ressources naturelles ?* Cellule de recherche interdisciplinaire en Droits de l'homme (CRIDHO). P- 4

<sup>198</sup> Smillie, I. (2002). *Le processus de Kimberley. Les arguments en faveur d'une surveillance adéquate.* Tirer de [http://www.pacweb.org/Documents/diamonds\\_KP/5\\_Surveillance\\_%20PK-Fr\\_Sept2002.pdf](http://www.pacweb.org/Documents/diamonds_KP/5_Surveillance_%20PK-Fr_Sept2002.pdf)

certaines normes pour l'exportation de leurs diamants.<sup>199</sup>

La question de la sanction reste aujourd'hui très délicate selon Debucquois<sup>200</sup>. Il affirme que le processus de Kimberley n'est qu'un engagement volontaire. Par conséquent, le système de vérification et de surveillance l'est aussi. Tous les États ne sont pas soumis aux contraintes du processus à moins qu'ils s'y engagent. La réunion d'Ottawa en 2002 conclut que le système de vérification « reste à la discrétion de l'ensemble des participants au processus de Kimberley »<sup>201</sup>. Ainsi, l'adhésion au processus est volontaire, mais le respect des règles qu'il préconise semble l'être aussi. Des mécanismes concrets de sanctions en cas de non-respect ne sont pas encore mis en pratique. Nous pouvons conclure que le processus de Kimberley est une étape pour le rétablissement de la paix, mais cet effort reste léger pour ce qui en est du maintien de la paix à long terme. Il reste forcément un modèle pour parvenir à une résolution des conflits liés aux ressources naturelles. C'est par la régulation du commerce que le rétablissement de la paix commence<sup>202</sup>.

#### 2.2.1.3. Les autres acteurs influents pour la résolution des conflits

L'UEMOA, la CEDEAO et le CILSS tentent de sensibiliser les États membres sur les questions d'environnement et de trouver des solutions durables à une gestion licite et correcte des ressources naturelles et des terres qui les abritent. En effet, la CEDEAO et l'UEMOA sont avant tout les deux institutions régionales se mobilisant pour la résolution de la paix et la question des ressources naturelles.

LA CEDEAO créée en 1975 est la principale organisation régionale de l'Afrique de l'Ouest avec 15 pays membres. Son but principal est de promouvoir la coopération et l'intégration avec pour objectif de créer une union économique et monétaire ouest-

---

<sup>199</sup> *Ibid.*

<sup>200</sup> *Op.cit.*

<sup>201</sup> *Ibid.*

<sup>202</sup> *Ibid.*



africaine. Bien qu'au départ son rôle était uniquement économique, elle s'est intéressée au maintien de la paix et de la bonne gouvernance.<sup>203</sup> C'est l'organisation régionale qui met tout en œuvre pour exécuter tous les accords économiques signés par ses États membres avec d'autres organisations comme l'Union Européenne mais elle est également l'organisation chargée de mettre en exécution la stratégie agricole du NEPAD. Ainsi, c'est une organisation qui touche beaucoup de domaines, tant l'économie que la gestion des ressources naturelles<sup>204</sup>.

En vue de satisfaire son objectif de maintien de la paix et de résolution de conflits, la CEDAO met en place en 1999 le Mécanisme de prévention, de gestion et de résolution des conflits, de maintien de la paix et de sécurité, complété en 2001 par le Protocole additionnel sur la démocratie et la bonne gouvernance. Ces deux textes sont les principaux instruments de la CEDEAO.<sup>205</sup> Le Mécanisme de prévention et de gestion de la paix et de la sécurité est :

« Un protocole visant à rappeler aux États leurs engagements notamment dans leur adhésion à l'Union africaine. Il s'agit de rappeler les principes de droits selon lesquels les États doivent respecter la charte des droits de l'homme, agir vers la paix en cas de conflits internes, renforcer la coopération au sein de l'organisation pour assurer et garantir la diplomatie préventive et le maintien de la paix. »

Ce mécanisme est mis en œuvre en cas d'agression ou de conflit armé intervenu dans un État membre, ou de menace d'un tel conflit, en cas de conflit entre deux ou plusieurs États membres ; en cas de conflit interne qui : menace de déclencher un désastre humanitaire; constitue une menace grave à la paix et à la sécurité dans la sous-région; en cas de violations graves et massives des droits de l'Homme ou de remise en cause de l'État de droit; en cas de renversement ou de tentative de renversement d'un gouvernement démocratiquement élu; toute autre situation que

---

<sup>203</sup> SAH. (2006). *Les réformes foncières en Afrique de l'Ouest*. Secrétariat du Club sahel et de l'Afrique de l'Ouest/ OCDE. Rapport Aout 2006. P-12

<sup>204</sup> *Ibid.*

<sup>205</sup> *Ibid.* P-13

détermine le Conseil de Médiation et de Sécurité<sup>206</sup>.

Par la suite, le Protocole additionnel relatif à la bonne gouvernance met en place des principes constitutionnels auxquels les États membres ne peuvent déroger. De plus, il règle les questions d'élection, les questions sur le rôle des forces armées, des forces de police et de sécurité en démocratie ; la question de la réduction de la pauvreté et la promotion du dialogue social<sup>207</sup>. En ce qui concerne les questions foncières et la gestion des ressources naturelles, c'est l'article 3 qui y est consacré en prévoyant des cadres appropriés pour la gestion rationnelle et équitable par les États voisins de ressources naturelles partagées qui pourraient être à l'origine de conflits entre États. Cependant, le Mécanisme prévoit aussi des solutions à mettre en place par la CEDEAO en cas de conflits. L'article 44 du mécanisme prévoit que la CEDEAO peut entreprendre différentes actions en cas d'hostilités telles que la reconstruction politique, économique et sociale, mais aussi la reconstruction des gouvernements, ou des programmes de désarmements et de réintégration. Ces activités ont été appliquées notamment en Côte d'Ivoire à la fin de la crise civile en 2011<sup>208</sup>. Ce Protocole est de très haute importance puisque non seulement il concerne l'institution de la CEDEAO dans son ensemble, mais aussi et surtout les chefs d'États des pays membres, qui grâce à celui-ci peuvent influencer sur la paix et la sécurité et régler les questions foncières et de gestion de ressources naturelles. À la lecture des différents mécanismes de gestion de la paix mis en œuvre par la CEDEAO, il convient tout de même de souligner que la question foncière et la gestion des ressources naturelles, n'est pas en soi une priorité et n'a pas de mécanisme directement consacré à la question. La CEDEAO s'intéresse surtout à la question de l'élevage et prévoit des activités à cette occasion, touchant la question des ressources naturelles. Pour le secrétariat de la CEDEAO, l'élevage

---

<sup>206</sup> OCDE, et SAH. (2009). Instruments et mécanismes régionaux de gouvernance endogène et de prévention des conflits. P 7-21 OCDE/ Club Sahel/ CEDEAO. Voir article 25 du mécanisme, 1999.

<sup>207</sup> SAH. (2006). *Les réformes foncières en Afrique de l'Ouest*. Secrétariat du Club sahel et de l'Afrique de l'Ouest/ OCDE. P 13. Rapport Aout 2006.

<sup>208</sup> *Op.cit.*

Voir article 44 du protocole de la démocratie et de la bonne gouvernance



devrait être une priorité pour le foncier régional<sup>209</sup>. La question de l'élevage est en effet un enjeu économique important, mais n'est pas forcément d'urgence première. Cependant, pour la CEDEAO, c'est souvent l'élevage, faisant partie des ressources de partage entre les États qui engendre des conflits violents. La CEDEAO considère la question foncière et de gestion des ressources naturelles comme un ensemble de questions que la politique régionale agricole doit régler. C'est une question qui doit, non seulement, être réglée au niveau régional, mais aussi et surtout au niveau national. En effet, la CEDEAO estime que pour traiter cette question, il faut une réforme, notamment au niveau des lois et du droit coutumier.

La CEDEAO est donc une institution importante pour prétendre tenter de régler les questions foncières et de bonne gouvernance des ressources naturelles suivie par l'UEMOA.

L'UEMOA, créée en 1994, regroupe les pays francophones d'Afrique de l'Ouest dont la Côte d'Ivoire ou encore le Burkina Faso. En 2001, l'institution adopte la Politique Agricole de l'Union (PAU) qui englobe l'agriculture, la foresterie, l'élevage et les activités de pêche. Cette politique a deux objectifs : garantir la sécurité alimentaire et assurer de meilleures conditions de vie aux producteurs par le développement des économies rurales<sup>210</sup>. C'est par le biais de cette politique que l'Organisation touche aux questions foncières et de gestion des ressources naturelles. En ce qui concerne les questions foncières et de gestion des ressources naturelles, elle définit des directives directement liées aux activités agricoles. En outre, c'est en collaboration avec la Banque Mondiale que l'UEMOA agit clairement sur les questions foncières. L'UEMOA s'intéresse aux principales tendances de transformation sociale et économique dans la région et leur impact sur les questions foncières. Le but est de souligner les différentes informations nécessaires sur les politiques et législations foncières nationales. À cet effet, l'UEMOA prévoit différentes activités et différentes initiatives à mener en matière de politique foncière. L'UEMOA s'engage à renforcer les capacités des États en matière de gestion foncière

---

<sup>209</sup> *Ibid.*

<sup>210</sup> *Op.cit.* P-13

et surtout à les assister afin de promouvoir les marchés fonciers<sup>211</sup>.

En plus d'initiatives régionales en matière foncière et de gestion de ressources naturelles, l'Ouest africain bénéficie d'un appui extérieur. En effet, par le biais de la coopération au développement, plusieurs partenaires internationaux dont la Banque Mondiale, la FAO, et d'autres agences spécialisées des Nations-Unies ont contribué à influencer les programmes de réformes foncières en Afrique de l'Ouest.

La Banque Mondiale est l'un des principaux acteurs qui contribuent à façonner le programme de réforme foncière dans les pays en voie de développement.<sup>212</sup> Cette action se fait ressentir notamment par la rédaction de documents sur les politiques foncières pour la croissance et la réduction de la pauvreté en Afrique, qui reconnaît les droits individuels et collectifs de propriété. De plus, elle se penche sur les questions foncières en Afrique de l'Ouest en s'intéressant aux projets et initiatives liés à l'agriculture, la sécurité alimentaire, la gestion des ressources naturelles et la dégradation des terres. En Afrique de l'Ouest, l'expérience essentielle de la Banque en matière de réforme de tenure a été acquise en Côte d'Ivoire et au Ghana, dans le cadre du Projet de gestion du foncier rural et du développement d'infrastructures communautaires en Côte d'Ivoire et du Projet d'administration foncière au Ghana.<sup>213</sup>

La FAO est l'une des organisations internationales de L'ONU qui s'intéresse aux questions foncières et de gestion des ressources naturelles, car ces questions ont un lien direct avec la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire<sup>214</sup>. L'implication de la FAO dans les questions foncières porte entre autres sur quatre principaux domaines : Amélioration de l'accès à la terre et la sécurité foncière, en

---

<sup>211</sup> *Ibid.*

<sup>212</sup> *Ibid.*

<sup>213</sup> *Ibid.*

<sup>214</sup> FAO. (2008). Cartographie de la pauvreté, de l'eau et de l'agriculture en Afrique subsaharienne. Dans *Eau et pauvreté rurale. Interventions pour améliorer les moyens d'existence des populations d'Afrique subsaharienne*. Rapport FAO



particulier, dans les contextes de transition, de renforcement de la sécurisation des droits pour promouvoir l'accessibilité, notamment en termes de coûts, les pratiques et les institutions fonctionnant sur des principes de justice et d'équité (les programmes d'aide aux petits planteurs au Ghana, les stratégies agricoles en province et le développement durable au Mali et en Sierra Leone) ; le renforcement des pratiques décentralisées d'accès et de gestion des terres (au Ghana et au Burkina Faso) ; le renforcement des systèmes et processus d'administration durable des terres (exemple, le LAP au Ghana).<sup>215</sup>

La FAO tente de définir des principes-clés d'intervention en particulier dans des situations de conflits ou de pays sortant de conflits. Elle agit généralement toujours en collaboration avec des organismes panafricains, tels que l'UA ou encore la BAD. Il y a d'autres acteurs tels que l'Union Européenne ou encore le PNUD qui participent aux processus de réformes foncières en Afrique de l'Ouest. En ce qui concerne le PNUD, c'est l'un des exemples les plus concrets concernant les agences spécialisées de l'ONU. Cette institution ne s'est pas toujours intéressée aux problèmes fonciers, mais a toujours reconnu l'importance du rôle de la terre dans les moyens de subsistance, la paix, la sécurité des hommes, la gouvernance et le développement durable qui constituent les domaines essentiels d'intervention de l'institution. Pour intervenir dans le domaine foncier, le PNUD se concentre donc sur les projets liés à la dégradation des terres. L'institution intervient en collaboration avec la FAO, la BAD, l'UA et même avec l'Union européenne, lorsque celle-ci élabore des cadres de politique foncière.<sup>216</sup>

Pour conclure, on peut constater que plusieurs initiatives ont été menées, ce qui explique la diversité des expériences en matière de réformes des régimes fonciers à travers l'Afrique de l'Ouest. Le point commun entre tous les pays de la région est clairement et simplement l'absence de textes juridiques et le niveau limité d'enregistrement foncier. C'est notamment sur les questions de droits et

---

<sup>215</sup> SAH. (2006). *Les réformes foncières en Afrique de l'Ouest*. Secrétariat du Club sahel et de l'Afrique de l'Ouest/ OCDE. Rapport Aout 2006

<sup>216</sup> *Ibid.*

d'enregistrement fonciers en vue de la protection du droit de propriété et des droits individuels que la communauté internationale se concentre. La communauté internationale insiste pour mettre l'accent sur une administration foncière au niveau local, une délivrance de titres sur les terres et la facilitation de la création de marchés fonciers efficaces.

Pour espérer avoir un jour des résultats concrets et une réelle amélioration, il faut l'adoption de textes juridiques et surtout des mécanismes de sanctions en cas de non-respect de ceux-ci. Ainsi, les réformes législatives et l'élaboration de sanctions reconnues par le système international sont de rigueur.

#### 2.2.2 La nécessité de réformes législatives et de sanctions reconnues pour faire respecter ces plans.

Gérer les ressources naturelles demande de s'intéresser aux règles, aux systèmes d'autorité et aux systèmes de contrôle et de sanctions qui pourraient exister. En effet, inciter les Etats à adopter la bonne gouvernance et à impliquer davantage la population, amène à réguler l'activité et surtout à l'encadrer. Il faudrait peut-être pour pouvoir encadrer et créer des règles, créer une instance fonctionnelle représentant la communauté et définissant un cadre juridique pour pouvoir légitimer les règles et les sanctions.

Pour envisager un système de règles et de sanctions juridiques correctes, il faudrait non seulement la création d'instances compétentes, mais un transfert au moins partiel des prérogatives de gestion des ressources à ces instances émanant en principe de la population. Le problème des États, que ce soit en Afrique de l'Ouest ou sur tout le continent, est de savoir à qui reviendraient ces prérogatives.

Dans le contexte ouest-africain, les différends fonciers opposant les opérateurs ruraux en matière de foncier ou de l'accès aux ressources naturelles trouvent leurs solutions



en général au niveau local, à travers des mécanismes de conciliation traditionnels impliquant souvent les autorités coutumières.<sup>217</sup>

Cette question de la juridiction compétente est à la fois technique et juridique. La question foncière renvoie à la politique des États nouvellement indépendants. En effet, créer des instances compétentes pour déléguer des prérogatives relevant généralement des décisions politiques de l'État, oblige l'État à évoluer vers des pratiques politico-institutionnelles.

Quelles seraient les instances compétentes ? Une partie des observateurs prône des instances locales, voire villageoises. Généralement, cela semble logique puisque les villageois sont directement concernés par la gestion des ressources. Cependant, pour que cela soit considéré, il faudrait déjà que l'État leur reconnaisse la responsabilité juridique<sup>218</sup>. C'est le cas des pays comme le Burkina et la Côte d'Ivoire où les populations reculées ne sont pas ou alors très peu impliqués dans les décisions politiques publiques. Bien que les ressources naturelles soient directement gérées par ces communautés, il faudrait un changement radical et démocratique de la politique interne. Cela serait perçu par l'État comme une réduction de ses pouvoirs et une perte de contrôle.<sup>219</sup> En Côte d'Ivoire, en 1998, fut votée la loi N°98-750<sup>220</sup> relative au domaine foncier rural qui mettait en place de comités locaux de gestion foncière rurale ; au Benin, en 2007 a été votée la loi 2007-03 portant régime foncier rural et prévoyant un plan foncier rural pour chaque institution et chaque village. Ces institutions sont désormais appelées Section villageoise de Gestion foncière. Malheureusement, ces lois ou intentions de lois ne sont pas forcément respectées<sup>221</sup>. Une autre option, pour les tenants de la décentralisation, serait les communes rurales. Les communes pourraient être en effet l'instance adaptée. En tant que collectivités

---

<sup>217</sup> Kandine, A. (2008). *Gouvernance foncière et des ressources naturelles : état des lieux en Afrique de l'Ouest*. Rapport FAO

<sup>218</sup> *Ibid.*

<sup>219</sup> *Ibid.* P.13

<sup>220</sup> *Domaine foncier rural*. (1998). Loi n° 98-750 23 décembre 1998. Modifiée en 2004. Consulté sur <http://www.droit-afrique.com/upload/doc/cote-divoire/RCI-Loi-1998-750-domaine-foncier-rural-MAJ-2004.pdf>

<sup>221</sup> *Ibid.* P.14

territoriales, les Communes Rurales ou leurs équivalents sont des démembrements de l'État, disposant de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Elles sont dirigées par un Conseil élu, représentant les populations. Elles seraient plus adaptées que les collectivités villageoises pour penser et appliquer des règles de gestion.<sup>222</sup>

En somme, pour espérer obtenir un système de gestion effectif il faudrait la création d'instances compétentes chargées de définir les règles et d'appliquer des sanctions. La décentralisation est bel et bien une solution reconnue par le système international pour encadrer la question de la mauvaise gestion des ressources naturelles et de la question foncière. Cependant, avant de créer une instance, il faudrait comprendre en quoi consiste ce nouveau processus.

### 2.2.3. La décentralisation : solution reconnue et retenue par le système international pour résoudre la mauvaise gestion des ressources naturelles.

Le système de décentralisation n'est pas vraiment une révolution en soi. Le principe existait déjà depuis la colonisation, mais la vision de l'État d'Afrique occidentale était simplement celle des colons. La gestion des ressources excluait purement et simplement la population qui était considérée comme un surexploitant au profit d'une régulation étatique. Les interventions publiques des décennies passées ont perturbé voire cassé les systèmes locaux d'utilisation et de contrôle des ressources<sup>223</sup>. Cependant, les acteurs du système international et régional, les populations et les gouvernements semblent s'accorder sur la nécessité d'une gestion locale des ressources. Les points les plus essentiels sont la délégation ou le transfert de

---

<sup>222</sup> Delville, P-L. (2001). *Quelle gouvernance pour les ressources renouvelables ? La gestion des ressources renouvelables dans le contexte de la décentralisation en Afrique de l'Ouest*. GRET/ AFDB

<sup>223</sup> *Ibid.*



responsabilité aux populations et le type d'instances susceptibles de bénéficier de la responsabilité de gestion. Par conséquent, en vue d'augmenter l'efficacité de la gestion de l'environnement et d'améliorer l'égalité et la justice pour les populations locales, beaucoup de spécialistes de l'environnement recommandent une gestion participative des populations locales pour la gestion des ressources naturelles : c'est ce qu'on appelle: la décentralisation.<sup>224</sup>

La décentralisation est tout acte par lequel un gouvernement central cède formellement des pouvoirs à des acteurs et à des institutions d'un niveau inférieur dans la hiérarchie politico-administrative et territoriale<sup>225</sup>.

Dans le cas de l'Afrique de l'Ouest, la décentralisation démocratique est un nouveau processus qui tente tant bien que mal à être mis en place par les organisations panafricaines et leurs membres régionaux. En Afrique de l'Ouest, la gestion décentralisée du foncier et des ressources naturelles s'est avérée la seule solution pour tenter de redonner aux populations rurales un contrôle total ou partiel sur les ressources de leur territoire afin de marquer une rupture avec le monopole étatique sur les domaines fonciers. Lorsque l'on parle de décentralisation dans le domaine de la gestion des ressources naturelles et des régimes fonciers, l'on fait allusion à ce que les théoriciens tels que Delville appellent la décentralisation démocratique<sup>226</sup>. La décentralisation démocratique impliquerait une institutionnalisation radicale qui permettrait d'augmenter proportionnellement la participation populaire. Le problème majeur de la décentralisation est le fait que la plupart des gouvernements de la région, les bailleurs de fonds ainsi que les organisations environnementales ont déjà réagi contre la décentralisation sous prétexte d'échec. Cependant, l'expérience de décentralisation vient à peine de commencer. Les discours ont rarement été transformés en loi ou en pratique concrète. Certains pays ont en effet essayé d'aller

---

<sup>224</sup> Delville, P-L. (2012). *Condition pour une gestion décentralisée des ressources naturelles*. Tirer de HAL. Archives-ouvertes.fr

<sup>225</sup> Ribot, J. (2002). *La décentralisation démocratique des ressources naturelles. Institutionnaliser la participation populaire*. P-24. Institut des ressources mondiales. WRI

<sup>226</sup> Delville, L. (2002b). *Quelle gestion des ressources « communes » ? Identifier les pouvoirs et les usagers, pour négocier les règles (exemple de l'Afrique de l'ouest des savanes)*. Présentation Powerpoint, Mémento de l'Agronome.

vers ce progrès. On peut retenir le Burkina Faso dont la politique nationale de sécurisation foncière adoptée en 2007 prend en considération le processus en cours d'approfondissement de la décentralisation<sup>227</sup>. Cependant, la plupart des réformes actuelles en vue d'une « décentralisation » sont caractérisées par une insuffisance des transferts de pouvoirs aux institutions locales qui demeurent sous la tutelle étroite du gouvernement central. Les gouvernements centraux jouent un rôle clef dans toute décentralisation efficace ; malgré le fait que la décentralisation n'a pas pour objectif l'affaiblissement ou le démantèlement du gouvernement central, la plupart des résistances et des échecs viennent des gouvernements. La décentralisation nécessite un soutien mutuel entre le gouvernement et les collectivités locales. Elle est simplement un moyen d'augmenter l'efficacité et l'équité des activités de développement et la fourniture de services, mais également un moyen de promouvoir la démocratie et la participation locales<sup>228</sup>.

En outre, il faudrait aussi souligner que la démocratisation et la gestion des ressources naturelles peuvent mutuellement se renforcer par le biais de la décentralisation. Cette relation est un important lien dans lequel les ressources naturelles jouent un rôle spécial. Les populations rurales dans les pays en voie de développement ont un contrôle limité sur les prises de décision publique.<sup>229</sup> De ce fait, accorder aux populations rurales un rôle de citoyens (au sens juridique du terme) requiert une représentation, des droits, et des recours dans les affaires locales. À cause du rôle dominant des ressources naturelles dans la vie quotidienne locale de chacun, la gouvernance démocratique locale exige que les populations aient une voix prépondérante dans les décisions concernant les ressources naturelles dont elles dépendent. Une décentralisation démocratique des décisions réussie en matière de ressources naturelles favorisera considérablement la transformation des sujets ruraux

---

<sup>227</sup> Kandine, A. (2008). *Gouvernance foncière et des ressources naturelles : état des lieux en Afrique de l'Ouest*. Rapport FAO

<sup>228</sup> *Ibid.*

<sup>229</sup> Ribot, J. (2002). *La décentralisation démocratique des ressources naturelles. Institutionnaliser la participation populaire*. Institut des ressources mondiales. WRI



en citoyens. Elle leur fournira une pleine représentation et des voies de recours concernant les ressources de grande valeur<sup>230</sup>.

Les gouvernements centraux et les ministères concernés par l'environnement résistent au transfert de pouvoirs appropriés et suffisants aux autorités locales. Ils ont peur de perdre les profits économiques, y compris les rentes éventuelles, qu'ils tirent du contrôle qu'ils exercent actuellement sur les ressources naturelles et aussi des pouvoirs qui définissent et soutiennent leurs rôles politiques et administratifs. On sent de la part de l'appareil d'État des réticences certaines à ce qui est perçu comme une perte de pouvoir et une remise en cause de pratiques lucratives.<sup>231</sup>

## CHAPITRE II

### CONCLUSION

Les organisations internationales s'impliquent de façon permanente dans la question des conflits liés aux ressources naturelles. Non seulement le système international, en général par le biais de l'ONU, met en place des initiatives, mais la région ouest-africaine elle-même se mobilise pour maintenir la paix. Nous avons pu voir que la CEDEAO et la BAD agissent de manière tout de même plus ou moins efficace dans cette question. Les organisations panafricaines n'attendent pas le signal des maisons mères internationales pour déboursier les fonds nécessaires à la résolution

---

<sup>230</sup> *Ibid.*

<sup>231</sup> Idelman, E, Marie, J. (2010). La décentralisation en Afrique de l'Ouest : une révolution dans les gouvernances locales ? Juin/Aout 2010. *Revue EchoGeo*. Consulté sur <https://echogeo.revues.org/12001>

et la consolidation de la paix. En effet, le processus de Praia notamment, illustre les progrès du continent en général et de la région en particulier en matière d'introduction à la transparence et à la bonne gouvernance. Dans un minimum d'une vingtaine d'années, à l'aide des valeurs et principes reconnus par les États membres, l'exploitation des ressources naturelles et la gestion des terres devraient apparaître régulées et protégées afin de limiter les risques et les conflits. Au regard des processus, il convient de reconnaître que les principales lacunes des organisations panafricaines résident dans l'absence de sanctions efficaces. En effet, force est de constater les progrès et le mérite qu'ont ces institutions dans leur projet de maintien de la paix ; cependant, malgré leur forte implication et les nombreuses conventions auxquelles les États membres s'inscrivent, subsiste l'absence de sanction juridique en cas de non-respect de celles-ci. Il est plus que nécessaire de mettre en place des textes juridiques encadrant les entraves aux valeurs et principes de bonne gouvernance. La décentralisation est aujourd'hui reconnue comme solution majeure pour la résolution des conflits liés aux ressources naturelles et à la gestion des terres. Les institutions panafricaines prônent elles aussi l'idée d'impliquer davantage la communauté locale dans les affaires publiques de l'État. Une fois encore, cette incitation à la décentralisation n'est pas encore chose gagnée puisque les institutions l'évoquent, mais ne mettent pas forcément tout en œuvre pour convertir l'État africain à cette idée. Malheureusement, les notions de pouvoir et de corruption sont encore trop présentes dans les systèmes de gestion politique, ce qui freine alors le progrès. La Côte d'Ivoire est certainement le pays le plus approprié pour constater un éventuel progrès après une crise identitaire et foncière sanglante.

Dans le chapitre suivant, la Côte d'Ivoire illustrera totalement la question de la guerre civile et identitaire en tant que conséquence de l'accaparement des terres et de la gestion illicite des ressources naturelles. Ce pays appelé originellement « le petit Paris de l'Afrique » s'est vu affaibli du fait d'une forte crise identitaire, mais aussi et surtout foncière. La crise de l'ivoirité sera alors expliquée afin de pouvoir finir par un constat des progrès post-conflits en matière d'appropriation de la terre.



## CHAPITRE III

ETUDE DU CAS DE LA CÔTE D'IVOIRE : LA CRISE D'IVOIRITE ET LE  
SYSTEME FONCIER

Ce chapitre est une étude de cas de la crise politique qu'a connue la Côte d'Ivoire au début des années 2000. Ce pays est l'exemple le plus récent qui reflète parfaitement la relation entre mauvaise gestion des terres, guerre et pauvreté. La Côte d'Ivoire était avant la grande crise considérée comme « une terre d'accueil ». Surnommé le petit Paris de l'Afrique, ce pays avait pour politique principale l'intégration. Ainsi, le 1<sup>er</sup> président de la République démocratique de Côte d'Ivoire, Houphouët-Boigny, dit « Le père de l'indépendance » avait basé sa politique autour de l'intégration et de l'ouverture. La Côte d'Ivoire était le premier producteur de cacao ainsi que l'une des plus grandes puissances économiques africaines. Cela attirait des millions d'Africains, particulièrement les ressortissants de l'Afrique occidentale. Ce mouvement migratoire a donné suite à l'exploitation définitive des terres agricoles par les migrants burkinabés. Ce sont ces installations qui sont, entre autres, à l'origine de la crise politique en Côte d'Ivoire. La crise politique et foncière sera ainsi mise en exergue par le biais du concept d'ivoirité (I). L'ivoirité est un terme qui apparaît en 1974 pour la première fois par Pierre Niava qui le définissait comme un concept rassembleur.<sup>232</sup> Celui-ci est ensuite concrétisé en 1990 avec le multipartisme sous Henri Konan Bédié et devient un concept d'exclusion. Ce Concept ivoiritaire a remis en cause toute la politique d'immigration et d'intégration des étrangers à travers la loi de 1994 relatives aux critères d'accès au droit de vote et à l'éligibilité à la présidence de la République<sup>233</sup>. Il conviendra donc d'analyser et d'expliquer ce terme afin de

---

<sup>232</sup> Labonté, N. (2006). Citation issue du Curdiphe. CURDIPHE. L'ivoirité, ou l'esprit du nouveau contrat social du président H.K. Bédié : *extraits*. Dans « Côte d'Ivoire, la tentation ethno- nationaliste », *Politique africaine*, N.78, juin 2000

<sup>233</sup>

comprendre la crise politique et identitaire de la Côte d'Ivoire. Dans une deuxième partie, nous pourrions ensuite analyser la situation post — conflit et son évolution vers la paix (II). Nous pourrions évoquer dans ce chapitre les progrès qu'a pu faire le gouvernement en matière de droits fonciers, mais aussi les différentes actions que la BAD, l'UA ou encore la FAO mettent en œuvre pour maintenir un esprit de paix.

### 3.1 La crise foncière ivoirienne de 2010 et son impact sur la paix en Côte d'Ivoire.

#### 3.1.1. Le concept d'ivoirité et la crise identitaire

Plusieurs années après les indépendances, la Côte d'Ivoire a été le pays le plus prospère de la zone francophone de l'Afrique de l'Ouest. Cette sérénité économique reposait sur ce qu'on appelait « le miracle ivoirien », c'est-à-dire du fait de la haute performance des productions rurales agricoles : le café, cacao ou encore le bois. Ce miracle était dû à la politique du premier président Felix Houphouët-Boigny qui, à l'époque, misait tout sur une politique d'immigration ouverte.<sup>234</sup> Il privilégiait une main-d'œuvre externe venant principalement du Burkina Faso. Depuis l'époque coloniale, la colonisation des terres des zones forestières par les migrants était fortement encouragée. Houphouët-Boigny avait instauré comme politique « la terre appartient à celui qui la met en valeur ». <sup>235</sup> Cela aura eu effet de loi pendant longtemps sans jamais être codifiée. À l'époque ces terres n'intéressaient pas les autochtones, ce qui a favorisé l'accès à la terre de sous-groupes nationaux notamment les Baoulés<sup>236</sup>. Les terres étaient peu exploitées, ce qui expliquait l'arrivée en masse des migrants internes, mais surtout étrangers (burkinabés, maliens, libériens, ghanéens) dans les années 1970. Le gouvernement de l'époque a permis aux migrants

---

<sup>234</sup> Akindes, F. (2004). *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*. Edition CODESRIA

<sup>235</sup> *Ibid.*

<sup>236</sup> Chauveau, J-P. (2000). Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire. *Politique Africaine*. Vol 2 n°7.



d'acquérir des droits fonciers avant l'épuisement des ressources foncières. Ce droit d'acquérir des terres était tout de même dirigé par le concept de tutorat. Le tutorat est une convention agraire purement morale. Ce tutorat est défini par Alfred Babo comme :

« Une convention selon laquelle le bénéficiaire d'une délégation de droits fonciers ou même d'une vente de terre, contracte un devoir permanent de reconnaissance envers son tuteur ». <sup>237</sup>

Cette convention permettait un accès à la terre pour le migrant et une installation dans le village du tuteur. La Côte d'Ivoire par ce concept favorisait l'intégration des étrangers, mais surtout ce privilège qu'offrait Houphouët-Boigny à cette partie de la population avait pour but de favoriser la culture principalement du café et du cacao. Ainsi, grâce aux droits qui leur étaient reconnus, les migrants ont pu avec le temps afficher une certaine autonomie en créant de plus en plus de plantations et de campements, voire même d'accueillir de nouveaux migrants sans l'autorisation des autochtones. Il y a donc eu une émancipation des migrants par rapport à la communauté d'accueil et en même temps une forte expansion de l'agriculture commerciale<sup>238</sup>.

La Côte d'Ivoire compte ainsi parmi sa population, un nombre important de migrants travailleurs et leur famille. Les étrangers les plus nombreux sont les Burkinabés. Les immigrés burkinabés constituent la proportion la plus importante des communautés résidentes en Côte d'Ivoire. En 1960, une convention est signée entre le Burkina et la Côte d'Ivoire afin de faciliter le recrutement et l'emploi de main-d'œuvre entre les deux pays.<sup>239</sup> Ces deux pays sont donc engagés depuis des décennies dans des échanges migratoires importants. Aussi dénombre-t-on en 2014, 5 491 972 non

<sup>237</sup> Babo, A. (2011). La politique publique de l'étranger et la crise sociopolitique en Côte d'Ivoire. Dans F. Akindes (dir), « Côte d'Ivoire, la réinvention de soi dans la violence », P41-56. Sénégal : Editions de CODESRIA

<sup>238</sup> Ibid.

<sup>239</sup> Mandé, I. (2015). La Côte d'Ivoire en crise : stigmatisation des étrangers et organisation des Burkinabé en communauté transnationales. Dans Piché, V. (2015) « Entre le mil et le franc ». Presse de l'Université du Québec.

ivoiriens dans la population totale de la Côte d'Ivoire (22 671 331, soit 17 172 995 ivoiriens) soit 24,2% de la population totale.<sup>240</sup> Les Burkinabés étant la population étrangère la plus nombreuse sur le territoire ivoirien, ces chiffres reflètent donc clairement l'importance de leur présence.<sup>241</sup> Il est donc clair que la Côte d'Ivoire est en partie composée d'étrangers.<sup>242</sup> Au fil du temps, leur déplacement va passer de courts séjours à des séjours de longue durée en s'essaimant dans les zones forestières en tant que manœuvres pour ensuite se fixer comme planteurs. Ces étrangers en majorité burkinabés s'intègrent et s'installent alors de façon définitive, au point de partager la culture ivoirienne et de fonder leur famille. L'identité burkinabé devient alors mixte avec celle de la Côte d'Ivoire. Ils seront installés même dans les zones les plus reculées. Désormais, ils se sentent attachés au territoire ivoirien. En effet, cet attachement va jusqu'à se manifester par l'attribution de droits civiques tels que le vote aux élections. Ils ne sont plus étrangers, mais ivoiriens. Jusque dans les années 80, cela n'est pas considéré comme un problème, bien au contraire, puisqu'ils participaient à l'essor de l'économie ivoirienne. En effet, en plus d'être accessible et peu chère, la communauté burkinabé était considérée moins « intelligente » que les nationaux ivoiriens, de ce fait ils acceptaient de faire la plupart des tâches auxquelles les Ivoiriens ne voulaient pas s'adonner. Chaque communauté (ivoirienne et burkinabé) trouvait son compte. Ainsi, les migrations burkinabés étaient ancrées dans l'histoire et dans les valeurs politiques ivoiriennes. Malheureusement, avec le concept « ivoiritaire » leur identité est remise en question. Ainsi, dès le début de la crise économique, ils sont rangés dans une « case ». Désormais aux yeux des autochtones ils sont bel et bien des étrangers ayant pour objectif de récupérer leurs terres. Les règles

---

<sup>240</sup> RGPH. (2014). Recensement général de la population et de l'Habitat 2014. Secrétariat Technique Permanent du comité Technique du RGPH

<sup>241</sup> Zongo, M. (2003). La diaspora burkinabé en Côte d'Ivoire: trajectoire historique, recomposition des dynamiques migratoires et rapport avec le pays d'origine. *Revue Africaine de Sociologie*, 7(2), pages 5872.

<sup>242</sup> Myre, S. (2015). Recensement : portrait de la Côte d'Ivoire en infographies. *Jeune Afrique*. Publié le 6 Aout 2015. En ligne : <http://www.jeuneafrique.com/254607/societe/recensement-portrait-de-cote-divoire-infographies/>



éditées du tutorat sont alors laissées de côté pour faire place au nationalisme.<sup>243</sup> La politique migratoire aura désormais pour sujet principal, l'éviction des étrangers en particulier des Burkinabé<sup>244</sup>s. En effet, le gouvernement ivoirien met en place le système des cartes de séjour desquelles découlèrent les discriminations administratives.<sup>245</sup>

Néanmoins, le resserrement de la législation nationale ivoirienne en matière d'immigration internationale ne réduira que très peu les flux migratoires burkinabés malgré quelques rapatriements volontaires ou forcés.

C'est la crise économique qui va tout remettre en cause et accentuer la politique d'exclusion. Cette crise liée à la baisse des prix, principalement des matières premières et d'un fort taux de chômage urbain, donne lieu à des conflits fonciers entre les autochtones et les étrangers, notamment en ce qui concerne les terres forestières. Au cours de ces événements, la construction de l'image de l'étranger dans la société ivoirienne évolue et fait naître une nouvelle définition de l'identité. Candidat à sa propre succession, Henri Konan Bédié ouvre le dossier de l'ivoirité dans le but de disqualifier son seul et unique adversaire Alassane Ouattara considéré alors d'origine burkinabé<sup>246</sup>.

Bédié présente l'ivoirité comme un concept culturel et fait rédiger un livre intitulé *L'ivoirité, ou l'esprit du nouveau contrat social* du Président Henri Konan Bédié avec l'appui d'intellectuels issus du PDCI. Selon lui, l'ivoirité est un :

---

<sup>243</sup> Bredeloup, S. (2003). La Côte d'Ivoire ou l'étrange destin de l'étranger. *Revue européenne des migrations internationales*. Vol.19- n°2. En ligne depuis le 19 avril 2007, sur <http://remi.revues.org/461>

<sup>244</sup> Bouquet, C. (2003), Le poids des étrangers en Côte d'Ivoire. *Annale de géographie*. Editions Armand Colin. Volume 112. P.115-145. En ligne : [http://www.persee.fr/doc/geo\\_0003-4010\\_2003\\_num\\_112\\_630\\_895](http://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_2003_num_112_630_895)

<sup>245</sup> Banégas, R. et Otayek, R. (2003). Le Burkina Faso dans la crise ivoirienne. *Politique africaine*, 89(1), 71-87. Récupéré de <http://dx.doi.org/10.3917/polaf.089.0071>

<sup>246</sup> Babo, A. (2011). La politique publique de l'étranger et la crise sociopolitique en Côte d'Ivoire. Dans F. Akindes (dir), « *Côte d'Ivoire, la réinvention de soi dans la violence* », P41-56. Sénégal : Editions de CODESRIA

«Concept fédérateur, socle sur lequel doit reposer la nation ivoirienne, l'ivoirité constitue d'abord un cadre d'identification mettant l'accent sur les valeurs spécifiques de la société ivoirienne, mais est également un cadre d'intégration des premières composantes ethniques qui ont donné naissance à la Côte d'Ivoire et intègre tous les apports extérieurs qui sont venus se fondre dans le moule du destin partagé».<sup>247</sup>

Ainsi, ce concept marque une rupture partielle avec les principes institués par Houphouët et permet de faire un amalgame entre immigrations incontrôlées surtout aux frontières du Nord et l'identité non ivoirienne du candidat Ouattara, lequel avait occupé auparavant de hautes fonctions dans des institutions internationales sous la nationalité burkinabé. C'est avec la loi de 1994 relative à l'acquisition de la nationalité et aux conditions d'accès aux élections présidentielles que tout va se concrétiser. Des traitements spéciaux sont alors pris notamment en ce qui concerne le foncier. L'État devient peu à peu un instrument garant des intérêts d'une partie de la population, dérivant ainsi vers la xénophobie. Le célèbre adage du défunt président selon lequel « la terre appartient à celui qui la met en valeur » tombe en désuétude, laissant place au concept de l'ivoirité et l'exclusion des étrangers.<sup>248</sup>

L'ivoirité a pour objectif de privilégier les nationaux et d'exclure les étrangers. Cette exclusion déclenche les hostilités et mène à la crise.

En 2002, naît alors la deuxième grande crise que la Côte d'Ivoire n'a jamais connue avec le soulèvement des rebelles, partisans d'Alassane Dramane Ouattara (ADO) se sentant directement visé par cette exclusion. Cette politique laisse les gens du Nord sur le banc des accusés. La crise politique, économique et sociale se transforme en conflit armé du fait du sentiment d'exclusion identitaire auquel les opposants au PDCI disent

---

<sup>247</sup> *Ibid.*

<sup>248</sup> Mandé. I (2012). Les figures de l'étranger d'Afrique de l'Ouest en Côte d'Ivoire. *Dans revue bimestrielle du CIEMI « Migrations-Société »* vol XXIV n°1441, Publiée avec le concours de la DAIC, du centre national du livre CCFD et de la ville de Paris.



être confrontés<sup>249</sup>. La promotion de ce concept plonge la Côte d'Ivoire en plein cœur d'une guerre civile. Elle instaure désormais une lutte identitaire.

Cette nouvelle politique à une autre explication en plus de la question de l'identité. Pour le président Bédié et ses partisans, la politique d'ouverture prônée jusqu'ici est la conséquence du ralentissement économique et social du pays.

La mainmise des immigrés sur la majorité des emplois est telle qu'ils empêchent les Ivoiriens de leur faire concurrence. C'est dans cette logique qu'est rédigé le code foncier rural de 1998, ayant pour but de favoriser le citoyen ivoirien dans la vie économique de la Côte d'Ivoire.<sup>250</sup> Ainsi, plusieurs mesures de restrictions d'accès aux emplois ou encore à la gestion du pouvoir politique sont mises en place par le nouveau gouvernement.<sup>251</sup> Désormais, pour pouvoir jouir de ses droits et de ses terres, il faut démontrer son appartenance ethnique. La crise de l'ivoirité a non seulement un caractère économique, mais aussi civique.

Cette émancipation a donc renforcé la compétition et la volonté d'acquérir des terres, ce qui a provoqué au même moment un ralentissement de l'agriculture<sup>252</sup>.

Dans les années 70, le tutorat établissait une relation de patronage entre les autochtones et les migrants à qui un accès à la terre était concédé sur la base d'un principe d'économie moral. Grâce à ce contrat, le migrant avait vis-à-vis de son tuteur de la reconnaissance. Cependant, cette relation d'interdépendance entre les deux parties, conduit au développement important de ventes informelles de terres<sup>253</sup>. Cela a

---

<sup>249</sup> Dakouri, G. (2009). Crise ivoirienne : enjeux et sens d'une mobilisation patriotique. *Africas Focus*, 22(2), 65-88

<sup>250</sup> Akindes, F. (2004). *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*. Edition CODESRIA

<sup>251</sup> *Ibid.*

<sup>252</sup> Babo, A. (2006). Conflits fonciers : de l'ethnie à la nation. Rapport interethniques et ivoirité dans le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire *Colloque international « les frontières de la question foncière »*, Montpellier 2006

<sup>253</sup> Chauveau, J-P. (2002). *Une lecture sociologique de la loi ivoirienne de 1998 sur le domaine foncier*. Document de travail de l'unité de recherche 095. N°6. IRD REFO

alors développé de nouveaux modes d'accès à la terre notamment en zone forestière, ce qui mène ensuite à une raréfaction foncière. Les contrats de tutorat laissent alors place au contrat planter-partager (P&P) dans les plantations villageoises en Côte d'Ivoire. Ces contrats concernent l'exploitation cacaoyère, mais aussi l'hévéa. Ce système est perçu par Jean-Philippe Colin<sup>254</sup> comme un dispositif contractuel répondant à l'épuisement des institutions de la frontière interne régulant les relations entre autochtones et migrants. Colin et Ruf<sup>255</sup> ont fait une étude entre 2008 et 2010 afin d'analyser la relation entre les migrants et les autochtones pendant la guerre. Cette étude permet de réaliser les dégâts que la politique de l'ivoirité a pu engendrer sur le secteur de l'agriculture en Côte d'Ivoire. Il y a une forte volonté de la part des autochtones de récupérer leurs terres et d'adopter d'autres formes de contrat pour pouvoir les exploiter sans les aliéner. C'est pourquoi l'État ivoirien tente de faire revenir les jeunes agriculteurs modernes afin de les inciter à retourner à la terre. Cependant, ils se retrouvent face à une situation de manque de terres suite à ce qu'ils considèrent comme la « dilapidation du patrimoine foncier » par les aînés au profit des étrangers. Les arrangements fonciers antérieurs sont alors progressivement remis en cause avec les tensions violentes qui en résultent.

Les nouveaux contrats P&P<sup>256</sup> font en sorte que le propriétaire met à la disposition d'un exploitant une terre, qui réalisera une plantation pérenne de cacao, hévéa ou palmier à huile. À la suite des récoltes, un partage pourra être fait entre les deux parties : soit un partage de la plantation, soit un partage des récoltes. Cette révision des contrats fonciers a pour but de s'adapter à la loi de 1998 excluant l'accès des étrangers à la propriété privée. La forte réduction des terres a permis aux P&P d'être vu comme une innovation institutionnelle. En effet, la réduction des terres a conduit à un ajustement par une augmentation du prix de la terre, qui permet alors aux autochtones

---

Consulté sur

<https://www.mpl.ird.fr/ur095/resultats/Documents%20de%20travail%20UR/6Chaueau.pdf>

<sup>254</sup> Colin, A et Ruf, F. (2011). Une économie de plantation en devenir. Colin, A. *Revue Tiers Monde*. Juillet-Septembre 2011. N°207 P169 à 185

<sup>255</sup> *Ibid.* P 169

<sup>256</sup> *Ibid.* P 172



d'améliorer leurs conditions de vie et de renouveler leurs propres plantations. Cette innovation marque ainsi à partir de 2008 la fin de l'abondance foncière<sup>257</sup>. Face à ces difficultés foncières, les Ivoiriens décident d'adopter un discours discriminatoire et stigmatisant autour du concept d'ivoirité à l'encontre des étrangers afin de récupérer ce qu'ils estiment leur être dus. Ils se mettent donc à pratiquer l'exclusion avec comme conséquences de violents conflits notamment contre les Burkinabés.

En outre, nous pouvons constater qu'il y a une confusion entre le droit foncier administratif et le droit foncier coutumier. Les Burkinabés légitiment leurs installations par le droit foncier-coutumier, tandis qu'avec le progrès social et l'apparition de droits démocratiques, les principes coutumiers sont peu à peu aliénées, emportant ainsi la paix avec eux.

Le droit foncier coutumier et le droit foncier administratif se mélangent, laissant place presque totalement à de nouvelles règles sociales qui excluent l'étranger.

### 3.1.2. Coexistence des droits fonciers administratifs et coutumiers

Il existe deux sources de droits fonciers : la coutume et la loi fonctionnant en parallèle avec un minimum d'interaction.

Les droits fonciers coutumiers ont été abrogés depuis la colonisation et ne faisaient l'objet d'aucune valeur juridique. Les droits fonciers coutumiers consistaient en une main mise sur la terre par les aînés. Ceux-ci pouvaient en disposer comme ils l'entendaient et même la prêter. Un des fondements de base de la gestion coutumière de la terre en Côte d'Ivoire est l'impossibilité d'aliéner ou de céder la terre. La coutume fait une distinction très claire entre la propriété du sol, qui appartient à la collectivité (famille, lignage, village) et ne peut en aucun cas être cédée, et le droit d'usage du sol qui peut lui être l'objet de cession. Le bénéficiaire d'un droit d'usage cédé par un propriétaire coutumier peut faire des plantations et en récolter les fruits,

---

<sup>257</sup> *Ibid.* P 177

mais ne pourra pas acquérir le sol lui-même.<sup>258</sup>

En fonction des particularismes locaux, la propriété sera considérée comme appartenant à un notable, le chef de terre, à un lignage ou à de « grandes familles » fondatrices du village.

C'est en partie pour cette raison que ni la coutume ni la loi ivoirienne n'acceptent un droit de propriété dérivé de l'occupation, aussi dénommé prescription acquisitive aussi longue soit-elle. La coutume est fondée sur des normes sociales locales et mises en œuvre par les pouvoirs locaux ou coutumiers. Le propre de la coutume est d'être localisée et mouvante. Pour Chauveau<sup>259</sup>, le principal problème de ce régime juridique résidait dans la délimitation des terres reconnues comme relevant de possesseur coutumier. La coutume favorisait un système d'expropriation.<sup>260</sup> La Côte d'Ivoire tentera plusieurs réformes foncières, dont celle de 1963 faisant de l'État le seul propriétaire des terres non mise en valeur.<sup>261</sup> C'est à cet effet que sera déclaré « la terre appartient à celui qui la travaille ». Les droits fonciers continuent alors à survivre influant même les pratiques administratives. Suite à cette loi, les propriétaires autochtones ont été dépossédés au profit des étrangers. L'État préférait privilégier une économie stable avec l'aide des étrangers. Cependant, une telle façon de faire devait être approuvée socialement. Il a fallu alors trouver des arrangements locaux. C'est dans un tel contexte d'instabilité que l'État va mettre en place différentes

---

<sup>258</sup> Ouedraogo, G. (2005). *Etude comparative de la mise en œuvre des plans fonciers ruraux en Afrique de l'Ouest : Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire. Rapport Janvier 2005.* FAO

<sup>259</sup> Chauveau, J-P. (2009). La loi de 1998 sur le domaine rural dans l'histoire des politiques foncières en Côte d'Ivoire. La politique des transferts de droits entre « autochtones » et « étrangers » en zone forestière. Dans Colin, J-P et Leonard, E. (2009). *Les politiques d'enregistrements des droits fonciers : du cadre légal aux pratiques locales.* Edition Karthala

<sup>260</sup> Voir aussi la loi N° 2013-655 du 13 Septembre 2013 relative au délai accordé pour la contestation des droits coutumiers sur les terres du domaine coutumier et portant modification de l'article 6 de la loi N°98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier. Consulté sur: [//www.foncierural.ci/reglementation-fonciere-rurale?layout=edit&id=112](http://www.foncierural.ci/reglementation-fonciere-rurale?layout=edit&id=112)

<sup>261</sup> PNUD, FAO. (2009). *A qui sont ces terres ? Conflits fonciers et déplacement des populations dans l'Ouest forestier de la Côte d'Ivoire.* Rapport Octobre 2009 FAO et PNUD



réformes dont les plans fonciers ruraux

### 1.2.1. Les plans fonciers ruraux (PFR)

Le Plan Foncier Rural intervient sur des sites en difficultés où les enjeux fonciers ont une influence majeure sur l'orientation du pays. En Côte d'Ivoire, la crise foncière s'est articulée autour de phénomènes migratoires, mais aussi du fait de la remise en cause des arrangements locaux antérieurs. Ainsi, les rapports coutumiers dépassaient le champ juridique ordinaire pour déteindre sur les rapports sociaux dans leur totalité.<sup>262</sup>

Pour Ouédraogo<sup>263</sup>, le problème majeur réside dans le droit de propriété. Il est donc clair que la propriété privée n'existe pas selon les règles du droit foncier coutumier. En principe lorsque qu'il y a don ou vente de la terre à un exploitant, il y a réellement aliénation de celle-ci. Cependant l'interprétation de la nature du contrat est devenue source de conflit sérieux.

Sans droit de propriété, il ne peut pas avoir de sécurité foncière. Dans ce cas, le PFR est un processus de sécurisation foncière visant à valider les droits fonciers qui ont été préalablement légitimés par la population.<sup>264</sup> Ce qu'apportent vraiment les PFR est surtout la reconnaissance de l'existence d'un droit de propriété foncière et ses modalités de jouissance. Les PFR privilégient tout de même la population en tenant compte de l'opinion et des méthodes de vie des communautés locales. Le but est de mettre en place une législation simple, transparente et accessible pour les populations rurales. De plus, les PFR vont mettre à l'ordre du jour différents mécanismes législatifs permettant d'enregistrer les terres publiquement et de leur attribuer une protection juridique efficace. Il met en exergue les méthodes d'une sécurisation foncière efficace. En résumé, le secret est simplement l'élaboration de titre foncier écrit et validé par tous.

---

<sup>262</sup> Ouédraogo, G. (2005). *Etude comparative de la mise en œuvre des plans fonciers ruraux en Afrique de l'Ouest : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire*. Rapport Janvier 2005. FAO

<sup>263</sup> *Op.cit.*

<sup>264</sup> *Ibid.*

Ce processus d'élaboration de plan foncier sécurisé commence à voir le jour principalement avec la loi de 1998.<sup>265</sup>

### 1.2.2. La loi foncière de 1998

C'est à partir de 1998 qu'une nouvelle loi relative au domaine foncier rural<sup>266</sup> efface presque totalement les pratiques d'avant et exclut totalement les non ivoiriens de la propriété.<sup>267</sup> Elle a pour objectif de sécuriser les transactions foncières. La sécurisation foncière est aujourd'hui une préoccupation majeure des différents acteurs du développement, qu'ils s'agissent des producteurs, des États ou des institutions internationales. Cette préoccupation occupe les agendas politiques depuis la période coloniale et a pour but principal l'élaboration de législations orientées vers la promotion de la propriété privée.<sup>268</sup>

Jean Pierre Chauveau<sup>269</sup> fait une analyse pointilleuse de cette loi, qui est selon lui clairement et simplement un élément motivateur des conflits en Côte d'Ivoire. Selon le chercheur, la loi est plutôt une fiction juridique ne permettant ni à l'État ni aux différentes catégories sociales de clarifier les règles du jeu foncier.<sup>270</sup>

Ainsi, la loi innove en acceptant de reconnaître à titre transitoire les droits coutumiers avant de les transformer entièrement en droits formels individuels et privés. En d'autres termes, elle reconnaît le droit coutumier comme base de futurs titres fonciers ruraux. Par conséquent une fois la nouvelle loi en application, les droits coutumiers disparaissent dans les délais prescrits.<sup>271</sup> La loi suppose qu'une fois les droits

---

<sup>265</sup> *Ibid.*

<sup>266</sup> *Domaine foncier rural*. Loi n° 98-750 23 décembre 1998. Modifiée en 2004. Consulté sur <http://www.droit-afrique.com/upload/doc/cote-divoire/RCI-Loi-1998-750-domaine-foncier-rural-MAJ-2004.pdf>

<sup>267</sup> Chauveau, J-P. (2000). Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire. *Politique Africaine*. Vol 2 n°78

<sup>268</sup> *Ibid.*

<sup>269</sup> Chauveau, J-P. (2002). *Une lecture sociologique de la loi ivoirienne de 1998 sur le domaine foncier*. Document de travail de l'unité de recherche 095. N°6. IRD REFO

<sup>270</sup> *Ibid.*

<sup>271</sup> *Ibid.*



coutumiers reconnus de plein droit et transformés en titres privés, le contrôle par les autorités coutumières des transferts fonciers s'éteindra de lui-même. La loi garantit une sécurité institutionnelle et supprime les transactions coutumières sujettes à contestations et à conflits. Le système d'immatriculation et la reconnaissance des titres fonciers seront alors une révolution pour les propriétaires ivoiriens uniquement. La loi permet de reconnaître le droit de propriété longtemps écrasé par les transactions coutumières. La vente d'une terre où son aliénation est enfin reconnue par le droit. Cela signifie qu'un non ivoirien ayant acheté une terre de façon coutumière ne pourra pas voir cet achat transformé en titre de propriété. Il sera alors considéré comme locataire de longue durée.<sup>272</sup>

La loi du 23 décembre 1998 tente à travers certaines dispositions de parvenir à un régime unique de propriété privée, en conciliant les pratiques locales d'appropriation avec le régime administratif d'immatriculation dans les années 2000.

La loi de 1998 repose sur trois principes : la reconnaissance du domaine coutumier et des terres collectives, la propriété aux Ivoiriens et la prise en compte de certaines formes de transactions (don, héritage, achat). Autrement dit, la loi établit pour sécuriser les droits des Ivoiriens et leur faciliter l'accès agricole et les terres non immatriculées le seront au nom de l'État.<sup>273</sup>

La loi aujourd'hui a tout de même pris en compte les erreurs du passé en cherchant à simplifier les procédures d'immatriculations. Elle permet ainsi la délivrance de certificat foncier qui est la reconnaissance légale définitive des droits individualisés (article 7 et 8).

Article 7 : « Les droits coutumiers sont constatés au terme d'une enquête officielle réalisée par les autorités administratives ou leurs

---

<sup>272</sup> *Op.cit.*

<sup>273</sup> Babo, A. (2014). *Conditions pour la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire*. ICIP research vol 3

délégués et les conseils des villages concernés soit en exécution d'un programme d'intervention, soit à la demande des personnes intéressées. Un décret pris en conseil des ministres détermine les modalités de l'enquête ».

Article 8 : » Le constat d'existence continue et paisible de droits coutumiers donne lieu à délivrance par l'autorité administrative d'un certificat foncier collectif ou individuel permettant d'ouvrir la procédure d'immatriculation aux clauses et conditions fixées par décret ».274

De plus, le législateur montre à travers ces dispositions la présence de l'inadaptation des anciennes lois et la nécessité de tenir compte des pratiques locales. Aussi, procède-t-il à la reconnaissance des droits coutumiers collectifs et individuels dans l'article 4 de la loi de 1998.

Article 4<sup>275</sup> : « La propriété d'une terre du domaine foncier rural est établie à partir de l'immatriculation de cette terre au registre foncier ouvert à cet effet par l'administration et en ce qui concerne les terres du domaine coutumier par le certificat foncier. Le détenteur du certificat foncier doit requérir l'immatriculation de la terre correspondante dans un délai de trois ans à compter de la date d'acquisition du certificat foncier ».

Le législateur essaie alors de sécuriser au maximum les droits fonciers en tenant compte des erreurs du passé. Les articles 1<sup>er</sup> et 10<sup>e</sup> indiquent clairement à qui sont désignées les terres. L'article premier dispose que le domaine foncier rural est constitué de l'ensemble des terres mises en valeur ou non et quelle que soit la nature de la mise en valeur. Il constitue un patrimoine national auquel toute personne physique ou morale peut accéder. Toutefois, seuls l'État, les collectivités publiques et les personnes physiques ivoiriennes sont admis à en être propriétaires.

L'article 10 dispose que « Les groupements prévus ci-dessus [pour l'obtention des certificats fonciers collectifs] sont représentés par un gestionnaire désigné par les membres et dont l'identité est mentionnée

---

<sup>274</sup> *Domaine foncier rural*. Loi n° 98-750 23 décembre 1998. Modifiée en 2004. Consulté sur <http://www.droit-afrique.com/upload/doc/cote-divoire/RCI-Loi-1998-750-domaine-foncier-rural-MAJ-2004.pdf>

<sup>275</sup> *Ibid.*



par le certificat foncier. » [...]276

L'on peut constater qu'un réexamen de la loi a bien eu lieu. Cette loi a certes des points positifs, mais aussi des points négatifs puisqu'elle comporte tout de même beaucoup de lacunes. Les lacunes de la loi consistent en une reconnaissance tardive de la coutume en tant que droit collectif ; mais aussi et surtout, sur les imprécisions de la loi, notamment sur son effet rétroactif. En faisant de l'État le seul propriétaire, elle ne règle pas le problème des propriétaires étrangers possédant des terres depuis des décennies. Ces étrangers sont toujours victimes de conflits avec les autochtones, qui les obligent à abandonner leurs plantations, mais aussi leurs maisons. En accord avec Chauveau la loi devrait prévoir des dispositions pour le cas des habitations et être claire et explicite en incluant les habitations dans le domaine foncier.

À l'heure actuelle, les problèmes fonciers existent toujours en Côte d'Ivoire. Seules les lois électorales ont été révisées au début du premier mandat, en 2010 du président Alassane Ouattara à la fin du conflit identitaire.<sup>277</sup> Le nouveau gouvernement attribue plus de droits aux étrangers notamment aux Burkinabés nés sur le sol ivoirien, aux étrangers installés dans le pays avant l'indépendance en 1960 et ceux qui sont nés en Côte d'Ivoire avant le 9 janvier 1973. Par essence, les descendants de ces personnes pourront eux aussi acquérir la nationalité ivoirienne. La procédure pourrait concerner 300 000 personnes.<sup>278</sup> Il y a néanmoins encore de nombreux litiges fonciers

---

<sup>276</sup> *Ibid.*

<sup>277</sup> Voir la loi N°2015-216 du 2 Avril 2015 portant modification des articles 7, 9, 11, 15, 21, 35, 37, 52, 56, 59, 60, 68, 80, 86, 101 de la loi N°2000-514 portant code électoral et abrogation des dispositions relatives aux élections de sortie de crise. Ces lois précisent le statut des électeurs et des personnes qui peuvent se présenter aux élections. Il est précisé que la résidence, la nationalité ivoirienne (de sang ou de sol) sont nécessaires pour se présenter aux élections. Par conséquent, tout étranger ayant acquis la nationalité peut être électeur ou candidat  
<http://www.ceici.org/elections/ci/download/150423043941.pdf>  
[http://www.eueom.eu/files/dmfile/code-electorale\\_fr1.pdf](http://www.eueom.eu/files/dmfile/code-electorale_fr1.pdf)

<sup>278</sup> Voir la loi N°61-415 portant code de nationalité ivoirienne. Cette loi a été modifiée en 1972, en 2004, en 2005, et en 2013.

notamment dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. En août 2013, le gouvernement a pris la décision de proroger la loi de 1998 en faisant une application plus vaste afin de stabiliser le pays. D'après Chauveau pour que la loi de 1998 soit plus efficace et opérante, elle doit être plus en phase avec la réalité du terrain.<sup>279</sup> La révision de la loi doit prendre en compte une importante préoccupation qui est la difficulté à obtenir une procédure d'immatriculation écrite. Pour le moment, ce droit de propriété coûte cher, ne permettant pas aux populations plus pauvres et plus reculées d'accéder à leurs droits. Il faudrait que la population soit davantage impliquée dans les mécanismes de révision de la loi et de ce fait, la rendre plus accessible. La communauté internationale, notamment les organismes panafricains comme la BAD, mais aussi la FAO recommande des mécanismes de campagne d'information, par exemple, ou encore d'assistance à la population.

Il faut que l'application de la loi soit claire et transparente. En outre, pour pouvoir obtenir une bonne application de la loi, l'État ivoirien devra revoir son système judiciaire. Ainsi, l'absence de tribunaux est un gros frein dans l'application de cette loi.<sup>280</sup> Chauveau<sup>281</sup> recommande une réforme du système judiciaire, l'acquisition de

---

<http://www.refworld.org/pdfid/4e5cf1f52.pdf>

Une autre modification importante a été celle de l'acquisition de la nationalité de l'étranger marié à une ivoirienne. Avant seul l'inverse était possible. Le président a voulu par ses modifications atténuer les tensions qui selon lui, proviennent purement et simplement d'une question identitaire.

<http://www.loidici.com/nationlitecentral/codenationaliteacquisition.php>

<sup>279</sup> Chauveau, J-P. (2012). Côte d'Ivoire : la question foncière à l'épreuve de la paix. Dans:

*Enjeux fonciers et dynamiques des rapports sociaux en milieu rural ouest-africain*. Territoire d'Afrique, vol 2, n° 4. Consulté sur <http://www.pole-foncier.fr/documents/themes/politiques-foncieres/item/cote-d-ivoire-la-question-fonciere-a-l-epreuve-de-la-paix.html>

<sup>280</sup> Chauveau, J-P. (2006). *La réforme foncière de 1998 en Côte d'Ivoire à la lumière de l'histoire de l'histoire des dispositifs de sécurisation des droits coutumiers. Régulations foncières*. Institut de Recherche pour le Développement.

<sup>281</sup> Chauveau, J-P. (2002). *Une lecture sociologique de la loi ivoirienne de 1998 sur le domaine foncier*. Document de travail de l'unité de recherche 095. N°6.

IRD REFO



moyens humains supplémentaires pour assurer la mise en œuvre de la loi et résoudre les litiges devant la loi. La multiplication des titres fonciers légalisés ne signifie pas en effet la fin des litiges fonciers, un titre de propriété même écrit et légal pouvant faire l'objet d'une contestation. Cette contestation doit simplement être faite dans un cadre légal, et doit pouvoir être accessible à tous, même aux populations les plus défavorisées.<sup>282</sup> Aux yeux de la communauté internationale, la Côte d'Ivoire doit son problème foncier au fait que toute l'économie ne repose que sur l'agriculture. Cette volonté d'acquérir des terres par la communauté locale afin de s'enrichir cause des déchirements. C'est dans ce cadre que le gouvernement actuel maintiendra l'autorité de l'État sur les terres, notamment les forêts classées dans l'ouest du pays, bien que les conflits fonciers n'aient pas disparu. Tant que l'agriculture constituera la seule source d'emplois dans le Grand Ouest, la pression sur la terre demeurera, même si la loi venait à imposer plus d'ordre dans les transactions foncières. Cependant, cette loi ne résout pas tous les problèmes, bien au contraire elle accentue les discours discriminatoires<sup>283</sup>.

Pour conclure, la loi est tout de même une avancée vers le progrès. Ce qu'il reste à savoir est surtout l'effet de cette loi sur la situation post-conflit.

---

Consulté sur

<https://www.mpl.ird.fr/ur095/resultats/Documents%20de%20travail%20UR/6Chauveau.pdf>

<sup>282</sup> International Crisis Group. (2014). *Côte d'Ivoire : le Grand Ouest, clé de la réconciliation*. Rapport Afrique n°212. 29 Janvier 2014.

<sup>283</sup> Voir aussi Kanaté, A. (2012). *Le foncier rural et la crise ivoirienne*. DROITS. Agence ecofin. Consulté sur <http://www.agenceecofin.com/avis-d-expert/2310-7221-le-foncier-rural-et-la-crise-ivoirienne>

### 3.2. La situation post-conflit en Côte d'Ivoire : une ère de progression

#### 3.2.1. Le renforcement des capacités de gestion des différends fonciers et des ressources renouvelables au plan interne

La fin de la crise politique est marquée par l'accès au pouvoir d'Alassane Ouattara. Cependant, cette crise électorale ne marque pas pour autant la fin de la crise foncière. La paix politique en Côte d'Ivoire en 2011, marquée par l'investiture du président actuel favorise un renforcement des institutions internes pour la gestion des ressources naturelles et du système foncier.<sup>284</sup> La dépossession de terres reste un facteur clé des tensions intercommunautaires et des violences au niveau local dans l'ouest de la Côte d'Ivoire. La loi de 1998 relative au domaine foncier rural, conçue pour améliorer la fiabilité de la propriété foncière en convertissant les droits coutumiers en titres légaux, reste dans l'ensemble très peu appliquée. La procédure d'obtention d'un certificat de propriété est trop compliquée et trop coûteuse.<sup>285</sup> Le gouvernement envisage des réformes pour simplifier le processus. Du fait de ce ralentissement, ceux qui ont occupé des terres de façon illégitimes y résident toujours tout en maintenant les discours discriminatoires. Les personnes impliquées dans les ventes illégales des terres ne sont pas poursuivies.<sup>286</sup>

Les litiges fonciers sont toujours très présents, surtout dans l'ouest de la Côte d'Ivoire, et restent non résolus. Depuis 2013, le gouvernement d'Alassane Ouattara tente de mettre en place différentes réformes afin d'améliorer la situation. Les réformes se situent aussi bien au niveau communautaire qu'au niveau institutionnel. Les premières réformes adoptées ont concerné les lois foncières et de nationalité; cependant, les plus grosses faiblesses sont les moyens financiers pour mettre en exécution les projets. En effet, le gouvernement n'a pu financer ni pourvoir en personnel les structures

---

<sup>284</sup> Yembiline, P, Traore, B et Tsassa, C. (2015). « Côte d'Ivoire » *Rapport BAD*, OCDE, PNUD. Consulté sur [www.africaneconomicoutlook.org](http://www.africaneconomicoutlook.org)

<sup>285</sup> *Ibid.*

<sup>286</sup> *Ibid.*



administratives et judiciaires locales devant mettre en œuvre les réformes, sapant ainsi leur capacité à résoudre les conflits fonciers<sup>287</sup>.

Il convient malgré tout de souligner le progrès en évoquant les actes positifs administratifs. Ainsi, le nouveau président a tout de même mis en place une réforme du code minier et du code de l'électricité en 2014. Le but est d'améliorer l'économie du pays en favorisant la promotion d'investissement dans la production minière ainsi que celle de l'électricité<sup>288</sup>. Ces réformes ont simplement pour but de promouvoir l'économie verte, ou encore le développement durable. L'exploitation licite des ressources naturelles sous-entend bien alors l'investissement privé et étranger, mais aussi la conversion à un nouveau mode de gouvernance permettant la croissance du pays, le maintien d'un environnement sain et la réduction de la pauvreté.<sup>289</sup>

Toujours dans le même sens, le gouvernement fait des efforts sur le plan institutionnel. En effet, l'administration ivoirienne est sûrement l'une des principales causes du ralentissement du pays. Par conséquent, il a été nécessaire de renforcer les services administratifs, permettant alors à la population d'avoir accès à leur droit, mais aussi le de renforcer les ressources humaines et les équipements.<sup>290</sup> Il est important pour la population de se sentir encadrée et d'avoir les outils nécessaires pour participer à la vie locale, mais surtout d'avoir accès à la justice. Il est clair qu'en Côte d'Ivoire et certainement en Afrique en général le système administratif boiteux provoque le ralentissement presque total de l'économie et engendre ainsi la pauvreté et les conflits. L'administration civile ou judiciaire doit pouvoir être accessible et transparente à la

---

<sup>287</sup>Human Right Watch. (2015). *Rapport mondial 2015: Côte d'Ivoire*.

<sup>288</sup> Ibid.

<sup>289</sup> Yembiline, P, Traore, B et Tsassa, C. (2015). « Côte d'Ivoire » *Rapport BAD, OCDE, PNUD*. Consulté sur [www.africaneconomicoutlook.org](http://www.africaneconomicoutlook.org)

<sup>290</sup> Ibid.

fois pour les personnes aisées et pour les personnes plus pauvres des campagnes reculées<sup>291</sup>.

Pour devenir un État à l'image occidentale, le gouvernement tente de réformer et de moderniser ses instances internes en rénovant les technologies de l'information et de la communication. Ces innovations ont pour but d'améliorer l'accès à l'administration pour les citoyens, c'est-à-dire l'accès à la loi et la justice, mais aussi l'implication plus formelle du citoyen dans la vie civique. Pour aller vers cet objectif d'amélioration et de simplification, le président a préféré relancer le processus de réforme foncière prévue par la loi de 1998, sans remettre en question les droits déjà acquis. De plus, sur le plan institutionnel, en 2014, le parlement ivoirien instaure la chambre nationale des droits et chefs traditionnels de Côte d'Ivoire afin de ne pas effacer la coutume et de la faire cohabiter avec le système administratif moderne. Ces élus seront beaucoup plus impliqués dans les décisions politiques liées aux terres ; c'est-à-dire qu'ils recevront des subventions de l'État et se verront renforcés dans leurs capacités à résoudre les problèmes fonciers entre les villages et l'État. Cette chambre est essentielle, surtout pour la région ouest de la Côte d'Ivoire qui connaît encore de fortes tensions violentes, puisque c'est la zone la plus importante en production de café et de cacao. En effet, depuis quelques mois (février et mars 2016) l'État compte plusieurs affrontements intercommunautaires. Au Nord du pays une vingtaine de personnes sont mortes à l'occasion d'un conflit entre agriculteurs et éleveurs<sup>292</sup>. Ces affrontements rappellent le fait que la quasi-totalité des terres agricoles n'a pas encore d'immatriculation, ce qui est source de conflits. L'organisme Audace Institut Afrique suggère une amélioration, voire une réinvention du système foncier.<sup>293</sup>

---

<sup>291</sup> Audace Institut Afrique, (2016). *Comment réinventer le système foncier rural en Côte d'Ivoire*. Dirigé par Hermman Hokou. Consulté sur [http://audace-afrique.org/rapport/etude\\_finale2016/#/6/zoomed](http://audace-afrique.org/rapport/etude_finale2016/#/6/zoomed)

<sup>292</sup> RFI, 2016. *Côte d'Ivoire au moins 20 morts dans des affrontements à Bouna*. Publié le 25 Mars 2016. Consulté sur <http://www.rfi.fr/afrique/20160325-cote-ivoire-personnes-mortes-affrontements-bouna-agriculteurs-eleveurs-securite>

<sup>293</sup> RFI, 2016. *Côte d'Ivoire : la quasi-totalité des terres agricoles ne sont pas immatriculées*. Publie le 27 Février 2016. Consulté sur <http://www.rfi.fr/afrique/20160227-cote-ivoire-terres-agricoles-titres-proprie-immatriculees-registres-fonciers->



Audace Institut Afrique, un groupe de recherche parle de réinventer le système foncier ivoirien afin de rétablir la paix et d'atteindre les objectifs voulus par la communauté internationale.

Beaucoup d'organismes internationaux et régionaux cherchent à trouver des solutions afin d'aider la Côte d'Ivoire à réorganiser son système foncier et à promouvoir la bonne gouvernance. Il y a une volonté de la part de la communauté internationale de participer au renforcement des capacités institutionnelles de gestion des ressources naturelles.

### 3.3. Le renforcement des capacités institutionnelles de gestion des ressources au plan international

La Côte d'Ivoire a longtemps été le centre d'intérêt de l'Afrique de l'Ouest et est certainement toujours « la locomotive » de l'UEOMA et de la CEDEAO. En effet, c'est le principal fournisseur de la zone de l'UEMOA, notamment en produits agroalimentaires. Il est producteur à la fois du café, cacao, coton, bois ou encore d'Hévéa. Grâce à ces ressources, il est plus que normal que l'UEMOA tout comme la CEDEAO se débattent pour y maintenir la paix.<sup>294</sup> De ce fait, la CEDEAO, l'UEMOA et BAD mettent tout en œuvre pour faire intégrer des projets de maintien de la paix et de sécurité au sein de la politique nationale. Ils tentent de mettre en place des programmes pouvant faciliter l'exécution des réformes foncières. Cela va commencer dès la réhabilitation du nouveau gouvernement en 2013. La BAD et la FAO vont par exemple fournir des rapports d'informations sur les entreprises exportatrices, mais

---

<sup>294</sup> Audace Institut Afrique, (2016). « Comment réinventer le système foncier rural en Côte d'Ivoire ». Dirigé par Hermman Hokou. Consulté sur [http://audace-afrique.org/rapport/etude\\_finale2016/#/6/zoomed](http://audace-afrique.org/rapport/etude_finale2016/#/6/zoomed)

aussi, et surtout de l'information sur la réglementation régionale relative au commerce. Le commerce est le premier secteur touché par la crise, par conséquent les institutions le considèrent comme une priorité dans leur programme de maintien de la paix. La première préoccupation est alors de remédier à l'exploitation illicite des ressources naturelles et aux conflits fonciers.<sup>295</sup>

La BAD finance le programme de réforme foncière de la Côte d'Ivoire en déboursant environ 47 millions de dollars.<sup>296</sup> Ce financement est destiné à appuyer un programme d'appui à l'inclusion et à la cohésion sociale sur la période 2014 et 2015. Ce programme a pour but de favoriser l'insertion sociale et économique de quelque 15 500 anciens combattants dont 2000 sont des femmes. Et au moins 75 % de celles-ci sont à réinsérer dans des activités économiques rentables. Le programme permet aussi, au plan foncier, la délimitation de 1761 terres rurales sur lesquelles vivent 3,5 millions d'habitants. Toute chose qui contribuera à apaiser le climat social et à favoriser l'esprit de « vivre ensemble ».<sup>297</sup>

L'appui du groupe de la BAD renforcera également les capacités institutionnelles du Comité Dialogue, Vérité et Réconciliation (CDVR), du Programme National de Cohésion Sociale (PNCS) et de l'Observatoire de la solidarité et la cohésion sociale (OSCS). Il appuiera aussi la mise en place d'outils d'observation et de systèmes d'alerte précoce sur les enjeux de cohésion sociale et renforcera la coordination des

---

<sup>295</sup> *Ibid.*

<sup>296</sup> Constant, Z. directeur du foncier rural affirme que 4 milliards de dollars ont été déboursé par la Banque directement sur le compte du Trésor public de Côte d'Ivoire dans le cadre du programme de recherche et d'amélioration des indicateurs du foncier rural. Consulté sur <http://www.foncierural.ci/edito-du-directeur-du-foncier-rural/97-edito-du-directeur-general-du-foncier-rural>

<sup>297</sup> BAD. (2014). Côte d'Ivoire : un don du Fonds africain de développement de 46,2 millions de dollars pour consolider la paix et la cohésion sociale. Consulté sur <http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/african-development-fund-approves-us-46-2-million-for-post-conflict-reintegration-and-support-programme-13309/>

Voir aussi article AIP sur <http://news.abidjan.net/h/591680.html> publié le 27 Mai 2016.



politiques et autres actions engagées en matière de cohésion sociale, tout en renforçant la transparence.<sup>298</sup>

La communauté régionale et internationale suggère alors une réinvention du système foncier en Côte d'Ivoire. Selon ces institutions, pour revoir le système foncier en Côte d'Ivoire il faut tout d'abord instaurer la bonne gouvernance au sein de la gestion des ressources et des terres, mais aussi renforcer les capacités de dialogue public- privé sur toutes les questions liées aux négociations internationales et régionales. La communauté régionale soutient qu'il est essentiel que le pays ainsi que tous les membres de la CEDEAO s'ouvrent davantage aux échanges extérieurs notamment avec l'Union Européenne. En 2013, la Côte d'Ivoire a tenté de mettre en exécution ces conseils en mettant par exemple à disposition du groupe Louis Dreyfus plusieurs milliers d'hectares agricoles.<sup>299</sup> Cependant, il convient de discuter la légitimité de ce contrat. Dans les termes et en apparence, ce projet est certainement une bonne idée, car il a pour objectif de rehausser l'économie de la Côte d'Ivoire par l'exploitation de sa richesse première, les forêts. Il permettra d'aider les planteurs des régions les plus pauvres à bénéficier des fruits de l'exploitation agricole du pays. Néanmoins, c'est un projet qui suscite tout de même des questionnements, notamment sur les droits des paysans de la région. En effet, les terres n'étant presque pas toutes immatriculées l'on peut se demander si cette cession est légale et si elle ne lèse pas les paysans dans leurs droits.<sup>300</sup> L'État ivoirien part d'un bon sentiment en voulant céder ces terres à des fins commerciales, mais il ne faudrait pas que cela se fasse au détriment de la population. Les paysans devant être en principe les principaux bénéficiaires d'un tel projet devraient avoir la possibilité d'être plus impliqués dans ce type de contrat. La communauté internationale doit tout mettre en œuvre pour orienter l'État ivoirien vers des réformes permettant ainsi l'acquisition d'un titre de propriété

---

<sup>298</sup> Ibid.

<sup>299</sup> Sylla, M. (2013). La Côte d'Ivoire et Louis Dreyfus signent pour des terres mais quid des paysans ? Publié le 12 Mars 2013 sur Contrepoints. *Audace Institut Afrique*. Consulté sur <https://www.contrepoints.org/2013/03/12/117953-la-cote-divoire-et-louis-dreyfus-signent-pour-des-terres-mais-quid-des-paysans>

<sup>300</sup> Ibid.

pour les paysans. Pour avoir ce titre, il faudrait par le biais de la décentralisation, donner plus de pouvoir aux paysans, notamment par le biais d'un représentant. De plus, la communauté devrait imposer au sein de ses directives des mesures permettant le respect par les États membres dont la Côte d'Ivoire, des mesures de sécurisations par des mécanismes juridiques appropriées.<sup>301</sup>

### CHAPITRE III

#### CONCLUSION

Pour conclure ce chapitre, on peut qualifier l'ivoirité d'idéologie nationaliste, dans le sens où elle est « une réponse au problème du tribalisme en Côte d'Ivoire »<sup>302</sup>. Depuis l'indépendance, l'affirmation d'une identité nationale en Côte d'Ivoire n'est pas chose facile. C'est pourquoi l'ivoirité est d'abord un concept permettant d'unir les différentes tribus et ethnies présentes en Côte d'Ivoire<sup>303</sup>.

La République de Côte d'Ivoire depuis le XX siècle subit la présence étrangère dans le prolongement d'anciens mouvements marchands<sup>304</sup>. Par la suite, l'administration coloniale a bâti l'essentiel de l'économie agricole de la Côte d'Ivoire sur l'apport et les flux importants de migrants ouest-africains. C'est cette politique que le président Houphouët-Boigny a perpétuée après l'indépendance en vue de favoriser le

---

<sup>301</sup> *Ibid.*

<sup>302</sup> Labonté, N. (2006). Citation issue du Curdiphe. CURDIPHE, « *L'ivoirité, ou l'esprit du nouveau contrat social du président H.K. Bédié : extraits* », dans « Côte d'Ivoire, la tentation ethno- nationaliste », *Politique africaine*, N.78, juin 2000

<sup>303</sup> *Ibid.* voir aussi Akindes, F. (2004). *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*. CODESRIA

<sup>304</sup> Babo, A. (2011). *La politique publique de l'étranger et la crise sociopolitique en Côte d'Ivoire*. Dans F. Akindes (dir), « Côte d'Ivoire, la réinvention de soi dans la violence », P41-56. Sénégal : Editions de CODESRIA



développement économique de son pays.<sup>305</sup> Cependant, dans les années 90, la Côte d'Ivoire est affaiblie par une forte crise économique remettant alors en cause les tous les accords fonciers. Cette crise fut prolongée jusqu'en 2010 du fait d'une discordance politique. Désormais, la Côte d'Ivoire est divisée entre les étrangers et les nationaux en ce qui concerne le partage des terres. Lorsque les ressources se raréfient, le partage aussi devient plus difficile<sup>306</sup>. Comme conséquence de la situation économique, beaucoup de planteurs ivoiriens abandonnent leur exploitation en friche. A la recherche d'alternatives économiques, les autochtones décident de faire un retour aux sources en tentant de récupérer les terres de leur village. Finalement, ils font face à une forte saturation foncière et une indisponibilité des terres agricoles.

---

<sup>305</sup> *Ibid.*

<sup>306</sup> Babo, A. (2006). Conflits fonciers : de l'ethnie à la nation. Rapport interethniques et ivoirité dans le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire » *Colloque international « les frontières de la question foncière »* Montpellier 2006

## CONCLUSION GENERALE

Dans l'analyse des conflits récents, les engrenages par lesquels les parties impliquées financent leurs activités doivent souvent prendre en compte le rôle des ressources naturelles se trouvant sur un territoire donné.

Le contrôle des ressources minières, ou encore agricoles peut représenter des sources potentielles de tensions. En présence de conflits armés, les sources de revenus issues de l'exploitation illicite des ressources naturelles sont renforcées. L'exploitation illicite des ressources naturelles est réellement une cause première de déclenchement des conflits<sup>307</sup>. Dans le cadre de cette analyse, nous avons abordé ce phénomène comme un facteur d'instabilité, d'insécurité et de pauvreté, alimentant les mécanismes préexistants du conflit. Il convient aussi de préciser que l'exploitation des ressources naturelles et la mauvaise gestion des terres permettent à ceux qui participent aux hostilités de mener à bien leurs activités illégales (pillage). Les répercussions sur la population de cette exploitation illicite sont graves<sup>308</sup>.

Parallèlement à l'exploitation illicite des ressources naturelles, il a été abordé la question foncière. L'Afrique de l'Ouest est principalement la Côte d'Ivoire souffre d'un problème foncier très grave. L'on a pu voir que la propriété privée par définition n'existe pas dans cette région. La gestion des ressources pose des problèmes généraux, mettant en contradiction les intérêts individuels et les intérêts collectifs. Il y a une absence de contrôle des ressources et une mauvaise gouvernance au niveau national. La mal gouvernance des terres est ressortie comme la cause principale menant à une mauvaise gestion des ressources naturelles. Plusieurs acteurs potentiellement responsables ont été identifiés, aussi bien la population que les membres du gouvernement.

---

<sup>307</sup> Hellendorff, B. (2012). *Ressources naturelles, conflits et construction de la paix en Afrique de l'Ouest*. Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

<sup>308</sup> Global Witness, *Chocolat Chaud : Comment le Cacao a Alimenté le Conflit en Côte d'Ivoire*. Washington D.C. : rapport, 2007



Aux fins de cette recherche, il a été possible d'aborder non seulement les questions foncières, mais aussi le rôle des organisations internationales dans la résolution des conflits liés aux ressources naturelles. Nous avons pu répondre à la question de recherche qui était de savoir quel est le rôle des organisations internationales dans la résolution des conflits civils causés par la mauvaise gouvernance des ressources naturelles.

On a pu voir que la communauté internationale en général, et la communauté régionale d'Afrique de l'Ouest en particulier, se donne les moyens de faire durer la paix dans les pays en conflits. L'on a pu prendre l'exemple de la Banque Africaine de Développement en particulier, qui s'est donnée pour mission de contrôler et de réguler toutes situations (qu'elles soient conflictuelles ou non) sur le continent africain<sup>309</sup>. La région ouest-africaine reste l'endroit de prédilection de la Banque. Au cours de ces quinze dernières années, les conflits les plus sanglants ont eu lieu dans cette région. Il a été cité la Sierra Leone, le Mali et la Côte d'Ivoire<sup>310</sup>. La Banque a eu l'opportunité de mettre en place différents centres au service des ressources naturelles et cherche à élaborer des solutions. La recherche rappelle alors de nombreuses fois la principale solution de décentralisation<sup>311</sup>. L'on a pu voir que la plus grosse lacune des organisations panafricaines réside en l'absence de contrôle concret du respect des protocoles signés par les États membres. En effet, il ressort de cette étude que la bonne gouvernance est l'élément essentiel pour la réussite d'un programme de maintien de la paix. Les pays africains manquent considérablement de discipline dans leur système de gouvernance et les institutions panafricaines sont présentes pour les aider dans cette tâche. Cependant, ces institutions sont elles aussi bancales en matière de gouvernance et restent très faibles en matière de contrôle des pays membres. La solution retenue est

---

<sup>309</sup> AFDB. (2014). *Stratégie du groupe de la Banque africaine de développement pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience*. Département d'appui à la transition

<sup>310</sup> AFDB. (2014). *Mettre fin aux conflits et consolider la paix en Afrique : un appel à l'action*. Groupe de haut niveau sur les États fragiles.

<sup>311</sup> Delville, P-L. (2012). *Condition pour une gestion décentralisée des ressources naturelles*. Tirer de HAL. Archives-ouvertes.fr

certainement le principe de décentralisation qui est depuis plusieurs années mis en avant par les institutions. Ce système semble être la solution au maintien de la paix, puisqu'il permettra aux populations défavorisées de participer aux décisions relatives aux terres. Cette solution est retenue par la Côte d'Ivoire dans le cadre des réformes foncières.

La Côte d'Ivoire a été choisie comme l'exemple illustrant les lacunes du système d'exploitation des ressources naturelles (cacao, hévéa) et de gestion des terres. Certainement, l'absence d'implication de la population, en l'occurrence l'absence de système de décentralisation a mené à la guerre foncière et identitaire qu'a connue le pays<sup>312</sup>. L'on a pu comprendre que la mauvaise gestion des terres, c'est-à-dire l'absence de titre foncier et le contrôle total de l'État ont été la cause des conflits. Le code foncier a été retouché à plusieurs reprises laissant pour compte le cœur du problème : la propriété privée.<sup>313</sup> Cette guerre n'est qu'une conséquence des migrations coloniales certes, mais surtout des migrations de travail des Burkinabés et des Maliens vers la Côte d'Ivoire<sup>314</sup>. La politique migratoire du pays instauré depuis la fin des années 60 a purement et simplement pour conséquence la crise d'ivoirité instaurée dans les années 2000.

Grâce à cet exemple, nous avons pu comprendre les lacunes du système ouest régional et surtout admettre la décentralisation comme potentielle solution. La paix revient peu

---

<sup>312</sup> Mandé, I (2012). Les figures de l'étranger d'Afrique de l'Ouest en Côte d'Ivoire. *Dans revue bimestrielle du CIEMI « Migrations-Société »* vol XXIV n°1441, Publiée avec le concours de la DAIC, du centre national du livre CCFD et de la ville de Paris.

<sup>313</sup> Chauveau, J-P. (2002). *Une lecture sociologique de la loi ivoirienne de 1998 sur le domaine foncier*. Document de travail de l'unité de recherche 095. N°6. IRD REFO

Consulté sur

<https://www.mpl.ird.fr/ur095/resultats/Documents%20de%20travail%20UR/6Chauveau.pdf>

<sup>314</sup> Tounkara, D. (2008). *Migrants soudanais/maliens et conscience ivoirienne : les étrangers en Côte d'Ivoire (1903-1980)*. Editions L'Harmattan



à peu sur la région, mais il est important de ne pas ignorer les conflits actuels dans les régions reculées de la Côte d'Ivoire. Nous pouvons ainsi faire l'équation selon laquelle exploitation illicite et mauvaise gestion des terres sont égales à conflits, mais aussi à la pauvreté. Tant que le système de gestion par l'État ne sera pas revu, la question du développement restera toujours un ralentissement pour la région.

Pour conclure, les limites de cette recherche ont certainement laissé en suspens d'autres aspects très importants des conflits liés aux ressources naturelles, notamment les conditions environnementales ou encore la famine. Cependant, il importe de réglementer, contrôler, établir des normes efficaces par la communauté internationale afin de limiter la corruption, changer les mentalités et établir un système juridique adéquat. Dans le cas de la Côte d'Ivoire, il s'agit de mettre fin aux discriminations identitaires toujours en cours.

## ANNEXES



Annexe 1  
Conflits et Richesses en Afrique

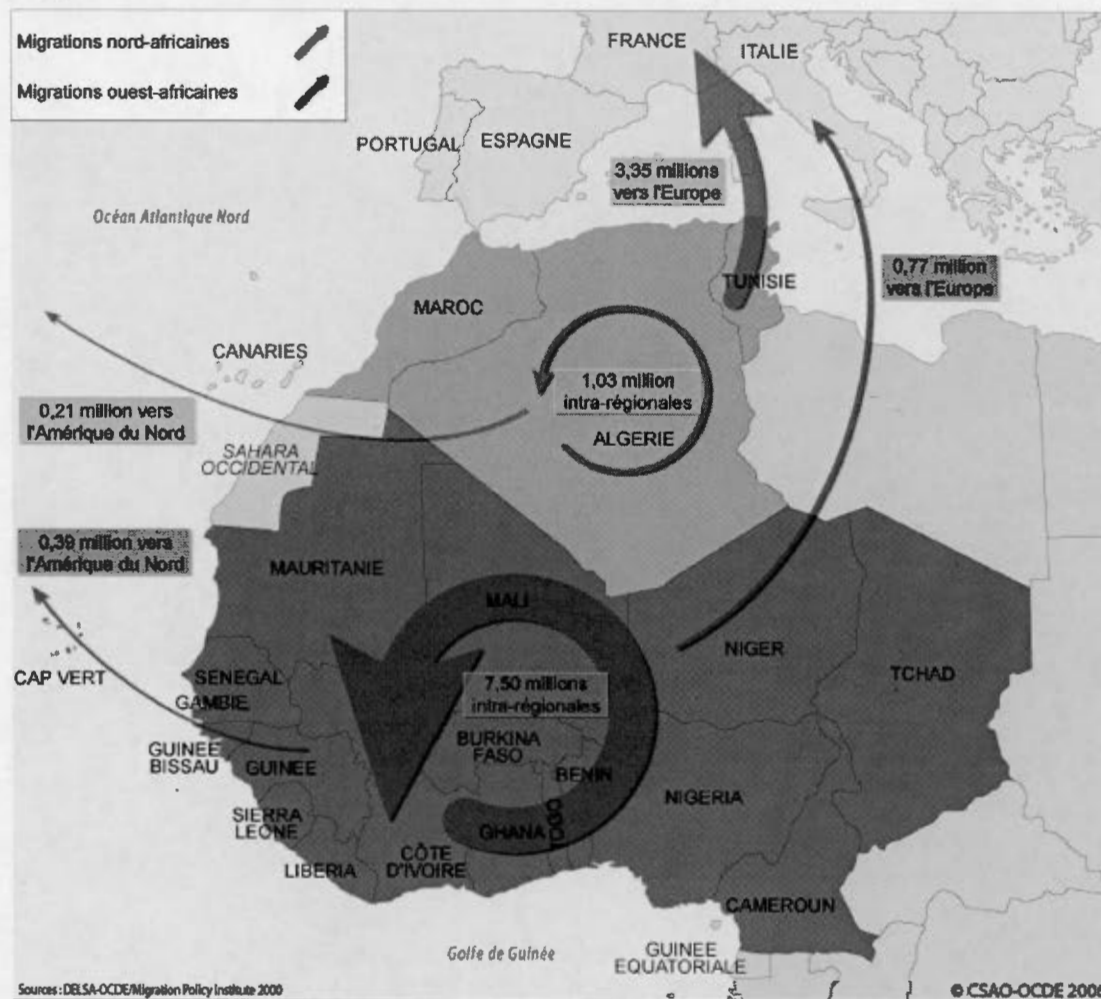
**L'AFRIQUE : ENTRE RICHESSES ET CONFLITS**



Source : Diplomatie Presse n° 10 (décembre 2009- Janvier 2010). L'Afrique : entre richesses et conflits. Carte réalisée par Areion Group

## Annexe 2

### Migrations nord-africaines et Ouest-africaines

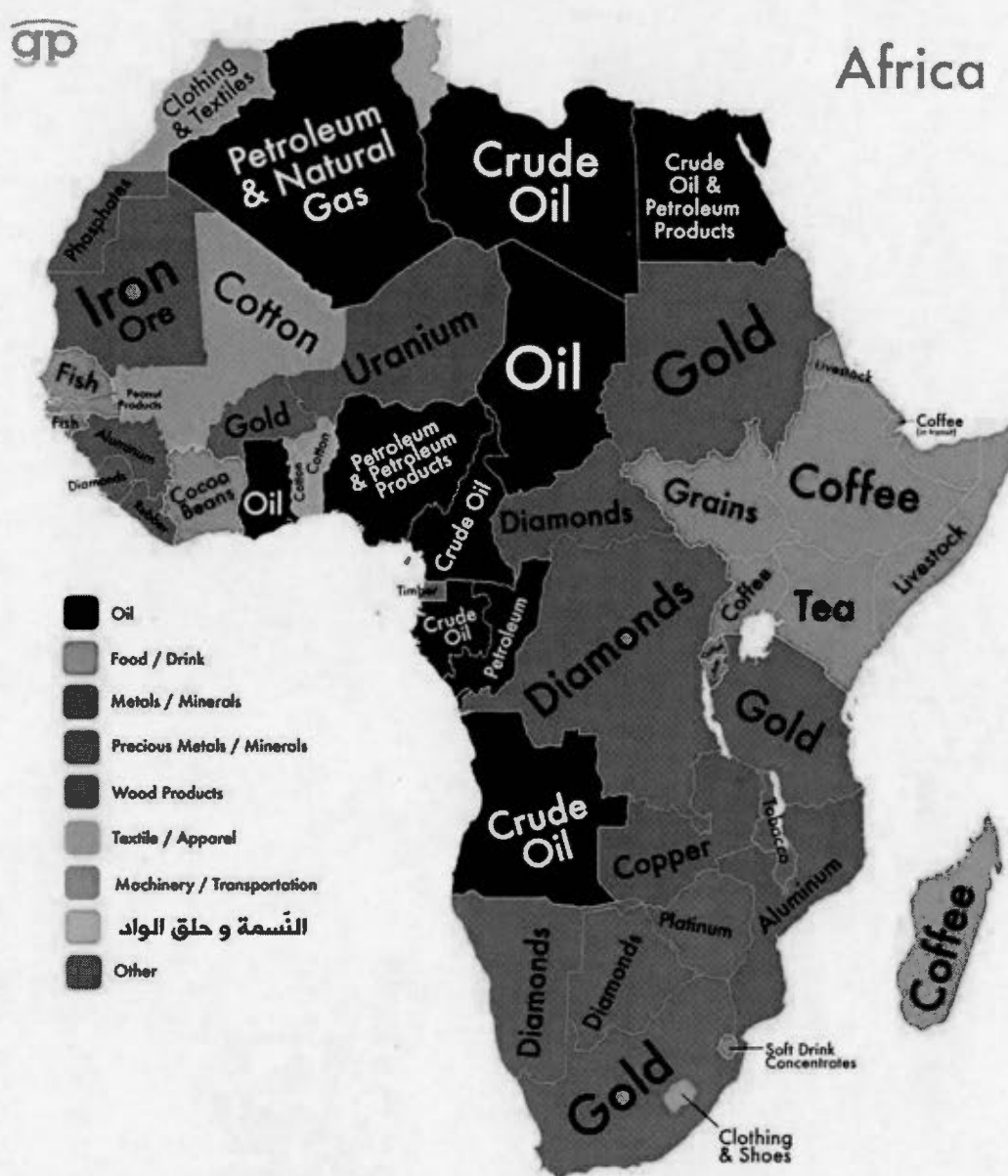


### Migrations nord-africaines et ouest-africaines

Source : OCDE. (2006). Mobilité inter-régionale en Afrique de l'Ouest. Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. En ligne : <http://www.oecd.org/fr/csao/dossiers/mobiliteintra-regionaleenafriquedelouest.htm>



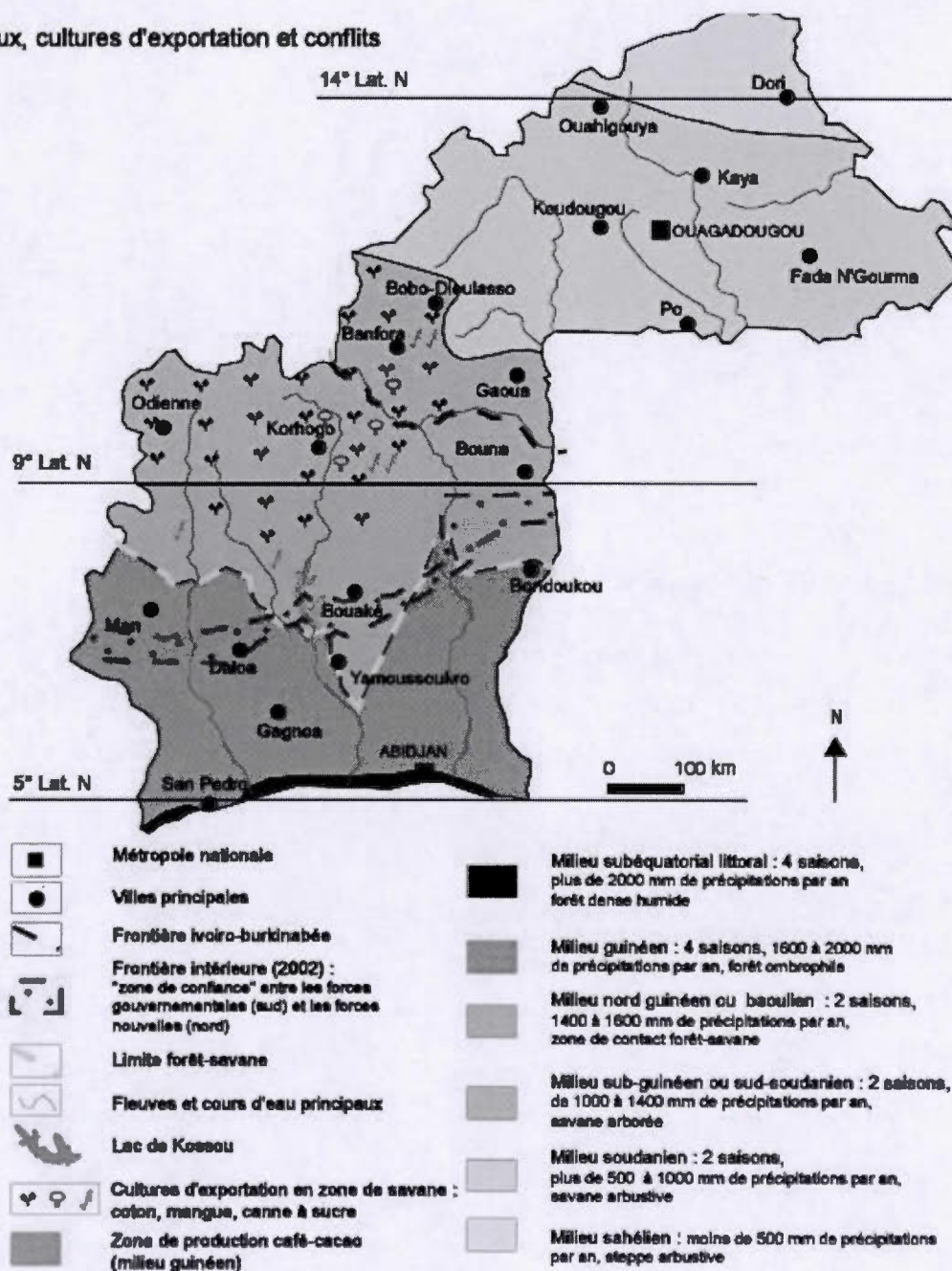
Annexe 3  
La répartition des ressources naturelles en Afrique



Source : Alternatives économiques (2014). Les accords de partenariats économiques. Article de Jena Gadrey pour alternatives économiques. En ligne : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2014/10/19/les-ape-«accords-de-partenariat-economique»-a-la-portee-de-tous/>

Annexe 4  
Agriculture et conflits en Côte d'Ivoire

Milieus, cultures d'exportation et conflits



Source : Geo Confluences. (2006). Agriculture et conflits en Côte d'Ivoire : Terroirs maraichers, territoires disputés. Par Audrey Fomageot  
En ligne : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/etpays/Afsubsah/AfsubsahScient3.htm>



## BIBLIOGRAPHIE

Adedeji, A. (1983). « L'évolution de la stratégie de Monrovia et du plan d'action de Lagos : une conception régionale de la décolonisation économique » Nations-Unies

AFDB. (2007). L'Afrique et ses ressources naturelles : le paradoxe de l'abondance. Dans rapport sur le développement en Afrique 2007. Chapitre 4

AFDB. (2007). Mettre les ressources naturelles au service des pauvres. Dans rapport sur le développement en Afrique 2007. Chapitre 5

AFDB. (2012). Gestion et mobilisation des ressources naturelles au service du développement de l'Afrique. Huitième Forum pour le développement de l'Afrique

AFDB. (2014). Côte d'Ivoire : un don du Fonds africain de développement de 46,2 millions de dollars pour consolider la paix et la cohésion sociale. Consulté sur <http://www.afdb.org/fr/news-and-events/article/african-development-fund-approves-us-46-2-million-for-post-conflict-reintegration-and-support-programme-13309/>

AFDB. (2014). Centre Africain pour les ressources naturelles (CARN) : projet de stratégie 2015-2020. Groupe de la Banque africaine de développement

AFDB. (2014). Stratégie du groupe de la Banque africaine de développement pour remédier à la fragilité et renforcer la résilience. Département d'appui à la transition

AFDB. (2014). Mettre fin aux conflits et consolider la paix en Afrique : un appel à l'action. Groupe de haut niveau sur les Etats fragiles.

AFDB. (2014). De la fragilité à la résilience : gestion des ressources naturelles dans

les Etats fragiles africains. Rapport sommaire. Groupe de la Banque Africaine de Développement

Aka, A. (2001). Analyse de la nouvelle loi de 1998 au regard de la réalité foncière et de la crise socio-politique en Côte d'Ivoire. Texte paru dans : Bulletin de liaison du LAJP, n°26, sept. 2001, pp. 130-143

Akindes, F. (2004). Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire. Edition CODESRIA

Alternatives économiques (2014). Les accords de partenariats économiques. Article de Jena Gadrey pour alternatives économiques. En ligne : <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2014/10/19/les-ape-«-accords-de-partenariat-economique-»-a-la-portee-de-tous/>

Amin, S. (1971). L'Afrique de l'ouest bloquée : l'économie politique de la colonisation. 1980. Edition Minuit

Audace Institut Afrique. (2016). Comment réinventer le système foncier rural en Côte d'Ivoire. Dirigé par Hermman Hokou. Consulté sur [http://audace-afrique.org/rapport/etude\\_finale2016/#/6/zoomed](http://audace-afrique.org/rapport/etude_finale2016/#/6/zoomed)

Babo, A. (2006). Conflits fonciers : de l'ethnie à la nation. Rapport interethniques et ivoirité dans le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire. Colloque international « Les frontières de la question foncière », Montpellier 2006

Babo, A. (2011). La politique publique de l'étranger et la crise sociopolitique en Côte d'Ivoire. Dans F. Akindes (dir). Côte d'Ivoire, la réinvention de soi dans la violence. P41-56. Sénégal : Editions de CODESRIA



Babo, A, et al. (2014). Conditions pour la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire. ICIP research vol 3.

BAD, UA, CEA. (2010). Cadre et lignes directrices sur les politiques foncières en Afrique. Politiques foncières en Afrique : un cadre pour le renforcement des droits fonciers, l'amélioration de la productivité et des conditions d'existence. Consortium CUA, CEA, BAD, Septembre 2010. Addis-Abeba, Ethiopie

Banégas, R. et Otayek, R. (2003). Le Burkina Faso dans la crise ivoirienne. Politique africaine, 89(1), 71-87. Récupéré de <http://dx.doi.org/10.3917/polaf.089.0071>

Banque mondiale. (2007). Rapport sur le développement dans le monde 2008. L'agriculture pour le développement. Washington, DC, Banque mondiale.

Banque Mondiale. (2007). Renforcer la compétitivité et la résilience en Afrique : un plan d'action pour une gestion améliorée des ressources naturelles et de l'environnement. Banque mondiale

Bazin, L. (2007). L'idéologie de l'identité nationale, un facteur de désagrégation de la société. Éclairages à partir de la Côte d'Ivoire. CNRS-CLERSÉ, Pré-publication d'un article paru dans la revue *Savoir/Agir* (éd. du Croquant) n° 2, 2007, pages 61-69

Begin, R. (2014). De l'accaparement des terres à la marginalisation des populations : le cas de l'office du Niger au Mali. Mémoire juin 2014. Université du Québec à Montréal. En ligne <http://www.archipel.uqam.ca/6507/1/M13461.pdf>

Berry, A. (2013). Les investissements agricoles étrangers, opportunités ou menace à la sécurité alimentaire des pays en voie de développement. Mémoire. Université du Québec à Montréal

Bouquet, C. (2003). Le poids des étrangers en Côte d'Ivoire. *Annale de géographie*. Editions Armand Colin. Volume 112. P.115-145. En ligne :

[http://www.persee.fr/doc/geo\\_0003-4010\\_2003\\_num\\_112\\_630\\_895](http://www.persee.fr/doc/geo_0003-4010_2003_num_112_630_895)

Bredeloup, S. (2003). La Côte d'Ivoire ou l'étrange destin de l'étranger. *Revue européenne des migrations internationales*. Vol.19- n°2. En ligne depuis le 19 avril 2007, sur <http://remi.revues.org/461>

Carbonnier, G. (2007). Comment conjurer la malédiction des ressources naturelles ? Dans *Financer le développement par la mobilisation des ressources*. Annuaire Suisse de développement. Vol 26 n°2 P83-98.

Charriere, F, et Frésia, M. (2008). L'Afrique de l'Ouest comme espace migratoire et espace de protection. Haut commissariat des Nations-Unies aux Réfugiés (UNHCR). Novembre 2008 .En ligne : <http://www.unhcr.org/protect/483d0fb04.html>.

Chauveau, J-P, (2000). Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire. *Politique Africaine*. Vol 2 n°78

Chauveau, J-P. (2002). Une lecture sociologique de la loi ivoirienne de 1998 sur le domaine foncier. Document de travail de l'unité de recherche 095. N°6. IRD REFO  
Consulté sur  
<https://www.mpl.ird.fr/ur095/resultats/Documents%20de%20travail%20UR/6Chauveau.pdf>

Chauveau, J-P. (2006). La réforme foncière de 1998 en Côte d'Ivoire à la lumière de l'histoire des dispositifs de sécurisation des droits coutumiers. *Régulations foncières*. Institut de Recherche pour le Développement.

Chauveau, J-P. (2009). La loi de 1998 sur le domaine rural dans l'histoire des politiques foncières en Côte d'Ivoire. La politique des transferts de droits entre



« autochtones » et « étrangers » en zone forestière. Dans Colin, J-P et Leonard, E. (2009). Les politiques d'enregistrements des droits fonciers : du cadre légal aux pratiques locales. Edition Karthala

Chauveau, J-P. (2012). Côte d'Ivoire : la question foncière à l'épreuve de la paix. Dans Enjeux fonciers et dynamiques des rapports sociaux en milieu rural ouest-africain. Territoire d'Afrique, vol 2, n° 4. Consulté sur <http://www.pole-foncier.fr/documents/themes/politiques-foncieres/item/cote-d-ivoire-la-question-fonciere-a-l-epreuve-de-la-paix.html>

Christophe, V. (2012). La malédiction des ressources naturelles : une question de dépendance ou de dispersion ? (Mémoire). Université du Québec à Montréal

Cisse, L. (2009). La problématique de l'Etat de droit en Afrique de l'Ouest : étude comparé de la situation de la Côte d'Ivoire, de la Mauritanie, du Libéria et de la Sierra Léone. (Mémoire). Droit, Université paris-Est. Récupéré de <https://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00677274>

Colin, A et Ruf, F. (2011). Une économie de plantation en devenir. Colin, A. Revue Tiers Monde. Juillet-Septembre 2011. N°207

Code nationalité ivoirienne. Loi N°61-415

Code électoral. loi N°2015-216 du 2 Avril 2015 portant modification des articles 7, 9 11, 15, 21, 35, 37, 52, 56, 59, 60, 68, 80, 86, 101 de la loi N°2000-514 portant code électoral et abrogation des dispositions relatives aux élections de sortie de crise. En ligne sur [https://www.cei-ci.org/redirect/web/file/uploads/lafe40\\_60-questions-pour-mieux-comprendre-le-code-electoral.pdf](https://www.cei-ci.org/redirect/web/file/uploads/lafe40_60-questions-pour-mieux-comprendre-le-code-electoral.pdf)

Commission économique pour l'Afrique. (2011). Les ressources minérales et le développement de l'Afrique. Rapport du Groupe d'études international sur les régimes miniers de l'Afrique. CEA

Coquery-Vidrovitch, C. (2009). Le régime foncier rural en Afrique noir. Dans Enjeux fonciers en Afrique Noire. Chapitre 4. ORSTOM, Karthala, Montpellier, p. 75, PDF en Ligne, <http://lc.cx/SDd>,

Dakouri, G. (2009). Crise ivoirienne : enjeux et sens d'une mobilisation patriotique. *Africas Focus*, 22(2), 65-88

Daresté, P. (1908). Le régime de la propriété foncière en Afrique occidentale française. Recueil de législation, de doctrine et de jurisprudence coloniales, Tome XI, 1908, p. 13

Debucquois, C. (2011). Le processus de Kimberley de certification des diamants bruts : un modèle pour le commerce des ressources naturelles ? Cellule de recherche interdisciplinaire en Droits de l'homme (CRIDHO)

Delville, L. (1998). Foncier rural, ressources renouvelables et développement en Afrique. Coll. Rapports d'études, Ministère des Affaires Etrangères – Coopération et francophonie, Paris, 139 p.

Delville, P-L. (2001). Quelle gouvernance pour les ressources renouvelables ? La gestion des ressources renouvelables dans le contexte de la décentralisation en Afrique de l'Ouest. Rapport GRET/ AFDB



Delville, L. (2002a). Le foncier et la gestion des ressources naturelles. Dans CIRAD-GRET, Mémento de l'Agronome, Paris, CIRAD-GRET-MAE, pp. 201-221.

Delville, L. (2002b). Quelle gestion des ressources « communes » ? Identifier les pouvoirs et les usagers, pour négocier les règles (exemple de l'Afrique de l'ouest des savanes). Présentation Powerpoint, Mémento de l'Agronome.

Delville, P-L. (2012). Condition pour une gestion décentralisée des ressources naturelles. Tirer de HAL. Archives-ouvertes.fr

Desrosiers, Marie-Eve. (2010). Le néolibéralisme. Dans Théories des relations internationales, contestations et résistances, 2<sup>e</sup> Edition revue et augmentée, CEPES, Athéna Editions : 154-175

Djinnit, S. (2009). Regards sur l'Afrique de l'Ouest. tiré de [http://www.irenees.net/bdf\\_fiche-analyse-941\\_fr.html](http://www.irenees.net/bdf_fiche-analyse-941_fr.html)

Diplomatie Presse n° 10 (décembre 2009- Janvier 2010). L'Afrique : entre richesses et conflits. Carte réalisée par Areion Group

Domaine foncier rural. (1998). Loi n° 98-750 23 décembre 1998. Modifiée en 2004. Consulté sur <http://www.droit-afrique.com/upload/doc/cote-divoire/RCI-Loi-1998-750-domaine-foncier-rural-MAJ-2004.pdf>

Domaine foncier rural. Loi N°2013-655 du relative au délai accordé pour la constatation des droits coutumiers sur les terres du domaine coutumier et portant modification de l'article de la loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier. En ligne sur <http://www.foncierural.ci/reglementation-fonciere-rurale/12-la-loi>

Durand-Lasserve, A et Le Roy, E. (2012). La situation foncière en Afrique à l'horizon 2050. Revue A savoir. Editeurs : Agence française de développement et AFDB

FAO. (2007). Bonne gouvernance des régimes fonciers et de l'administration des terres. Etudes sur les régimes fonciers. N°9. Rome

FAO, (2008). Cartographie de la pauvreté, de l'eau et de l'agriculture en Afrique subsaharienne. Dans Eau et pauvreté rurale. Interventions pour améliorer les moyens d'existence des populations d'Afrique subsaharienne. Rapport FAO

Filipe, B, (2012). La gestion impérialiste de l'Afrique postcoloniale. Partie II. Thèse tiré de Samir Amin, 1971 « l'Afrique bloquée ».

Forum social africain, (2015). Crises et conflits en Afrique de l'Ouest. Quelle politique sécuritaire face aux menaces ? Fondation Friedrich Ebert/Forum social africain.

Fomageot, A. (2006). Agriculture et conflits en Côte d'Ivoire : Terroirs maraichers, territoires disputés. Geo Confluences. En ligne : <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/etpays/Afsubsah/AfsubsahScient3.htm>

Goetschel. L et Péclard. D. (2006). Les conflits liés aux ressources naturelles. Résultats de recherches et perspective. Annuaire suisse de politique de développement, Vol 25, n°2 :95-106. Institut de hautes études internationales et du développement. Récupéré <http://aspd.revues.org/255>

Goislard, C et Djiré, M. (2007). Accès à l'information juridique aux institutions et procédures légales : quelle sécurisation foncière pour les ruraux pauvres au Mali ? Etude de cas dans le sud du Mali. Rapport FAO, LSP



Global Witness, *Chocolat Chaud : Comment le Cacao a Alimenté le Conflit en Côte d'Ivoire*. Washington D.C. : rapport, 2007

Goyette, A, (2012). *Conflit armé et ressources naturelles en Droit International : Le cas de la République démocratique du Congo*. Mémoire. Université du Québec à Montréal

Groupe interagences des Nations-Unies pour les actions préventives, 2012. *Guide pratique pour la prévention et la gestion des conflits liés à la terre et aux ressources naturelles*. PNUD/UE

Hanspeter L, Mekdaschi Studer, R, Hauert, C, et Gurtner, M. (2011). *La pratique de la gestion durable des terres : directives et bonnes pratiques pour l'Afrique subsaharienne* » Rapport FAO

Harsh, E. (2007). *Conflits et ressources naturelles. Comment faire d'un risque de guerre un atout pour la paix*. Afrique Renouveau. Consulté sur <http://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/january-2007/conflits-et-ressources-naturelles>

Hellendorff, B. (2012). *Ressources naturelles, conflits et construction de la paix en Afrique de l'Ouest*. Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Hugon, P. (2009). *Le rôle des ressources naturelles dans les conflits armés africains*. Dans *Pillages et pirateries*, Hérodote, Edition La Découverte n°134 : 228

Human Right Watch. (2014). *Rapport mondiale 2014 : Côte d'Ivoire*. Consulté sur <https://www.hrw.org/fr/world-report/2014/country-chapters/260145>

Human Right Watch. (2015). Rapport mondial 2015 : Côte d'Ivoire. Consulté sur <https://www.hrw.org/fr/world-report/2015/country-chapters/268154>

Human Right Watch. (2016). Rapport mondial 2016 : Côte d'Ivoire. Consulté sur <https://www.hrw.org/fr/world-report/2016/country-chapters/284863>

Idelman, E, Marie, J. (2010). La décentralisation en Afrique de l'Ouest : une révolution dans les gouvernances locales ? Juin/Aout 2010. Revue EchoGeo. Consulté sur <https://echogeo.revues.org/12001>

IIED. (1999). Régimes fonciers et accès aux ressources naturelles en Afrique de l'Ouest : questions et opportunités pour les vingt-cinq ans à venir. Institut International pour l'environnement et le développement

International Crisis Group. (2014). Côte d'Ivoire : le Grand Ouest, clé de la réconciliation. Rapport Afrique n°212. 29 Janvier 2014

Jay, V. (2006). Relations entre gestion des ressources naturelles et sécurité alimentaire. Médiaterre. Récupéré sur <http://www.mediaterrre.org/afrique-ouest/actu,20061206150653.html>

Jérôme, M. (2010). La décentralisation en Afrique de l'Ouest : une révolution dans les gouvernances locales ? Revue Echogéo. Récupéré sur <https://echogeo.revues.org/12001>

Jolivet, E. (2003). L'ivoirité. De la conceptualisation à la manipulation de l'identité ivoirienne. Mémoire sous la direction de Dominique Maliesky. Université du Québec à Montréal

Kanaté, A. (2012). Le foncier rural et la crise ivoirienne. DROITS. Agence ecofin. Consulté sur <http://www.agenceecofin.com/avis-d-expert/2310-7221-le-foncier-rural->



et-la-crise-ivoirienne

Kandine, A. (2008). Gouvernance foncière et des ressources naturelles : état des lieux en Afrique de l'Ouest. Rapport FAO

Kingsley, I. (2014). Ressources minières : la fin d'une malédiction ? Dans l'Afrique veut transformer son industrie minière, Afrique renouveau : P-24. Récupéré de <http://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/avril-2014/ressources-minières-la-fin-d'une-malédiction>

Kott, S. (2011). Les organisations internationales, terrain d'étude de la globalisation. Jalon pour une approche socio-historique. Edition Presse de Science Po, Vol.3 n°52. En ligne sur <http://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2011-3-page-9.htm>

Labonté, N. (2006). Citation issue du Curdiphe. CURDIPHE. L'ivoirité, ou l'esprit du nouveau contrat social du président H.K. Bédié : extraits. Dans Côte d'Ivoire, la tentation ethno- nationaliste. Politique africaine. N.78, juin 2000

Le Roy, E. (1987). La réforme du droit de la terre dans certains pays d'Afrique francophone. Etude Législative, Service de législation bureau juridique, FAO, Rome, 1987, p.1 -27, En Ligne, <http://lc.cx/Sp5>, Page consultée le 16 Juin 2016.

Ley, A. (1972). Le régime domanial et foncier et le développement économique de la Côte d'Ivoire. Paris, LGDF, Bibliothèque africaine et malgache, Tome 18

Lund, C. (1999). Proving the pudding. Negotiating property institutions. Document présenté lors du Séminaire de formation de chercheurs intitulé Negotiating Property Processes of Vindication of Land Rights in Developing Countries (Négociation de la propriété : processus de défense des droits fonciers dans les pays en développement). Faculté du développement international de l'Université de Roskilde. Danemark.

Lund, C. (2001). Régimes fonciers en Afrique : remise en cause des hypothèses de base. IIED. Tiré de <http://pubs.iied.org/pdfs/9019IIED.pdf>

Macleod, A. (2010). Le constructivisme. Dans *Théories des relations internationales, contestations et résistances*, 2<sup>e</sup> Edition revue et augmentée, CEPES, Athéna Editions : 244-267

Mandé, I (2012). Les figures de l'étranger d'Afrique de l'Ouest en Côte d'Ivoire. Dans revue bimestrielle du CIEMI « Migrations-Société » vol XXIV n°1441, Publiée avec le concours de la DAIC, du centre national du livre CCFD et de la ville de Paris.

Mandé, I. (2015). La Côte d'Ivoire en crise : stigmatisation des étrangers et organisation des Burkinabé en communauté transnationales. Dans Piché, V. (2015) « Entre le mil et le franc ». Presse de l'Université du Québec

Matiru, v. (2001). Conflits et gestion des ressources naturelles. Rapport FAO tiré de <http://www.fao.org/forestry/21574-022f4e8ce2789b53058664675f83ba591.pdf>

Mercier P. (1954). Cartes ethno-démographiques de l'Afrique occidentale. Feuille 5. Dakar : IFAN, 27 p

Myre, S. (2015). Recensement : portrait de la Côte d'Ivoire en infographies. Jeune Afrique. Publié le 6 Aout 2015. En ligne : <http://www.jeuneafrique.com/254607/societe/recensement-portrait-de-cote-divoire-infographies/>

NEPAD. (2013). Les agricultures africaines : transformations et perspectives. Rapport 2013

Oakland Institute et CNOP. (2011). Comprendre les investissements fonciers en Afrique. Dans « Rapport : Mali », Oakland, p.11.



OCDE. (2006). Mobilité inter-régionale en Afrique de l'Ouest. Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. En ligne : <http://www.oecd.org/fr/csao/dossiers/mobiliteintra-regionaleenafriquedelouest.htm>

OCDE. (2007). L'Afrique de l'Ouest : une région en mouvement ; une région en mutation ; une région en voie d'intégration. Février 2007. Club du Sahel et de l'Afrique de l'ouest/OCDE

OCDE, SAH. (2009). Instruments et mécanismes régionaux de gouvernance endogène et de prévention des conflits. OCDE/ Club Sahel/ CEDEAO P7-21

Ouédraogo, G. (2005). Etude comparative de la mise en œuvre des plans foncier ruraux en Afrique de l'Ouest : Benin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire. Rapport Janvier 2005. FAO

OXFAM. (2013). La lutte contre la malédiction des ressources en Afrique atteint un tournant » consulté sur <https://www.oxfam.org/fr/salle-de-presse/communiqués/2013-10-24/la-lutte-contre-la-malediction-des-ressources-en-afrique>

Piché, V. (2015). Entre le mil et le franc : une siècle de migrations circulaires en Afrique de l'Ouest : le cas du Burkina Faso. Presse de l'Université du Québec P-86

Petauton. (2010). Le nouveau partenariat pour le Développement de l'Afrique. Dans l'architecture institutionnelle de l'Union Africaine. Revue québécoise de droit international

PNUE. (2009). Du conflit à la consolidation de la paix : le rôle des ressources naturelles et de l'environnement. Rapport du programme des Nations-Unies pour l'environnement. Février 2009

PNUD, FAO. (2009). A qui sont ces terres ? Conflits fonciers et déplacement des populations dans l'Ouest forestier de la Côte d'Ivoire. Rapport Octobre 2009 FAO et PNUD

RFI. (2016). Côte d'Ivoire au moins 20 morts dans des affrontements à Bonoua. Publié le 25 Mars 2016 consulté sur <http://www.rfi.fr/afrique/20160325-cote-ivoire-personnes-mortes-affrontements-bouna-agriculteurs-eleveurs-securite>

RFI. (2016). Côte d'Ivoire : la quasi totalité des terres agricoles ne sont pas immatriculées. Publié le 27 Février 2016. Consulté sur <http://www.rfi.fr/afrique/20160227-cote-ivoire-terres-agricoles-titres-propriete-immatriculees-registres-fonciers->

RGPH. (2014). Recensement général de la population et de l'Habitat 2014 .Secrétariat Technique Permanent du comité Technique du RGPH

Ribot, J. (2002). La décentralisation démocratique des ressources naturelles. Institutionnaliser la participation populaire. Institut des ressources mondiales. WRI

Richard-Molard, Pélissier P. (1952). Cartes ethno-démographiques de l'Ouest africain. Feuilles n° 1. Dakar : IFAN, coll. « Cartes ethno-démographiques de l'Afrique occidentale », 4 p.

Rioux, A. (2002). Les organisations intergouvernementales africaines et la paix et la sécurité en Afrique : option d'appui pour le Canada. Chaire Raoul-Dandurand, Note de recherche – Numéro 11, groupe de recherche sur les interventions de paix dans les conflits inter-étatiques, GRIPCI

Roe, D. (2009). Gestion communautaire des ressources naturelles en Afrique : impacts, expériences et orientations futures. Institut international pour l'Environnement et le Développement (IIED)



SAH, (2006). Les réformes foncières en Afrique de l'Ouest. Secrétariat du Club sahel et de l'Afrique de l'Ouest/ OCDE. Rapport Aout 2006

Sakai, L. (2013). Le principe de la souveraineté permanente des ressources naturelles : sa création, sa dynamique et son actualité en droit international. Thèse présentée à Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Shaw, T. (2013). La gouvernance des ressources naturelles après 2015 en Afrique : l'agence africaine et les initiatives transnationales pour faire progresser les Etats de développement. Pour Agence Africaine, governing Natural Resources for Africa's Development

Smillie, I. (2002). Le processus de Kimberley. Les arguments en faveur d'une surveillance adéquate. Consulté sur [http://www.pacweb.org/Documents/diamonds\\_KP/5\\_Surveillance\\_%20PK-Fr\\_Sept2002.pdf](http://www.pacweb.org/Documents/diamonds_KP/5_Surveillance_%20PK-Fr_Sept2002.pdf)

Smouts, M-C. (1991). L'Afrique dans la diplomatie multilatérale. Etudes internationales, vol. 22, n° 2, 1991, p. 267-278. Consulté sur <http://id.erudit.org/iderudit/702838ar>.

Sperling, F, Grano I. and Vyas, Y. (2012). Promouvoir la croissance verte en Afrique: Perspectives de la Banque Africaine de Développement. Document de Discussion. Banque Africaine de Développement

Suremain M.-A. (2005). Inventaire ou savoir-faire? À la recherche d'identités « ethnogéographiques » en Afrique de l'Ouest au lendemain de la Seconde Guerre Mondiale. Dans Chanson-Jabeur Ch., G OERG O., Mama Africa: Hommage à Catherine Coquery-Vidrovitch. Paris: L'Harmattan, p. 57-73. ISBN: 2-7475-9555-2

Suremain M-A. (2009). Les cartes ethno-démographiques de l'Afrique occidentale :

enjeux d'une construction 1952-1963. SEDET, UMR 7135. Memoire. Université Paris 7 Denis Didier. Mappemonde, 2008.

<http://mappemonde.mgm.fr/num20/articles/art08404.html>

Sylla, M. (2013). La Côte d'Ivoire et Louis Dreyfus signent pour des terres mais quid des paysans ? Publié le 12 Mars 2013 sur Contrepoints. Audace Institut Afrique. Consulté sur <https://www.contrepoints.org/2013/03/12/117953-la-cote-divoire-et-louis-dreyfus-signent-pour-des-terres-mais-quid-des-paysans>

Tallet, B. (2001). Espace ethnique et migratoire : comment gérer le mouvement ? Politique Africaine n°20. Tirer de <http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/020065.pdf>

Toukara, D. (2008). Migrants soudanais/maliens et conscience ivoirienne : les étrangers en Côte d'Ivoire (1903-1980). Editions L'Harmattan

Touré, O. (1993). La gestion des ressources naturelles en Afrique Sahélienne. Bureau régional pour l'Afrique centrale et occidentale

United Nations Environment Programme (UNEP). "From Conflict to Peacebuilding. The Role of Natural Resources and the Environment," op. cit., p. 10.

Waeber, P et Wassermann, N. (2013). Les ressources de l'Afrique, source de prospérité ? Crédit Suisse.

Wennmann, A. (2007). The Political Economy of Conflict Financing: A Comprehensive Approach Beyond Natural Resources. *Global Governance*, 13, 2007, p. 430.

Yembiline, P, Traore, B et Tsassa, C. (2015). Côte d'Ivoire » Rapport BAD, OCDE, PNUD. Consulté sur [www.africaneconomicoutlook.org](http://www.africaneconomicoutlook.org)



Zongo, M. (2003). La diaspora burkinabé en Côte d'Ivoire: trajectoire historique, recomposition des dynamiques migratoires et rapport avec le pays d'origine. *Revue Africaine de Sociologie*, 7(2), pages 58-72.

#### Sites consultés

[http://www.ci.undp.org/content/cote\\_divoire/fr/home/operations/projects/poverty\\_reduction/project\\_sample11.html](http://www.ci.undp.org/content/cote_divoire/fr/home/operations/projects/poverty_reduction/project_sample11.html)

[http://www.fondcrf.org/wp-content/uploads/2016/02/Les-Papiers-du-Fonds-4\\_Jérôme-KOUAKOU\\_Janvier-2016.pdf](http://www.fondcrf.org/wp-content/uploads/2016/02/Les-Papiers-du-Fonds-4_Jérôme-KOUAKOU_Janvier-2016.pdf)

<http://www.afdb.org/fr/>